

*que
sais-je?*

LA CHINE MODERNE

YVES CHEVRIER



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE



Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
Kahle/Austin Foundation

QUE SAIS-JE ?

La Chine moderne

YVES CHEVRIER

Deuxième édition refondue

13^e mille



ISBN 2 13 042320 5

Dépôt légal — 1^{re} édition : 1983

2^e édition refondue : 1992, avril

© Presses Universitaires de France, 1983
108, boulevard Saint-Germain, 75006 Paris

AVERTISSEMENT

Dans l'histoire chinoise, l'ère moderne ne se laisse pas cerner aisément. Le découpage communiste — première guerre de l'opium, 1839-1842 ; 1919, mouvement intellectuel et social de la Chine urbaine conduisant deux ans plus tard à la fondation du Parti communiste chinois (PCC) — est d'inspiration politique. La Chine prémoderne, dont les historiens situent l'émergence sur l'horizon du xvi^e siècle, dure autant que l'ordre mandarinal qui lui est associé : jusqu'au début du xx^e siècle, soit à peu près autant que l'empire des Qing, abattu par la révolution républicaine de 1911-1912. Le premier chapitre souligne cette continuité, qui est d'ailleurs celle d'une crise interne, datant de la fin du xviii^e siècle, bien avant la crise externe provoquée par l'Ouverture. A partir des premières années du siècle se dessine un processus de modernisation imparfaite, essentiellement limité à la frange côtière des villes occidentalisées, et ponctué d'épisodes révolutionnaires. La victoire des communistes en 1949 y met un terme, non certes parce qu'elle précipite soudainement le pays dans la voie du progrès économique, comme le rêvaient les révolutionnaires du début du siècle, mais parce que la mutation totalitaire du pouvoir communiste jette la Chine dans une réalité qui appartient indubitablement au xx^e siècle — en dépit des nombreux liens, volontaires et involontaires, du maoïsme avec les traditions prémodernes. Réalité passagère du reste, puisque aussi bien, après Mao, la Chine a renoué avec les traditions de la modernisation et de l'ouverture, en tentant ainsi de rejoindre le courant dominant de la fin du xx^e siècle en général et Taiwan en particulier. Il semble donc que l'on puisse réserver à l'ère moderne le demi-siècle qui englobe les dernières années de la dynastie Qing (1644-1912) ainsi que l'époque républicaine (1912-1949).

La transcription des noms et termes chinois s'écarte du système *pinyin* par exceptions usuelles (Pékin, Nankin, Canton) et lorsque le *pinyin* rend méconnaissable une prononciation dialectale familière (Sun Yat-sen, Chiang Kai-shek, Whampoa, etc.).

Les données quantitatives ne mesurent que de manière imparfaite et souvent contradictoire les grandes évolutions (démographie, société rurale) de la Chine républicaine. La plupart sont illusoires, toutes méritent une critique approfondie, qu'il était impossible, faute de place, d'exposer ici.



0 300 km

Ulan Bator (Urga)

MONGOLIE EXTÉRIEURE

XINJIANG

GANSU NINGXIA

QINGHAI

TIBET

SUIYUAN

HEBEI

(ZHILI)

Tianjin

SHANXI

CHAHAR

Moukden

Pékin

(Beiping)

CORÉE

Qingdao

JIANGSU

Nankin

Shanghai

Ningbo

ZHEJIANG

Fuzhou

TAIWAN

Xiamen

(Amoy)

Shantou

(Swatow)

Hong-Kong

Macao

SHENXI

HANKOU

Hangzhou

Nanchang

HUNAN

JIANGXI

Changsha

GUANGDONG

Canton

Guilin

GUANGXI

YUNNAN

Kunming

Mékong

Chongqing

Chengdu

XIKANG

SICHUAN

YANGTZE

HUBEI

Changsha

GUANGDONG

Canton

LA CHINE A L'EPOQUE REPUBLICAINE

Ningbo Port ouvert

Shanghai Port ouvert avec concession(s)

INTRODUCTION

L'ÉVOLUTION DE LA RÉVOLUTION

Crise ou transition ? S'agissant de la révolution qui a jeté un demi-milliard d'hommes dans le communisme, la question peut sembler superflue : si tant est qu'une révolution tue son ancien régime, le meurtre de 1949 n'est pas moins parfait que ceux de 1789 et 1917. Mais il a duré plus longtemps. Une révolution si lente ne s'est pas impunément arrogé le privilège du temps long : elle a laissé à l'Ancien Régime le temps d'évoluer... tout en évoluant de concert avec lui.

Fruit de cette évolution, la modernisation de la société urbaine amorcée dès avant la chute de l'Empire s'accomplit sous la République. Mais le sous-développement qui lui est associé comme une ombre la confine à l'étroite frange côtière des grandes villes et de leur *hinterland* immédiat où la pénétration occidentale a mordu. Partout ailleurs, en deçà d'une coupure *dualiste* qui apparente la Chine aux autres sociétés sous-développées du ^{xx}^e siècle, les hommes naissent, vivent et meurent en 1949 à peu près comme ils le faisaient vers 1900 et bien avant. L'effondrement de l'unité impériale après la chute des Mandchous (1912) aggrave la partition socio-économique d'une véritable désintégration nationale marquée par le règne des « seigneurs de la guerre » (1916-1928). Face à l'agression étrangère, l'absence d'un Etat modernisateur (remplacé par le régionalisme incohérent et le militarisme prédateur) accroît l'impuissance et l'insularité de la Chine urbaine. Posant le problème de l'Etat, cette crise intérieure n'est pas moins urgente que la crise extérieure, qui pose celui de la nation. A leur tour, l'unité et l'indépendance de la Chine sollicitent les révolutionnaires autant sinon plus que la question sociale. Mais à la permanence des crises — Etat, nation, société — qui les mobilisent, répond l'impermanence des solutions qu'ils ont adoptées. Comme il oppose deux Chines, le

dualisme sépare deux révolutions : celle de la ville et celle de la campagne, celle du progrès et celle de l'arriération.

Quelque grave, quelque prépondérante qu'elle soit, la crise du monde rural n'engendre pas directement *sa* solution révolutionnaire : la misère, Tocqueville l'avait bien dit, n'étant pas la cause *suffisante* des révolutions, il y faudra l'entêtement d'une petite minorité (le PCC) dont l'intervention à partir des années 1930 pourra seule mettre en mouvement la masse villageoise. Mais ce parti ne se convertit à l'action rurale et militaire (la *guérilla*) qui rendent possible la révolution paysanne (et font le maoïsme) qu'après s'être essayé à la révolution urbaine et y avoir essuyé un sanglant échec en 1927.

C'est en effet la petite Chine des villes — celle des intellectuels plus encore que celle des « bourgeois et prolétaires » de Marx — qui prend l'initiative dans les premières décennies du siècle. Contrastant avec l'ankylose prolongée du grand corps paysan, ses emportements la dressent de manière récurrente contre l'ordre ancien et l'agression extérieure. Tout d'abord républicaine en 1911-1913, intellectuelle avec la fièvre occidentaliste et marxiste du Quatre Mai (1915-1921), puis sociale au cours des années 1920, mais constamment nationaliste, la révolution urbaine progresse par paliers étroitement associés à ceux de l'évolution socio-mentale : refonte des élites, occidentalisation culturelle et mise en place du monde moderne dans les villes après le choc de la première guerre sino-japonaise (1894-1895); essor économique, radicalisation intellectuelle puis politique de la nouvelle société urbaine durant les années 1910-1920; contraction de la Chine moderne sur son archipel côtier pendant la Décennie de Nankin (1927-1937), le mouvement communiste amorçant alors contre le pouvoir nationaliste la migration rurale décisive qui sanctionne l'échec révolutionnaire et la minceur socio-économique de la modernité chinoise.

Qu'elle l'attaque par la modernisation ou par la révolution, l'explosion du microcosme urbain ne peut vaincre l'implosion du macrocosme chinois. Economiquement prospère, socialement dynamique, politiquement active au sein de la stagnation et du chaos, la petite Chine moderne croît trop en marge du pays et de l'Etat pour soutenir un *Meiji* chinois ou une révolution de modèle européen. Ses intellectuels, pourtant, ont nourri l'illusion inverse. Tout d'abord, prisonnier d'un anarcho-populisme utopique et diffus qui faisait écho à la tradition en tournant le dos aux contraintes économiques et

sociales de la modernité, le mouvement révolutionnaire n'a pu progresser qu'en privilégiant les symboles du progrès (villes et classes urbaines) au détriment des campagnes. Mais à lui seul ce mythe occidentalisant ne pouvait compenser l'insuffisance de la dynamique sociale. Les révolutionnaires ont dû comprendre non seulement que l'œuvre modernisatrice leur incombait, mais qu'en l'absence de structures socio-étatiques intégrées, face au militarisme et à l'arriération, il leur fallait avant tout repenser la révolution.

Sun Yat-sen (1866-1925) la voue très tôt à reconstruire l'Etat autant qu'à refondre la société, par des moyens militaires. Mais ces tentatives n'ayant abouti qu'à une restauration césariste avec Chiang Kai-shek (1887-1975), c'est le PCC qui la désenclave et la développe en s'enfonçant dans les campagnes au cours des années 1930. Après l'échec urbain de 1927, la grandeur de Mao Zedong (1893-1976) et des autres pionniers de la révolution rurale est d'avoir percé l'illusion moderniste en découvrant la dimension révolutionnaire du sous-développement. Aidée par l'invasion japonaise, qui paralyse Chiang et diffuse le levain nationaliste dans les villages, l'union féconde du communisme rural avec la résistance nationale (1937-1945) accomplit le programme de souveraineté nationale et de restauration étatique énoncé par Sun. La guerre et l'Etat se superposent à la guérilla et à la mobilisation paysanne. Instrument de la conquête des villes au terme d'une ultime guerre civile (1946-1949), la transformation du PCC en parti-Etat ancré dans les campagnes fait de la révolution chinoise une révolution intégrale et non plus l'affaire sectorielle et condamnée d'une fraction marginale de la population. Mais c'est aussi le creuset d'une mutation totalitaire dont l'effet sera d'engendrer, malgré Mao, un pouvoir bureaucratique et une organisation sociale autoritaire tournant le dos à la modernité urbaine née sur la côte au début du siècle.

Cette Chine *moderne* au sens géographique, sociologique et mental du terme — la Chine « bleue » ouverte sur le monde et sur elle-même — renaîtra plus tard dans la modernisation de Taiwan. Sur le Continent, les réformes de Deng Xiaoping lui ont redonné une chance, encore limitée, il est vrai. Elle est dès les années 1910-1920 un milieu social ouvert et neuf où quelques millions de Chinois n'ont pas seulement pensé et milité, mais vécu et créé hors du moule agraire et bureaucratique de la tradition (la Chine « jaune » dont les opposants au régime de Pékin critiquent la survivance étouffante sous Deng

Xiaoping...). Son émergence (à Shanghai, Canton, etc.) domine l'époque républicaine au même titre que la révolution qui a eu raison d'elle.

Deux paradoxes régissent ainsi la série évolutive qu'on nomme *la Révolution chinoise* : développée dans le sous-développement, elle s'étatise en se faisant; en crise dès *avant* le défi occidental, la Chine traditionnelle ne s'ébranle que fort tard, tandis que l'évolution plus en douceur et plus tardive de sa frange modernisée est un facteur révolutionnaire précoce et permanent. Evolution hachée de crises, révolution écartelée entre ses débuts dans la nouvelle société civile urbaine et sa métamorphose rurale et bureaucratique : telles sont les conséquences d'un siècle de modernisation fragmentaire, d'occidentalisation ambiguë et de nationalisme frustré.

A la veille de la révolution qui abat la dynastie mandchoue (Da Qing, 1644-1912), ces facteurs conjuguent déjà leurs effets. L'ordre intellectuel, politique et social du confucianisme est remis en cause à partir des grands « ports ouverts », dont l'influence suscite en même temps émulation et rejet dans la Chine profonde. Des courants contradictoires opposent les notables qui s'embourgeoisent, les bourgeois qui s'agrègent à la *gentry*, les lettrés confucéens qui s'occidentalisent ou les intellectuels occidentalisés qui honorent la tradition aux traditionalistes de l'ancien mandarinat et aux mouvements xénophobes de la population, dont l'alliance conduit à la crise des Boxers en 1900 et à la défaite du traditionalisme. Privé de ses piliers traditionnels, incapable d'en construire de nouveaux malgré les réformes institutionnelles mises en chantier à partir de 1901, contesté par la vague du nationalisme et par le mouvement révolutionnaire qui déferlent dans la première décennie du siècle, l'empire miné de l'intérieur et de l'extérieur s'effondre en 1911-1912.

CHAPITRE PREMIER

UN MONDE EN CRISE

I. — Le défi occidental

La plaie ouverte. — La crise extérieure à laquelle la Chine doit son ouverture et son humiliation depuis le milieu du XIX^e siècle est l'une des plus graves qu'elle ait connues. Ce qui la menace n'est pas l'invasion d'un peuple barbare à demi sinisé, promis par sa conquête à une absorption culturelle rapide. C'est la civilisation chinoise elle-même qui est mise en péril ou du moins relativisée (ce qui, pour le sinocentrisme confucéen autopsié par J. Levenson, équivaut à un arrêt de mort) par une civilisation qui s'estime supérieure, connaît une expansion économique, technique et militaire sans précédent et dont la supériorité éclate aux yeux de tous, y compris à ceux des Chinois. Entre ses deux coups de boutoir du milieu et de la fin du XIX^e siècle, l'agression occidentale s'est modifiée dans ses intentions et dans ses causes en même temps que dans ses effets.

Tout d'abord conséquence de l'expansion occidentale à l'époque ascendante du libéralisme, l'« Ouverture » des années 1840-1860 (première et seconde guerres de l'opium : 1839-1842 ; 1857-1860) a brisé les barrières diplomatiques (1) et les restrictions commerciales (2) dont s'entourait le splendide isolement chinois. Réservant toute l'étendue de la terre riche « sous le Ciel » (*tianxia*) à l'Empire du Milieu (*Zhongguo*), le système de supériorité cosmique et de vasselage ethnocentrique lié au tribut maintenait les marches périphériques dans l'orbite

(1) Le système tributaire, tel que l'analyse J. K. Fairbank, est à vrai dire la négation des rapports diplomatiques pratiqués en Europe : hors de ses frontières, l'Empire ne reconnaît que des Barbares inférieurs ; ceux qui versent le tribut (Annam, Birmanie, Corée, etc.) deviennent ses vassaux.

(2) Le système de Canton, seul port dans lequel les étrangers étaient autorisés à commercer avec les Chinois.

chinoise tout en alimentant un trafic non négligeable de denrées rares. Celui de Canton avait cessé d'être profitable depuis qu'une intense contrebande d'opium liée au commerce triangulaire avec le Bengale drainait la monnaie d'argent hors de Chine (années 1820-1830). Imposés par la force supérieure de l'Angleterre et de la France, étendus à toutes les « nations civilisées » (y compris le Japon, lui-même « ouvert » au cours des années 1850 mais très vite passé du rôle de victime à celui d'agresseur grâce à la rapide modernisation de l'ère Meiji), les « traités inégaux » instaurent un *système des traités* (J. K. Fairbank) qui fait de la « Civilisation centrale » (*Zhonghua*) une nation parmi les autres et la vassale de toutes les autres.

La Chine a dû accepter de traiter sur un pied d'égalité avec les « diables étrangers » en créant un Bureau des Affaires étrangères en 1861 (3). Conformément à la doctrine libérale qui triomphe sous Palmerston et Napoléon III, les traités assurent la libre circulation des biens (de l'opium notamment), plafonnent le tarif douanier (à 5 % *ad valorem*) et exemptent les marchandises étrangères des octrois intérieurs (*lijin*). La circulation des personnes et leur sécurité sont protégées par l'*exterritorialité*, privilège juridique personnel peu à peu étendu au plan territorial par le biais des concessions établies dans les « ports ouverts » (4). En nombre sans cesse croissant (une centaine vers la fin du siècle), les *treaty ports* ont été répartis le long des côtes en remontant du sud (Canton, Xiamen (Amoy), Fuzhou) au nord (Ningbo, Shanghai, Tianjin, etc.), puis vers l'intérieur, sur le Yangzi (Jiujiang, Hankou) et jusque dans les provinces les plus reculées (Sichuan, Yunnan) (cf. carte p. 4). La France s'est chargée de la protection des missions catholiques (traité de Whampoa, 1853), les Anglo-Saxons assurent celle des protestants. Formose (par le Japon en 1874-1895) et les royaumes tributaires ont été rattachés aux empires coloniaux en formation : Annam (France, 1885) ; Birmanie (Angleterre, 1886). Détachée par le Japon dès 1895, la Corée (qui est également convoitée par les Russes) n'est annexée à l'Empire nippon qu'après la guerre russo-japonaise

(3) Toutefois, ce *Zongli geguo shiwu yamen* (Bureau d'administration générale des affaires avec tous les pays, dit *Zongli yamen*) ne sera transformé en ministère à part entière (*Waiwubu*) que par le Protocole des Boxers (septembre 1901).

(4) Ces concessions ne doivent pas être confondues avec les « territoires à bail » concédés par des accords datant de la fin du siècle (Hong-Kong seul ayant été cédé en toute propriété à l'Angleterre dès 1842 par le traité de Nankin). L'*exterritorialité* survit jusqu'aux renonciations de 1943 (Angleterre, États-Unis, France, Japon).

LE "BREAK UP OF CHINA" (1898)

- ▲ Territoires à bail
- Concessions ferroviaires
- ▨ Zones d'influence



CENTRES INDUSTRIELS et voies ferrées (1910-1920)



(traité de Portsmouth, septembre 1905). La Russie arrondit son empire sibérien en annexant la façade maritime de la Mandchourie (1860) et de substantielles portions du Turkestan chinois (1879-1881). Certains services essentiels, comme l'administration des douanes impériales (régie par Sir Robert Hart jusqu'en 1908), la gabelle et les postes, passent sous tutelle étrangère.

Dans la dernière décennie du XIX^e siècle, les rivalités entre puissances prennent le pas sur l'assujettissement de la Chine. Soucieux de se défendre les uns contre les autres tout en étendant leurs sphères économiques respectives, les impérialismes rivaux arrachent de nouveaux privilèges : 1) territoires à bail (bases militaires, dépôts de charbon, mouillages, pôles industriels), tels ceux de Jiaozhou (Allemagne puis Japon après 1915), Port Arthur (Russie puis Japon après 1905), Weihaiwei (Angleterre), etc. ; 2) concessions minières et ferroviaires ; 3) droits réservés sur certaines zones (dites d' « influence ») ; 4) mainmise financière accrue par le biais des indemnités et des prêts (gérés par de puissants établissements bancaires, tels la Hong-Kong & Shanghai Banking Corporation, la Banque russo-chinoise, la Banque de l'Indochine, la Yokohama Specie Bank, etc.) ; 5) implantation industrielle enfin dans les concessions des ports ouverts (cf. carte p. 11).

Inauguré par le Japon vainqueur de son immense voisine en 1895 (traité de Shimonoseki), généralisé par la « course aux concessions » (ou *break up of China*) en 1898, le nouveau style d'agression s'arrête au seuil du partage colonial : la réticence des Etats-Unis (qui affirment leur fidélité au libéralisme antérieur en proclamant la « doctrine de la porte ouverte » en 1899) et la résistance chinoise (qui suscite la rébellion xénophobe des Boxers et l'alliance de la Cour avec les rebelles en 1900) évitent à la Chine le sort de la Pologne et de l'Afrique, mais font d'elle une colonie en co-propriété (« hypo-colonie » dira Sun Yat-sen, « semi-colonie » suivant les communistes). Concluant une nouvelle défaite chinoise, le Protocole des Boxers (septembre 1901) impose une énorme indemnité, la présence de troupes étrangères dans la capitale et la tutelle du Corps diplomatique sur l'action du gouvernement.

Après cet accès de fièvre géopolitique, les ambitions rivales retombant à l'échelle planétaire (Entente cordiale en 1904 ; accord anglo-russe en 1907), la Chine bénéficie d'un calme relatif troublé de loin en loin par l'insatiable Japon, qui satisfait ses appétits coloniaux tout d'abord aux dépens de la

Russie (en 1905) avant de se servir en Chine même. De loin en loin, l'expansionnisme obstiné des milieux militaires nippons (21 Demandes en 1915; affaire du Shandong en 1919; annexion de la Mandchourie en 1931; coup de main sur Shanghai en 1932; grignotage de la Chine du Nord à partir de 1933 préluant à l'invasion généralisée de juillet 1937) attise le nationalisme chinois. Contents d'exploiter les avantages acquis, les Occidentaux interviennent de manière plus discrète et solidaire par le biais de *consortium* bancaires. Au cours des années 1920, leurs rivalités s'expriment souvent par seigneurs de la guerre interposés (cf. chap. II).

Tout d'abord établis à la périphérie des grandes villes (souvent sur des îles comme à Canton (Sha-meen ou Shamian), Xiamen, Shantou (Swatow) et Fuzhou), puis à Shanghai à partir des années 1850, les « quartiers européens » devenus concessions modifient le paysage urbain traditionnel. Les entrepôts, docks et arsenaux des firmes étrangères (les *hong*, telles Jardine & Matheson, Butterfield et Swire) dirigées par les *taipan* se fondent dans un décor nouveau. Comme à Shanghai, qui prend rapidement la tête de la Chine « ouverte », les concessions accueillent et acculturent de nombreux résidents chinois. Autour des maisons de commerce et des missions s'affaire une foule d'intermédiaires : convertis, traducteurs et compradores (*maiban*) forment la première phalange de l'occidentalisation. L'introduction (et l'adoption rapide par la périphérie sociale chinoise) des instruments du progrès (presse, éclairage au gaz puis à l'électricité, automobiles, etc. : cf. tableau III, p. 28) font des concessions le noyau de la future modernisation chinoise. En attendant, la modernité des « quartiers européens » accentue le contraste avec les « villes chinoises », grouillantes de vie, embourbées, aux odeurs fortes et plongées dans l'obscurité dès la tombée de la nuit.

Universalisée par le saupoudrage des ports ouverts, l'essai-mage des missions, des hommes d'affaires et des produits occidentaux; marquée par une tutelle politique étouffante, crûment soulignée par la présence des troupes et des canonniers étrangers sur le sol et dans les eaux Célestes, insinuée dans les structures économiques, sociales et mentales, l'Ouverture est la réalité la plus visible et la plus choquante du siècle qui prépare la révolution communiste. Ses multiples conséquences ne sont pourtant pas simultanées ni égales par leurs effets : elles sont plus immédiatement sensibles dans l'ordre politique et culturel que dans l'ordre socio-économique (où

elles se mêlent d'ailleurs aux évolutions déclenchées avant leur apparition par la crise *interne* de l'ordre traditionnel). Ressentie comme une violence intolérable (*No Chinese or Dogs* proclame un écriteau érigé dans le parc du Huangpu à Shanghai en 1885) et comme un danger mortel menaçant la Chine d'un « péril blanc » aussi pressant que le jaune dont s'épouvantait l'Europe de Guillaume II, l'agression étrangère (surtout lorsqu'elle est japonaise) est la source inépuisable du nationalisme chinois. Mais elle est aussi vécue comme un *défi* auquel répondent deux types de réactions : l'*emprunt* occidentalisant fondé sur l'émulation moderniste, le *rejet* xénophobe lié au traditionalisme.

L'occidentalisation. — Dans la mesure où elle est *voulue*, l'occidentalisation est avant tout l'affaire privée ou officielle de l'élite lettrée. Amorcée dès avant l'Ouverture au contact des milieux missionnaires de Macao, puis à Hong-Kong et Canton, elle s'est heurtée tout d'abord à de fortes résistances conservatrices. Après une génération d'hostilité officielle, les troubles intérieurs (telle la rébellion des Taiping en 1851-1864) et la seconde guerre de l'opium amènent au pouvoir une faction plus conciliante d'hommes d'Etat mûris au contact des Occidentaux (Zeng Guofan, 1811-1878 ; Li Hongzhang, 1823-1901 ; Zhang Zhidong, 1837-1909). Conscients de la nécessité d'un *aggiornamento*, ces artisans conservateurs mais éclairés de la « Restauration Tongzhi » (1862-1874) entreprennent une modernisation limitée à l'importation de technologie militaire (dans les années 1860) et au domaine économique (dans les années 1870-1880). Empruntant à l'Occident les sources supposées de sa force — la « richesse et la puissance » (*fuqiang*) — le « mouvement des activités à l'occidentale » (*yangwu yundong*) ne vise qu'à renforcer l'ordre traditionnel suivant le principe (énoncé par Zhang Zhidong en 1898) : « garder le savoir chinois pour l'essentiel, utiliser le savoir occidental pour les applications pratiques » (*zhongxue wei ti, xixue wei yong*). Ses limites ne sont pas seulement financières, techniques et géographiques (les initiatives coûtent cher, ne réussissent pas toujours et se font en ordre dispersé) : la perspective fondamentalement conservatrice du *yangwu* (5) l'empêche de

(5) Zeng Guofan orchestre le retour à l'ordre moral et social du confucianisme restauré après la répression des Taiping et lance un programme de reconstruction rurale...

« décoller » tout en l'exposant aux critiques de ses adversaires traditionalistes. Ceux-ci reprennent le dessus à la faveur des crises internes et externes qui ponctuent le dernier quart de siècle. En 1874, le changement de règne renforce le blocage politique, l'impératrice douairière Xiaoqin (la célèbre Tseu-hi ou Cixi, 1835-1908) ne pouvant se maintenir au pouvoir (sous le règne Guangxu (1875-1908) d'un neveu) qu'en se détachant des artisans du *yangwu*, rendus responsables des défaites contre la France en 1885 et contre le Japon en 1895. Dès lors, et jusqu'aux réformes trop tardives qui préludent à la chute de l'Empire, les modernisateurs « échouent à faire de l'Etat l'instrument de la modernisation » (M.-C. Bergère).

L'occidentalisation n'en progresse pas moins en marge des réticences officielles grâce à l'acculturation des notables dans les ports ouverts et au progrès des « études occidentales » (*xixue*), œuvre des missions et de quelques pionniers chinois.

Les missionnaires protestants ont joué un rôle décisif dans l'amalgame culturel en concentrant leurs efforts sur les villes et sur l'élite (les catholiques se dispersent dans les campagnes) et en opérant une reconversion séculière en direction de l'enseignement et de l'action sociale à partir des années 1880-1890. Touchant une vingtaine de milliers d'élèves (filles et garçons, pour la plupart enfants de notables, mais aussi recrutés dans les milieux populaires anciennement pénétrés du delta cantonais), l'enseignement protestant constitue le fer de lance élitiste de l'occidentalisation en attendant que l'enseignement chinois, réformé et développé à son exemple après 1901, prenne le relais (quelques écoles modernes chinoises sont créées à titre individuel après 1895 à Pékin, Tianjin, Shanghai et Wuchang). Collèges (Yanjing à Pékin, Nankai à Tianjin, etc.) et associations (le YMCA et le YWCA s'organisent dans les villes à partir de 1895) forment une bonne partie de la future élite chinoise — scientifiques, juristes, hommes d'affaires, intellectuels, hommes politiques... L'action éducative et sociale des missions protestantes se double d'un intense effort de traduction, de publication et de journalisme. Fondée en 1887, réorganisée en 1892 par Timothy Richard, la *Society for the Diffusion of Christian and General Knowledge* (*Guangxuehui*) publie le fameux *Wanguo gongbao* (*Le Globe*) à quelque 4 000 exemplaires.

Travaillant au même but mais en sens inverse, une pléiade de traducteurs et commentateurs chinois (souvent élèves des missions) donne une impulsion remarquable aux « études

occidentales » dans la dernière décennie du siècle. Dominés par ceux de Yan Fu (1852-1921) et de Liang Qichao (1873-1927), ces travaux introduisent les savoirs scientifiques, les philosophies et les idées politiques de l'Occident, à commencer par le darwinisme social, grâce au relais d'une presse nouvelle imitant celle des missions ou des ports ouverts (tel l'influent *Xunhuan ribao* publié à Hong-Kong par Wang Tao) : *Shiwu bao* (*Les Affaires contemporaines*) de Liang Qichao à Shanghai, *Guowen bao* (*Les Nouvelles nationales*) de Yan Fu à Tianjin, etc.

L'imprégnation darwinienne du confucianisme souligne la manière graduelle dont l'occidentalisation de l'élite lettrée aboutit à la diffusion d'une synthèse intellectuelle dite *xinxue* (« nouveau savoir »). Loin d'évincer la tradition, l'emprunt évolutionniste la transpose dans un syncrétisme cosmologique d'esprit utopique (Ch. Furth); de même, il n'émousse pas le nationalisme, mais l'avive en lui conférant le langage plus aigu de l'adversaire : nation (*guojia*) banalisée (et non plus civilisation privilégiée), la Chine apparaît incapable de *survivre* en l'état. Il faut donc la *réformer* sans plus s'occuper de préserver *toute* son « essence » (*ti*). Avec Yan Fu, la génération réformiste de la fin du siècle conclut que la puissance de l'Occident dépend moins de sa richesse que de ses institutions politiques, la civilisation chinoise conservant la supériorité des rapports moraux qu'elle instaure entre les personnes : pourvu que des réformes leur redonnent la pureté des origines, ces relations sont censées accélérer le processus d'industrialisation, tout en évitant les maux du capitalisme (polarisation des classes sociales et de la richesse). Suivant Kang Youwei (1858-1927), autre maître à penser du réformisme, ces idées débouchent sur la revendication d'un gouvernement représentatif assurant la participation des notables au gouvernement, c'est-à-dire sur un programme anti-absolutiste. Avec l'essor du *mouvement réformiste* au lendemain de la défaite de 1895, l'occidentalisation va de pair avec la politisation d'une fraction de plus en plus importante de l'élite lettrée.

Ce réformisme séduit d'autant mieux qu'il se fonde dans deux courants paraconfucéens très influents. Celui du *jinwen* (Nouveaux Textes), illustré par les ouvrages philologiques et philosophiques de Kang Youwei (*Datong shu*) ou, chez Tan Sitong (1865-1898), par l'idéal du sacrifice héroïque au service du changement politique, est spéculatif, volontiers

mystique et d'horizon utopique (cf. p. 56). Celui du *jingshi* (« gestion de la société »), avocat d'un accroissement du rôle local de la *gentry* avec Gu Yanwu (1613-1682) et Feng Guifen (1808-1876), se montre pragmatique (y compris dans la manière d'envisager les relations avec les étrangers), soucieux d'améliorations concrètes. Ses partisans sont aussi, au XIX^e siècle, les artisans du réarmement moral contre les rébellions. Ces deux mouvements rejettent le centralisme autoritaire des Qing en accord avec les responsabilités croissantes des notables dans la gestion des affaires locales et (au XIX^e siècle) dans la répression des troubles (*infra*).

Mais alors que la revendication des autonomies locales ne mettait pas plus en cause la loyauté à la dynastie qu'elle n'impliquait un partage du pouvoir central, l'occidentalisation et le réformisme s'en prennent précisément à ces deux piliers de l'ordre traditionnel. La nation et le peuple apparaissent comme les sources de la légitimité; les autonomies doivent s'inscrire dans une refonte globale des institutions. La loyauté morale des lettrés envers la dynastie n'en est plus la clé de voûte. Ainsi, dans les années 1890, un champ de contestation s'ouvre pour des activités politiques d'un type nouveau s'appuyant sur des organisations de lettrés, sur la nouvelle presse et l'exemple venu des ports ouverts. Mais cette sphère publique en formation est encore cloisonnée et tributaire des protections que lui accordent les factions bureaucratiques hostiles à Cixi, et l'empereur lui-même, qui appelle les principaux réformistes au gouvernement durant les « Cent Jours » de l'été 1898 (6).

Ces faiblesses du mouvement expliquent d'ailleurs la rapidité de son échec. Le nouveau champ politique ne se développera qu'au cours de la décennie suivante, grâce à la radicalisation d'une petite élite révolutionnaire, mais surtout en raison des progrès de l'occidentalisation parmi les notables et des réformes institutionnelles que la dynastie devra entreprendre après l'échec de son alliance avec les Boxers. Le fait que cette alliance avec des rebelles ait été soutenue par une partie de la haute bureaucratie et du

(6) Parvenu à l'âge adulte et acquis aux idées réformistes, l'empereur Guangxu secoue la tutelle de sa tante Cixi au moment du *Break up of China* et fait appel à Kang Youwei, Liang Qichao, etc. Il s'ensuit cent trois jours (11 juin-21 septembre 1898) de réformes précipitées avant qu'une contre-offensive de Cixi ne mette fin à cet illusoire « grand bond » réformiste.

mandarinat local souligne la vigueur des résistances à l'occidentalisation dans toutes les couches de la société chinoise.

Xénophobie et anti-modernisme. — Motivée directement par l'agression étrangère (comme dans le Guangdong à l'époque de l'Ouverture ou à Taiwan contre les Japonais), mais surtout par les symboles agressifs de l'intrusion occidentale (chemins de fer ; lignes télégraphiques ; machines, objet d'un fort *luddisme* aux premiers temps du mouvement ouvrier ; missionnaires enfin), la xénophobie est inséparable d'une réaction anti-moderniste qui rejette en bloc la présence étrangère tout en affirmant les valeurs culturelles de la tradition. Par opposition aux élites réformistes et modernistes, le bloc traditionaliste regroupe le peuple des villes et des campagnes, mais aussi maints notables ruraux, fonctionnaires et sociétés secrètes (dont le recrutement et l'encadrement, au reste, ne sont guère dissemblables). La pénétration rurale et populaire des missions — surtout catholiques — focalise les plus forts antagonismes.

Bien qu'il ne soit pas absent des hautes sphères de l'amalgame culturel (7), le catholicisme adopte une stratégie opposée à celle de l'évangélisation protestante : ses ouailles, surtout villageoises, sont plus nombreuses mais plus mal encadrées que celles du protestantisme (cf. tableau I). La percée protestante des années 1920 accroît ce déséquilibre : 66 % des missionnaires résident alors dans les villes contre 34 % des religieux chinois, le clergé catholique ayant été fortement sinisé à la suite d'une décision romaine (encyclique *Rerum Ecclesiae*, 1919). Esquissée trop tardivement (au cours des années 1930), la reconversion rurale du protestantisme n'affecte guère une distorsion qui reflète la fixation urbaine de l'occidentalisation.

Leur conversion fait des fidèles une minorité protégée et privilégiée, ce dont s'irritent le peuple et les magistrats. Les missionnaires catholiques ont obtenu la restitution des biens confisqués au xvii^e siècle, le droit de construire des églises dans les ports ouverts (1853) puis dans toute la Chine (1858), enfin (de 1898 à 1908) un statut officiel qui les égale aux fonctionnaires impériaux. L'action charitable des missions (dispensaires, écoles, orphelinats, etc.) n'est nullement négli-

(7) Comme l'attestent les Jésuites de Shujiahui (Zikawei), les Universités Furen de Pékin et Aurore de Shanghai, ainsi qu'une brillante pléiade de sinologues...

TABLEAU I

La pénétration missionnaire (nombre de fidèles en millions)

Catholiques	0,4	(1870)	0,559	(1885)	1,5	(1910)	+ 2	(1924)
Protestants	0,013	(1876)	0,028	(1886)	0,2	(<i>id.</i>)	0,36	(1921)

D'après CH'EN, *op. cit.*, p. 92-95.

geable, mais la conversion est souvent le prix de la charité (les convertis sont appelés « chrétiens du riz »); les bâtiments ecclésiastiques sont construits sans égards pour la géomancie traditionnelle (*fengshui*); enfin et surtout, comme le paganisme romain, le paganisme chinois interprète le culte en termes de magie noire et de sorcellerie (rapt d'enfants, meurtres rituels). Atisée par d'incessants conflits avec les autorités locales, la méfiance anti-chrétienne dégénère en périodiques explosions de fureurs incontrôlées comme à Tianjin en 1870, dans la vallée du Yangzi en 1891, ou réveille d'anciennes sectes, comme celle qui préfigure le mouvement des *Yihequan* (Boxeurs de la Justice et de l'Harmonie) dans le Shandong méridional à partir de 1896.

Quoiqu'elle soulève des vagues moins puissantes que celles du mouvement anti-missionnaire, l'agitation anti-moderniste n'est guère moins répandue. Les croyances traditionnelles (les voies ferrées blessent les Dragons maîtres du sol, les forages miniers laissent échapper le « souffle précieux » de la montagne...) s'en prennent aussi bien aux « agressions » de la modernisation étatique, qui porte atteinte aux particularismes, qu'à la présence étrangère (8). La xénophobie est si puissante qu'elle peut vaincre la traditionnelle hostilité des sectes et des sociétés secrètes aux Mandchous : contre le mal pernicieux de l'agression culturelle, le pouvoir politique devient un recours en même temps que l'emblème de l'identité menacée. Le slogan *fu Qing mie yang* (soutien aux Qing, mort aux étrangers) se répand parmi les Boxers en 1899. Le pouvoir central n'est

(8) Deux exemples entre mille : craignant que la construction d'un chemin de fer ne facilite l'action des forces de l'ordre en désenclavant son territoire, un chef de société secrète fait front avec les révolutionnaires du Hunan en 1904. En 1910, à Changsha, les notables détournent une émeute contre les écoles, les banques, en même temps que contre le poste de police.

pas insensible à une évolution qui rejoint son propre raidissement : de là l'alliance de l'été 1900.

Ses éclairs xénophobes assurent-ils l'éveil politique de la Chine profonde? Ils lui confèrent (à la paysannerie notamment) une conscience ethno-culturelle plus qu'une conscience nationale. Il n'y a guère de liens entre ce nationalisme « primitif » ou « réactif » coulé dans les cadres traditionnels et le nationalisme modernisant de l'élite réformatrice, qui s'en effraie et se propose de l'éduquer (en « rénovant le peuple » (*xinmin*) à la manière traditionnelle du confucianisme). Les historiens communistes mettent l'isolement du réformatisme au compte d'une barrière sociale. Mais au début du xx^e siècle la classique coupure entre peuple et lettrés se renforce d'une nette dérive culturelle liée au caractère sélectif de l'occidentalisation. Il en va de même des nouveaux clivages créés par une modernisation fragmentaire dans les structures socio-économiques frappées de plein fouet par la crise du xix^e siècle.

II. — La fin de l'âge d'Or

Moins visible que la crise extérieure car plus lente et venue de plus loin, la crise de l'ordre traditionnel n'est pas moins grave. Ruinant un équilibre pluri-séculaire entre la population et les subsistances, elle brise le ressort de la prospérité un bon demi-siècle avant l'intrusion étrangère. Puis, de proche en proche, la catastrophe démographique, les rebellions antidynastiques et la déstabilisation du monde rural altèrent les équilibres politiques traditionnels en affaiblissant le pouvoir central au bénéfice des notables et du régionalisme.

Un siècle de tragédies. — Admirée des Philosophes, la Chine du xviii^e siècle avait connu une paix et une prospérité remarquables. Signe le plus spectaculaire de l'« âge d'Or » lié à la *pax sinica* (Ho Ping-ti), le doublement de la population en un siècle (cf. tableau II) coïncide avec l'essor parallèle des ressources, l'un nourrissant l'autre dans un rapport linéaire (propre à la « croissance de type traditionnel » définie par S. Kuznets) assuré par l'extension des surfaces cultivées, l'augmentation des rendements, la diffusion de nouvelles cultures et surtout la redistribution de la population concentrée depuis le Moyen Âge dans les « zones économiques clés » (Chi Chao-ting) du Sud et du Yangzi en direction de la grande plaine du Nord (fig. 1).

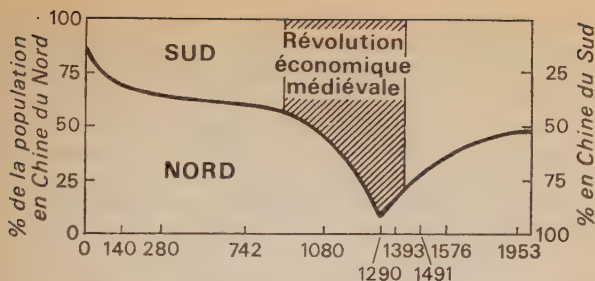


Fig. 1. — Distribution de la population entre le Nord et le Sud

D'après ELVIN, *op. cit.*, p. 204.

Malgré le développement du commerce, l'essor de l'artisanat rural et celui des villes (surtout au niveau des marchés locaux et provinciaux), cette croissance ne débouche sur aucun renouveau technologique. Au contraire, le très haut niveau de l'équilibre atteint à la fin du XVIII^e siècle constitue un handicap, un piège (*high level equilibrium trap* suivant M. Elvin), qui multiplie les hommes sans augmenter les revenus, épuise les recettes traditionnelles de la croissance sans inciter la percée industrielle dont beaucoup des éléments sont pourtant réunis. Sensibles dès cette époque, les signes du trop-plein (paupérisation, migrations intérieures qui déstabilisent les marches du Sud-Ouest, d'où partira la révolte des Taiping) se multiplient au cours du demi-siècle suivant tandis que la population, continuant de progresser au rythme de l'« Age d'or », dépasse 400 millions vers 1850. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle les rébellions populaires (Taiping, Nian (1853-1868), Hui (Musulmans) du Nord-Ouest (1862-1873) et du Sud-Ouest (1856-1873)), les sécheresses, inondations et famines (telles celles provoquées par la divagation du Huanghe en 1855, et par la grande crise de 1876-1879), agissent comme autant de freins malthusiens. Culminant dans le troisième quart de siècle, ce « grand massacre des mal nourris » conduit à l'étiage des années 1870 (dont le niveau est sujet à controverse en raison de l'incertitude des estimations) : il faut se reporter aux ravages de la Peste noire ou à ceux de la guerre de Trente ans pour retrouver, chez nous, à l'échelle d'un continent ou d'un pays, un cataclysme aussi considérable.

Très vive dès la fin du xix^{e} siècle, la « renaissance malthusienne » du premier xx^{e} siècle renouvelle la pression démographique (en particulier dans la Grande Plaine) malgré l'ouverture de la Mandchourie à la colonisation chinoise après 1860, la récurrence des calamités naturelles et des guerres civiles : le seuil du demi-milliard est atteint vers 1933. Le doublement ultérieur (le cap du milliard est franchi moins d'un demi-siècle plus tard) est l'œuvre d'une transition accélérée qui a dû attendre la « paix communiste » d'après 1949.

TABLEAU II

L'évolution démographique (en millions)

Fin du xvii^{e} siècle	environ	150	
Fin du xviii^{e} siècle	—	300	
Milieu du xix^{e} siècle	—	410 (± 25)	
1873	—	350	—
1913	—	430	—
1933	—	500	—
1949	—	530	—

D'après D. PERKINS, *Agricultural Development in China*, Chicago, 1969, tableau II.1, p. 16.

La déstabilisation des campagnes. — La vulgate maoïste schématise par trop les évolutions des xix^{e} et xx^{e} siècles en imputant au seul impérialisme le sous-développement chinois. Lié à la crise démo-économique de l'Ancien Régime, le naufrage du monde rural n'est pas l'œuvre de l'Ouverture; des blocages internes et antérieurs expliquent l'absence de transition industrielle malgré le fantastique essor *quantitatif* du xviii^{e} siècle : il semble bien que la proto-industrialisation chinoise (les « bourgeois capitalistes ») ait manqué de souffle avant même que l'arrivée des Occidentaux ne l'asphyxie en désorganisant les circuits commerciaux et le tissu artisanal. Au reste, l'action de la pénétration étrangère sur l'économie traditionnelle n'est pas toute négative : par son apport en capitaux, en techniques et en hommes, n'a-t-elle pas pris le relais de la très forte croissance urbaine du xviii^{e} siècle, et suscité l'industrialisation, en complément beaucoup

plus qu'en opposition aux efforts des proto-capitalistes chinois ? Ses méfaits sont ailleurs : la *croissance* excentrée du secteur moderne urbain à partir de la fin du XIX^e siècle n'entraîne pas le *développement* de l'ensemble chinois et se fait de surcroît en marge de l'Etat. L'impérialisme étranger est moins directement responsable du mal que du dualisme qui l'entretient (ou l'aggrave, suivant les interprétations).

Encore faut-il nuancer le schéma dualiste. De nombreux liens structurels continuent d'unir la nouvelle économie urbaine à son environnement. La périphérie rurale des grands centres est profondément transformée. A l'intérieur même du secteur « traditionnel », les évolutions — celle de l'artisanat en particulier — sont nuancées. Grand corps sans unité, la Chine profonde se brise ou s'adapte suivant les régions et les fabrications. La forte importation de filés industriels (puis leur production *in situ*) réduit la part du filage artisanal du coton à 50 % de la consommation intérieure en 1905. Mais les nouveaux filés, moins chers, stimulent le tissage artisanal, y compris dans certaines campagnes qui l'ignoraient. Ici, l'industrie, la batellerie à vapeur et les chemins de fer ruinent d'anciennes activités (telles les fonderies artisanales du Hunan et du Shanxi) et concurrencent d'antiques circuits commerciaux ; mais ailleurs, de véritables poches sous-développées sont désenclavées : tel le Shandong péninsulaire, irrigué par la voie Jinan-Qingdao après avoir été longtemps court-circuité par les régions du Grand Canal situées plus à l'ouest et qui, elles, s'assoupissent à la fin du siècle. L'agriculture aussi se modernise par la spécialisation, la commercialisation, et la rénovation des méthodes de gestion (9). Associées au maintien de structures archaïques (notamment dans les transports et le crédit), ces mutations constituent moins une modernisation franche qu'une « fausse modernisation » (G. W. Skinner). Non seulement l'évolution est plus sensible en termes de géographie que de structures, mais en ses foyers moteurs — les grands ports ouverts — elle forge un mariage complémentaire, souvent heureux (le fameux « capitalisme confucéen »), entre pratiques traditionnelles et nouvelles. L'histoire en demi-teinte de l'occidentalisation intellectuelle se répète dans l'ordre économique : par-delà le fait

(9) Une couche nouvelle de « propriétaires exploitants » (*jingying dizhu*) s'affirme dans le Shandong ; dans le Jiangsu méridional, des « intendances foncières » (*zuzhan*) collectent fermages et impôts pour le compte des propriétaires absenteïstes.

de la *coupure* dualiste, les effets sont le plus souvent *hybrides* (Yen-p'ing Hao).

De même, la stabilité à long terme des structures socio-économiques rurales (qui seront étudiées au chap. IV) ne va pas sans nuances régionales et conjoncturelles. La commercialisation de l'agriculture accélère la concentration des terres, mais localement, et sans qu'on puisse observer une hausse généralisée des taux de fermage et d'usure. En revanche, le financement des guerres civiles, des indemnités, de la première modernisation, et la dévolution de l'impôt aux pouvoirs locaux, alourdissent fortement et plus universellement la pression fiscale à moyen terme : modérée au XVIII^e siècle, elle aurait doublé, sinon triplé, entre 1840 et 1911.

C'est en termes sociologiques et organisationnels que l'on peut véritablement parler de crise et de mutation, mais ici encore les déséquilibres de la fin du siècle ne font qu'accentuer ceux qui marquent la fin de l'âge d'Or. Offrant aux notables de nouveaux horizons et de nouveaux investissements, l'essor et l'occidentalisation des villes parachèvent la réorientation urbaine de la *haute gentry*. L'encadrement des campagnes — qui relevait en grande partie des initiatives et investissements de ces notables, en marge mais avec l'accord de l'administration, dans des domaines aussi divers que l'éducation, la protection des orphelins et des vieillards, la prévention de la famine, la voirie, les travaux hydrauliques, etc. — échoit progressivement aux petits notables restés sur place ainsi qu'à la couche des intermédiaires (administrateurs d'écoles, d'hospices, d'orphelinats, gérants, intendants, comptables, etc.) qui se multiplient depuis le XVIII^e siècle tout en proliférant dans les rouages de l'Etat, dont ils accroissent la corruption. Cette *basse gentry*, dépourvue des moyens matériels et du prestige moral (mais aussi du sens des responsabilités publiques et des obligations de solidarité claniques ou communautaires qui étaient la marque des anciens lettrés), est d'autant moins à même de répondre aux attentes de la population que le surpeuplement d'un côté, la corruption et la crise de la bureaucratie de l'autre, accroissent la demande. Dans bien des cas, les troubles — rébellions, banditisme — engendrés par la crise absorbent toute l'énergie et les ressources des notables dans l'organisation des milices d'autodéfense : la *militarisation* des campagnes (Ph. Kuhn) devient la règle. Des communautés et des solidarités de substitution, en orchestrant protection et

redistribution des richesses pour les plus exposés, s'organisent autour des sectes et des sociétés secrètes qui entrent elles aussi dans l'engrenage de la militarisation : les Taiping naissent ainsi des désordres du Guangxi dans les années 1840. A la fin du siècle, ni l'industrialisation, ni l'urbanisation — microscopiques à l'échelle chinoise — ne suffisent à résorber l'excédent humain. De puissants flux migratoires se dessinent en direction de la Mandchourie, du Sud-Est asiatique et des rivages du Pacifique. Le nombre de ces expatriés (*coolies* mais aussi hommes d'affaires, usuriers et commerçants) passe de 2 ou 3 millions en 1876 à 8 ou 9 en 1908. Sur place, les sans-terre, les sans-travail et les sans-abri constituent un sous-prolétariat flottant (*youmin*) dont le gonflement, sensible dans les villes aussi bien que dans les campagnes, nourrit lui aussi l'activité des sectes et des sociétés secrètes (M. Bastid).

Causes socio-économiques (telles les famines de 1902, 1906-1907, 1911) et culturelles (xénophobie et anti-modernisme) se conjuguent pour multiplier jacqueries paysannes et soulèvements urbains, dont le type le plus répandu demeure l'émeute anti-fiscale. Endémique mais sporadique — comme les « fureurs » de l'Europe préindustrielle —, l'agitation populaire s'apparente à un mouvement brownien sans organisation ni dessein (ces caractéristiques sont étudiées au chap. IV) qui ne prend de l'ampleur que lorsqu'il est encadré par les sociétés secrètes ou les notables locaux, en attendant les révolutionnaires. Mais ceux-ci, tout en dirigeant contre les Qing le rejet de l'étranger qui réveille les solidarités traditionnelles autour du réflexe identitaire, ne mobiliseront pas les paysans à grande échelle, contrairement aux Boxers. Déstabilisées, les campagnes des dernières années de l'Empire ne sont pas fondamentalement déstabilisatrices. La montée des forces centrifuges et la modernisation des élites font peser une menace bien plus pressante sur l'ordre impérial.

Affaiblissement du pouvoir central. — Les dernières décennies de l'Empire sont marquées par le déclin du pouvoir central. Malgré l'ampleur des rébellions, le contrôle officiel s'est rétabli sur les campagnes, mais au détriment de la Cour. Si la plupart des milices locales sont dispersées, les rébellions ont favorisé la constitution de féodalités régionales autour des capitaines chargés de la répression qui conservent la haute main sur leurs troupes ; les finances et la justice tendent à se concentrer à l'échelon provincial. Avec le *Yangwu*,

qui est l'œuvre des mêmes hommes, la modernisation économique et militaire se coule dans les mêmes structures décentralisées : Li Hongzhang opère au Nord, tandis que Zhang Zhidong s'établit dans le Sud. Bien qu'ils honorent la structure bureaucratique, ciment unitaire de l'Etat qu'ils cherchent à renforcer, les grands mandarins provinciaux n'en dédaignent pas moins le cadre national au profit de leurs intérêts régionaux : le Sud se tient à l'écart des crises de 1894-1895 et de 1900, qui affectent le Nord. Le pouvoir tend à échapper à la dynastie en se régionalisant et en se militarisant.

Les réformes gouvernementales (*infra*) ne parviendront pas à contenir ces forces centrifuges. La création de l'Armée *Beiyang* dans le Nord fait de Yuan Shikai (1859-1916) un potentat régional aussi puissant — et autonome — que Li Hongzhang, auquel il succède en 1901. L'édifice impérial masquera pour un temps d'une pyramide de loyautés efficaces cette désintégration en profondeur — déclin que la montée en puissance de la Chine moderne, la transformation des élites, la mutation des principes politiques et l'apparition d'une sphère publique politisée empêchent cependant d'assimiler à celui d'un classique « cycle dynastique », bien que cette affirmation du nouveau dans l'ancien soit trop limitée pour être une véritable modernisation.

III. — Naissance et limites de la Chine moderne

La société chinoise s'est transformée plus rapidement au sommet et sur sa frange urbaine que dans sa base agraire. Etroitement circonscrite par la coupure dualiste, l'« autre Chine » (M.-C. Bergère) qui s'édifie au contact de la présence étrangère dans les grands ports ouverts bénéficie du remarquable essor de l'économie marchande et de la croissance urbaine légués par la prospérité du XVIII^e siècle. Grossie des prodromes de l'urbanisation et de l'industrialisation, elle s'ouvre à de nouvelles activités et se coule dans de nouvelles structures tout en attirant à elle de nombreux notables et lettrés, dont elle remodèle les occupations et les façons de penser.

Les débuts de l'industrialisation. — Deux sources alimentent l'industrialisation du secteur moderne à la fin du XIX^e siècle : les investissements étrangers, réorientés vers l'industrie, l'exploitation minière et les concessions ferroviaires depuis le traité de Shimonoseki (1895) et les concessions *ad hoc* extor-

quées en 1898; les initiatives chinoises publiques et privées.

Disséminés par une puissante infrastructure bancaire (*supra*) qui contrôle aussi le commerce extérieur et le marché des changes, les investissements étrangers ont plus que doublé entre 1902 et 1914. Directement investis pour deux tiers (le reste est prêté, au gouvernement surtout), ces capitaux privilégient l'import-export, les transports (chemins de fer surtout dont le réseau, près de 10 000 km en 1911, a été construit soit par les étrangers soit par des fonds qu'ils ont avancés à hauteur de 93 %), les biens de consommation (dont le fer de lance, à Shanghai, Tianjin, Qingdao, est le textile) et les mines (exploitées sur les concessions ferroviaires de Mandchourie par la Russie et le Japon, du Shandong par l'Allemagne, etc.) : cf. carte p. 11.

Purement gouvernementale pendant la première période du *Yangwu*, l'initiative officielle a fait appel aux capitaux privés dès 1872 afin de constituer des entreprises mixtes ou *guandu shangban* (contrôle des fonctionnaires, gestion par les marchands). Les premières banques modernes, les lignes ferroviaires construites ou rachetées par les Chinois, les entreprises minières et sidérurgiques de Kaiping dans le Zhili (1877), de Hanyang, Daye et Pingxiang (Hanyeping) dans le Centre (1896), sont l'œuvre de ce capitalisme bureaucratique avant la lettre. Stimulées par la loi sur les sociétés par action (1904), les entreprises privées (*shangban*) se multiplient dans les toutes dernières années de l'Empire.

Le capitalisme chinois souffre de son osmose avec la bureaucratie, de faiblesses structurelles (insuffisance des capitaux et du système de crédit, émiettement des entreprises, gestion spéculative), de l'étroitesse d'un marché intérieur fractionné, de l'absence de protection douanière et de l'installation sur son propre sol d'une concurrence inégale. Il s'ensuit une fragilité congénitale illustrée par la mainmise britannique sur les houillères de Kaiping (Kailan Mining Administration ou KMA), après l'affaire des Boxers et par le rachat japonais du complexe de Hanyeping en 1911.

La modernisation du milieu urbain n'est pas sensible uniquement dans l'évolution des structures économiques. Plus précoce à Shanghai, elle s'affirme également par l'introduction progressive (cf. tableau III) d'équipements, d'institutions et de services modernes à l'instar du petit Occident des concessions. Tout comme l'apparition de la presse moderne en langue

chinoise, la scolarisation des femmes et l'élimination du bandage des pieds s'amorcent dès avant la période du Quatre Mai (10). Sans doute le caractère évolutif de ces transformations fait-il la part belle à la tradition : la génération du Quatre Mai aura fort à redire au compromis occidentalisant des dix dernières années de l'Empire. Il reste qu'à la veille de la révolution républicaine, la Chine urbaine — surtout celle des *grands* ports ouverts — est devenue le germe d'une société et

TABLEAU III

La modernisation des grandes villes

	<i>Shanghai</i>	(initiative chinoise)	<i>Pékin</i>	<i>Tianjin</i>	<i>Canton</i>
Eau courante	1883		1908		
Eclairage :					
Gaz	1866				
Electricité	1888	(1907)	1904		
Pousse-pousse	1874			1897	1903
Tramways	1908	(1912)	1924		1919
Trolleys	1914				
Poste	1863		1878	1878	1878
Télégraphe	1872			1878	
Téléphone	1878	(1881)	1904		
Radio	1908				
Automobiles	1901		1913		
Macadamisation	années 1860				1919
Compagnie aérienne	1921	(1924)			
Police	1854		1900	1881	
Conseils municipaux	1853	(1905)			
Journaux en chinois	1850	(1873 : <i>Xunhuan ribao</i> , Hong-Kong)			

Source : D'après CH'EN, *op. cit.*, p. 210-226.

(10) La coutume recule assez rapidement dans les grandes villes après qu'un édit l'interdit en 1902 grâce à l'action de sociétés *ad hoc* dont la première est fondée à Canton en 1894. D'inspiration réformiste, le mouvement bénéficie du soutien des révolutionnaires : militante féministe et anti-mandchoue, Qiu Jin (née en 1875) est exécutée en 1907.

d'une culture différentes, « suspendues entre deux mondes », qui commencent à vivre et à se penser à part.

Les réformes gouvernementales contribuent fortement à l'évolution. L'objectif de la « nouvelle politique » (*xinzheng*) inaugurée en 1901 est de restaurer l'autorité de l'Etat tout en modernisant ses rapports avec la société, dont l'évolution doit être favorisée encore que contrôlée. Pékin s'efforce de recouvrer le contrôle de la monnaie, de l'impôt et de la justice, mais ces réformes, tout comme les tentatives de clarification budgétaire, s'enlisent dans la confusion et l'impuissance du Centre face aux provinces. De même, la codification du droit (pénal, civil et commercial), entreprise à partir de 1906 sous l'égide de spécialistes japonais, ne transforme pas les anciennes coutumes. C'est dans le domaine administratif et dans celui de l'éducation (solidaire du premier dans la tradition chinoise) qu'interviennent les changements décisifs. Les examens militaires sont abolis dès 1901, les civils en 1905. Parallèlement, le système éducatif est entièrement refondu et développé avec le concours actif des élites provinciales. Si la modernisation du cadre devance largement celle des programmes, entravée par l'insuffisance des moyens et la résistance des mentalités, cette réforme n'en est pas moins cruciale : elle met en lice les élites locales et forme une nouvelle *intelligentsia* qui sera le fer de lance de la révolution tandis que la disparition des statuts mandarinaux consacre de nouveaux principes d'organisation sociale. Sont ainsi créées les sociétés par action et les chambres de commerce (*shanghui*, 1904), qui complètent, sans la détruire, l'ancienne organisation urbaine des guildes. L'apparition des premières municipalités va dans le même sens. Mais dès 1906, les revendications politiques des notables, qui s'expriment désormais dans le cadre de mouvements et d'association à l'échelle des provinces (tel le mouvement constitutionnaliste), scellent un divorce avec la perspective autoritaire du pouvoir. La sphère politique issue du réformisme progresse sans lui et contre lui — d'autant que la dynastie non chinoise des Qing est en butte aux attaques nationalistes de l'*intelligentsia*. Faute d'avoir renouvelé les assises politiques de l'Etat, les réformes auront surtout fixé le cadre institutionnel d'un paysage social nouveau.

Le nouveau paysage social résulte de trois facteurs : l'émergence de la bourgeoisie d'affaires et du prolétariat ouvrier tra-

duit l'essor du secteur moderne. Celle de groupes sociaux (intellectuels et officiers) liés à l'occidentalisation des élites et aux réformes gouvernementales est plus typique de la modernisation intermédiaire des sociétés extra-européennes au xx^e siècle qui, en Chine, parachève la longue mutation du monde des notables et des lettrés.

Rassemblant des éléments divers (compradores, grands marchands, banquiers, industriels dans une moindre mesure), la bourgeoisie d'affaires constitue un groupe restreint qui ne se différencie nettement que dans deux villes — Shanghai et Canton — et dans les toutes dernières années de l'Empire. Ses institutions particulières (chambres de commerce), son patriotisme intense (qui lui fait revendiquer le rétablissement de la souveraineté chinoise en matière économique et organiser des boycotts anti-étrangers), son hostilité au carcan bureaucratique et le soutien qu'elle apporte aux révolutionnaires anti-mandchous la distinguent plus nettement des autres couches de l'élite que son mode de vie, son occidentalisation, ses liens avec la terre et avec l'ordre ancien : elle achète des domaines et (jusqu'en 1905) des grades confucéens, tout en panachant l'éducation — classique et moderne — de ses enfants (M.-C. Bergère).

Gonflé par les débuts de l'industrialisation (les effectifs ouvriers passent de quelque 100 000 en 1894 à 660 000 en 1912), recruté parmi la plèbe urbaine et la population flottante des campagnes suivant le système semi-servile du travail sous contrat (*baogong*), le prolétariat industriel conserve aussi de solides attaches rurales et traditionnelles. L'univers mental des ouvriers, leurs associations régionalistes et corporatives souvent aux mains des sociétés secrètes et de la pègre (telle la Bande Verte à Shanghai), calquent d'anciennes structures, tandis que les formes de leurs luttes spontanées — des mouvements « réflexes » — reproduisent celles du monde rural. L'agitation ouvrière rejoint l'anti-modernisme avec de multiples « bris de machines » (*dachang*) et s'associe volontiers aux activités anti-étrangères des notables et bourgeois. De caractère surtout économique, les premières grèves, échelonnées en trois poussées (1898-1899 ; 1904-1906 ; 1909-1911), témoignent ainsi d'une certaine sensibilité politique et nationale. Ces traits nuancés seront durables : les militants communistes et ceux du *Guomindang* devront en tenir compte dans les années 1920 (J. Chesneaux, A. Roux).

Les cols blancs (enseignants, fonctionnaires, médecins, ingé-

nieurs, etc.), les étudiants, les écrivains, les artistes et les intellectuels prennent dans les fonctions d'encadrement, d'enseignement et de *leadership* moral la relève de l'élite polyvalente des lettrés. Dominante sur la scène politique, l'*intelligentsia* ne constitue qu'une fraction de ces professionnels, dont elle partage d'ailleurs la formation. La population scolaire et universitaire, à peine 100 000 individus en 1905, atteint presque 3 millions en 1911 (tableau IV, p. 53). Aux établissements chinois (tels *Beida*, l'Université de Pékin, léguée par les Cent Jours, les collèges, écoles normales et instituts techniques des provinces), beaucoup d'étudiants ajoutent le séjour à l'étranger : de 300 en 1902, ces *liuxuesheng* (étudiants d'outre-mer), souvent boursiers nationaux ou provinciaux, passent à 15 000 en 1907. Installés pour la plupart au Japon, aux Etats-Unis et en France, ils se radicalisent au contact des exilés politiques et des idéologies (anarchisme, socialisme) qu'ils découvrent à Tokyo et à Paris (chap. III, § 3). A l'avant-garde de cette *intelligentsia*, le type social le plus nouveau est celui du révolutionnaire professionnel, incarné depuis 1895 par Sun Yat-sen.

Egalement sensible à la propagande anti-mandchoue, la caste des officiers issue des réformes militaires de 1901 et des académies (telle celle de Baoding, qui forme l'élite du *Beiyang*) ne constitue pas un facteur de renouveau étatique aussi actif qu'en Turquie ou dans le Tiers Monde contemporain. Dès lors qu'ils sont tissés par la nouvelle organisation militaire, les liens de dépendance personnelle et le clientélisme traditionnels dans la bureaucratie court-circuitent l'allégeance à l'Etat au profit de la loyauté au chef. Cette conscience de clique fait la force d'un Yuan Shikai et du *Beiyang*, mais elle s'opposera au renflouement militaire de l'Etat et de l'unité après la chute de l'Empire en favorisant l'anarchie des seigneurs de la guerre. Les armées nouvelles du Centre et du Sud échappent à l'emprise du *Beiyang* et sont plus accessibles à la propagande révolutionnaire.

En dépit de leur rôle intellectuel et politique spécifique, les nouvelles classes et les nouveaux groupes sociaux ne sont qu'un aspect, et a bien des égards la résultante d'une transition lente dominée par la mutation de l'élite traditionnelle. Quoique la paysannerie aisée et le menu peuple prennent part au renouveau (par le biais des écoles et des académies militaires), la nouvelle élite procède essentiellement de l'ancienne, fort diversifiée et ouverte grâce à l'évolution économique et à la mobilité

sociale de l'ancien régime, qui évitent ainsi toute cassure de l'ordre social.

La gentry agraire et bureaucratique des *shenshi* (notables et lettrés) a commencé à s'adapter — en s'urbanisant et en étendant ses activités traditionnelles — bien avant la fin du xix^e siècle (11). La redistribution du pouvoir et des responsabilités qui fait suite aux crises de l'Ouverture et aux guerres sociales (Taiping, Nian, Hui), prépare les notables urbains aux tâches inédites de la modernisation (*supra*). Leur participation aux réformes gouvernementales consolide leurs assises et leurs ambitions provinciales, notamment par le biais des sociétés savantes (*xuehui*), qui sont aussi des clubs politiques, telles les Sociétés d'Education (*jiaoyuhui*), au nombre de 700 en 1909. L'occidentalisation et la modernisation des villes n'ont fait qu'ajouter des exigences supplémentaires — mais aussi de nouvelles possibilités — à l'équation traditionnelle de la réussite : l'importance relative de la fortune foncière, du savoir confucéen et de la fonction publique va diminuant tandis que les nouvelles activités (affaires, professions libérales, carrières militaires) et le nouveau savoir s'affirment progressivement. Souvent, la transition s'incarne dans une même famille : un fils est destiné au mandarinat, un autre aux affaires, un troisième étudie à l'étranger... Coïncidant et convergeant avec les pesanteurs traditionalistes de la bourgeoisie (*supra*), la translation modernisante des notables détermine un véritable amalgame socio-culturel entre l'ancienne et la nouvelle élite. Cet amalgame est si poussé que, dans les villes, l'ancienne appellation (notables-lettrés : *shenshi*) fait place à celle de *shenshang* (notables-marchands), c'est-à-dire *gentry* et bourgeoisie.

L'alliance au plus haut niveau entre l'élite lettrée et les fortunes marchandes était une tradition bien établie en dépit de la hiérarchie officielle des statuts. Mais l'intégration de la classe marchande se faisait au détriment de son identité,

(11) Détenteurs de diplômes officiels (mais aussi maîtres du sol et du pouvoir local : cf. chap. IV), les *shenshi* sont au nombre approximatif de un million et demi dans le dernier quart du xix^e siècle. Une petite moitié (peut-être 40 %) résident encore dans les campagnes, un tiers environ ont acheté leur titre, dont la vente (aux marchands et bourgeois) s'accélère après la guerre des Taiping. 20 000 environ sont fonctionnaires impériaux en poste (*guan*), mais une part notable de la *basse gentry* trouve à s'employer au service de la *haute gentry* (au traditionnel préceptorat s'ajoutent les fonctions para-administratives, la gestion des domaines et des affaires locales). Au total, l'élite traditionnelle (familles comprises) représente moins de 2 % de la population (entre 5,7 et 7 millions d'individus) (Chang Chung-li).

par la soumission au contrôle et aux valeurs bureaucratiques. A partir de la fin du ^{xix}^e siècle, l'amalgame s'opère dans un sens évolutif favorisant l'ouverture sur le monde moderne mais sans rupture avec l'ancien. D'intensité variable suivant la géographie de la modernisation (dans les bastions de Shanghai et Canton s'instaure l'entente de deux groupes distincts), cette synthèse fonde le compromis occidentalisant et réformiste (§ 1). Non dépourvue de tensions internes — la *gentry* urbaine exerce son « hégémonie » (M. Elvin) sur la bourgeoisie shanghaienne au sein du Conseil municipal fondé en 1905 —, elle tend aussi à souder les élites provinciales autour d'intérêts locaux et particularistes face aux empiétements du pouvoir bureaucratique. Quoiqu'ils soient volontiers réformistes, les notables urbains se rapprochent ainsi — ou ne se séparent pas — des notables conservateurs et du mandarinat local. De même, ils prêteront l'oreille à la propagande anti-Qing des révolutionnaires républicains. Ce type de regroupements s'affirme de plus en plus au détriment de l'alliance entre le pouvoir central et les couches modernes du monde des notables qui eût permis à la dynastie de trouver une légitimité nouvelle et à l'empire de se moderniser avec le soutien de la nouvelle Chine. Esquissée après 1901, cette entente est rompue après 1905. La crise qui balaie l'Empire en 1911 se noue ainsi entre 1906 et 1910, lorsque les notables réformistes basculent de la modernisation avec l'Etat à la révolution contre lui.

IV. — La crise politique

Un « Meiji manqué ». — Politique en effet, le conflit fondamental n'oppose pas une bourgeoisie nouvelle à une féodalité ancienne : l'élite traditionnelle n'est ni monolithique ni attachée dans sa totalité à l'ancien régime ; les nouvelles élites urbaines ne sont pas davantage solidaires de celui qui émerge des réformes. Le conservatisme d'une partie de la haute bureaucratie pékinoise et l'autoritarisme des princes mandchous qui prennent le pouvoir en 1908 (*infra*) ont certes grippé le mécanisme réformiste. Mais, de son côté, la dynamique socio-politique de la Chine nouvelle n'a pas moins manqué de souffle. Sans parler de la bourgeoisie d'affaires (dont la véritable émergence doit attendre les années 1910), les notables « modernes » n'occupent que des cases clairsemées du damier social. En même temps qu'aux initiatives autoritaires et centralisatrices de Pékin, ils s'opposent à la *gentry*

métropolitaine des hauts fonctionnaires et des grands affairistes proches et profiteurs du pouvoir central, tel Sheng Xuanhuai (1844-1916). La coupure fait coïncider la défense des privilèges et des particularismes avec la revendication des « libertés », le patriotisme local avec le nationalisme anti-mandchou. Dans les années qui précèdent immédiatement la révolution, des mécontentements variés mais convergents soudent sur l'horizon provincial une redoutable coalition anti-pékinoise et anti-dynastique. La violence de la crise nationale, qui empêche les Qing de se prévaloir du nationalisme, les conflits d'intérêts entre le Centre et les provinces, le recul du pôle « centraliste » de la culture politique chinoise (*junxian*) devant ses propensions décentralisantes (*fengjian*), mêlées désormais aux idéologies occidentales (libéralisme, anarchisme, socialisme), sans oublier l'aveuglement officiel, ont fait échouer le classique schéma prussien ou japonais suivant lequel la société urbaine aurait dû relayer le mandarinat au centre du système politique. C'est un schéma de confrontation qui s'impose au contraire sur fond d'implosion latente. Née du renforcement des autonomies locales au XIX^e siècle, la politisation des élites dans le cadre de l'occidentalisation n'enraie pas la désagrégation de l'Etat (Mary Rankin).

La révolution de 1911 s'inscrit ainsi dans le processus de « désintégration nationale » (J. Sheridan) qui va s'achever dans l'anarchie des seigneurs de la guerre (chap. II). L'impossibilité de faire coïncider la restructuration de l'Etat avec celle de la société, le divorce entre les élites modernes et le pouvoir, assombrissent d'avance les chances de la future République. Court-circuitées par cette crise et affaiblis par de graves insuffisances, les révolutionnaires proprement dits ne contribuent que marginalement à la révolution en structurant la propagande anti-mandchoue et en attisant l'instabilité générale. De là le paradoxe de la première révolution chinoise : plus radicale dans sa première phase (jusqu'en 1905-1906), tant que les révolutionnaires font cavaliers seuls, elle se voue au conservatisme dès lors que la fronde des notables assure son succès (1910-1911).

Le mouvement révolutionnaire, auquel les dirigeants réformistes en exil se sont joints pour un temps après l'échec des Cent Jours (ils l'ont abandonné assez vite à l'exemple de Liang Qichao), s'est organisé autour de Sun Yat-sen et des lettrés anti-mandchous du Yangzi : Zhang Binglin (Zhang

Taiyan, 1868-1936) et Cai Yuanpei (1876-1940) dans le Zhejiang et le Jiangsu ; Huang Xing (1874-1916) au Hunan.

Fils de paysans pauvres du delta cantonais devenu médecin après des « études occidentales » à Hawaï et Hong Kong, Sun Yat-sen a choisi dès 1895 de s'opposer aux Mandchous et de restaurer la puissance chinoise par la révolution (*geming*) plutôt que par la réforme. Vivant et voyageant le plus souvent à l'étranger, où il s'efforce de recueillir fonds (auprès des émigrés chinois) et appuis (auprès des Occidentaux et du Japon), influent surtout parmi les sociétés secrètes du Sud, et les Chinois d'outre-mer, il ne s'est imposé qu'en 1905 aux divers éléments du mouvement révolutionnaire. Il les rassemble dans la Ligue Jurée (*Tongmenghui*) en août 1905 à Tokyo et leur donne, avec les Trois Principes du Peuple (*Sanminzhuyi*), une idéologie nationaliste, républicaine et socialisante (le *minsheng* ou « bien-être du peuple » est un socialisme agraire égalitaire mâtiné d'industrialisme étatique s'inspirant de Henry George).

Les rivalités de personnes, les divisions géographiques, l'absence d'organisation et la vogue croissante de l'anarchisme après 1907 (qui provoque une vague terroriste à l'exemple hautement prisé des premiers révolutionnaires russes) nuisent à l'efficacité de la Ligue. Bien que ses effectifs croissent de moins de 400 en 1905 à presque 10 000 en 1911, elle s'essouffle à partir de 1907-1908. Ses révolutionnaires brouillons s'épuisent en soulèvements ratés (on en compte huit dans le Sud entre 1907 et 1911) mais ne participent pas à celui de Wuchang qui déclenche la Révolution en octobre 1911. Sans leur donner le moyen de coordonner les fureurs d'un peuple désorienté, leur radicalisme politique et social (cf. p. 56 et 58-60), en dépit du bon relais qu'assure la propagande anti-mandchoue auprès des étudiants, des officiers et de la bourgeoisie, les coupe de l'opposition plus modérée, plus large et plus efficace des notables.

La fronde des notables. — Abordée à partir de 1906-1907, alors que la mise en œuvre des réformes antérieures a conforté l'ambition politique des notables par la pratique du gouvernement local (*difang zizhi*), la question brûlante du partage du pouvoir se pose au moment même où les artisans du réformisme officiel disparaissent (Cixi et l'empereur en 1908, Zhang Zhidong en 1909) ou sont écartés (comme Yuan Shikai en 1908) par les princes mandchous qui exercent la régence

sous le règne Xuantong (1908-1912) de Puyi. En retardant la réforme constitutionnelle, le clan impérial commet la faute de tuer l'incertaine et fragile dynamique réformiste tout en nourrissant l'opposition par d'inévitables concessions : des assemblées provinciales sont élues au suffrage censitaire (octobre 1909), une assemblée consultative convoquée à Pékin en octobre 1910. Héritière monarchisante du réformisme, l'opposition constitutionnaliste se développe autour de ces assemblées que dominent les grands notables. Lorsqu'elle se réunit au début de l'année 1911, l'assemblée consultative entre en conflit ouvert avec la Cour. Dans le même temps, l'affaire des chemins de fer dresse ses mandants contre Pékin.

Les notables ont commencé à racheter les concessions accordées aux étrangers (surtout dans les provinces du Centre) dès 1904-1905. Les compagnies locales chargées du rachat ayant rencontré de graves difficultés financières, le gouvernement avait envisagé leur nationalisation, l'opération devant être financée par un prêt d'un consortium bancaire international (1908). Au nom de la « protection des chemins de fer », les notables du Hunan et du Hubei s'étaient soulevés.

Ajourné une première fois, le projet est imposé par le consortium en 1911 : la Cour publie le décret de nationalisation le 10 mai, peu avant la séparation de l'assemblée consultative (juin). Lorsqu'ils rentrent dans leurs provinces respectives, les dirigeants constitutionnalistes répercutent un mécontentement décuplé par la convergence des deux conflits — constitution et concessions.

Il suffira de quelques événements — au Sichuan, durant l'été; à Wuchang, dans le Hubei, en octobre — pour que les frondeurs renoncent à leur monarchisme et basculent dans la révolution « fort peu révolutionnaire » (J. Esherick) qui abat l'Empire. Le nationalisme anti-mandchou a beaucoup fait pour faciliter ce basculement. Chez Sun Yat-sen, le principe national se confond avec l'expulsion des Qing (il évoluera par la suite en visant à rétablir l'indépendance et l'unité de la Chine). Liang Qichao, qui voit dans la monarchie l'ultime rempart de cette unité, fait figure de prophète isolé parmi les ténors de l'*intelligentsia* en recommandant une alliance réaliste avec la dynastie. Le racisme anti-mandchou rapproche le constitutionnalisme, modéré et monarchiste, du républicanisme plus radical des révolutionnaires, fait le lien avec le légitimisme Ming des sociétés secrètes et des lettrés dissidents tout en recouvrant la traditionnelle hostilité au pouvoir des mouvements

populaires et particularistes. Lors de la fronde sichuanaise de l'été 1911, sociétés secrètes (affiliées au *Gelaohui*, les Aînés et les Anciens) et paysans prennent fait et cause pour les notables contre les Qing, Pékin et l'étranger, bien qu'il s'agisse de « protéger » une technologie moderne et des privilèges dont les campagnes supportent tout le poids fiscal. L'impératif national, catalyseur en même temps qu'écran, s'affirme ainsi dès la « première phase » du processus révolutionnaire (encore que d'une façon détournée) comme la condition indispensable mais ambiguë du succès. Il en ira de même lors de chacune des étapes suivantes jusqu'à la victoire communiste de 1949.

CHAPITRE II

LA DESCENTE AU CHAOS (1911-1927)

L'effondrement de l'unité impériale en 1911 puis l'avènement du provincialisme et du militarisme après l'éclatement du *Beiyang* en 1916 procèdent de la dynamique centrifuge mise en branle par les crises de l'Ouverture. Le monde moderne des villes ajoute ses forces d'opposition au mouvement sans pouvoir dominer ses conséquences ni enrayer le processus de désintégration nationale. République de façade abîmée dans le chaos des Seigneurs de la guerre, la Chine post-impériale est comme l'archétype des nations du Tiers Monde déchirées par les militarismes et les conflits post-coloniaux.

I. — L'échec de la République (1911-1913)

Rampante dès le printemps 1911, l'agitation pour la « protection du chemin de fer » au Sichuan tourne à la rébellion durant l'été. Un mouvement de vaste ampleur dirigé par les notables chasse les autorités impériales de Chengdu en septembre. L'armée nouvelle du Hubei voisin est envoyée en renfort. C'est dans Wuchang dégarni d'une partie de ses troupes qu'éclate le soulèvement du Double Dix (10 octobre 1911) qui, lui, tourne à la révolution.

Déclenchée par de jeunes officiers sans attaches précises avec le *Tongmenghui* mais imbus de sa propagande anti-mandchoue, l'insurrection militaire est prise en charge (non sans résistances initiales) par les notables constitutionnalistes et par les officiers supérieurs. La République est proclamée en même temps que l'indépendance du Hubei. Les insurgés invitent les autres provinces à suivre leur exemple. A l'exception de quelques-unes (Hunan, Jiangsu, Zhejiang) où la Ligue Jurée prend l'initiative en liaison avec la bourgeoisie, les sécessions provinciales sont provoquées par les forces conserva-

trices : notables des assemblées, officiers supérieurs, auxquels les autorités se joignent parfois. Au lieu de frapper à la tête comme ses devancières européennes, la révolution progresse par éclatement territorial qui, en deux mois (octobre-novembre), soustrait la plupart des provinces au contrôle de Pékin. La Cour résiste en accédant aux demandes constitutionnalistes et en rappelant Yuan Shikai. L'Armée *Beiyang* investit les révolutionnaires dans Wuchang après des combats acharnés sur le moyen Yangzi (octobre 1911). Déjà balkanisé au niveau provincial, le conflit prend l'aspect prémonitoire d'un affrontement militaire entre le Nord et le Sud.

Cependant, l'offensive de Yuan s'arrête brusquement à la fin du mois d'octobre. La résistance des insurgés et l'attitude des Puissances incitent le maître du *Beiyang* à temporiser. Cette trêve laisse aux Républicains le temps de s'organiser et aux dirigeants de la Ligue Jurée (Huang Xing plus que Sun Yat-sen, que l'annonce de la révolution trouve à Denver...) celui de reprendre pied au niveau inter-provincial. Contre Wuchang, Huang tente d'organiser un gouvernement à Nankin avec le soutien de la bourgeoisie shanghaienne. Le 14 décembre, une assemblée de délégués provinciaux se réunit afin d'élire un président. La Ligue est parvenue à s'y assurer la majorité, mais les militaires, soutenus par les notables, s'opposent à la nomination de Huang. Finalement, l'arrivée tardive de Sun Yat-sen à Nankin dénoue le conflit. Elu le 29 décembre, il est investi le 1^{er} janvier 1912 (an I de la République chinoise).

Le succès des révolutionnaires est de courte durée. A la suite de tractations avec Pékin et Nankin, Yuan Shikai impose rapidement son arbitrage : Puyi met fin à son premier règne le 12 février (1); Sun Yat-sen à sa présidence au profit de Yuan. Les notables voient sans déplaisir l'homme fort du Nord succéder au chef révolutionnaire du Sud, mais le Parlement (2), tout en tolérant le maintien de Yuan à Pékin, transforme le régime présidentiel fait pour Sun en régime parlementaire destiné à contenir le seigneur du *Beiyang*. Réunie en congrès en mars, la Ligue Jurée entérine l'expérience du parlementarisme (soutenue par Sun Yat-sen) malgré une minorité de pessimistes lucides qui entrevoient la nécessité de reprendre la lutte armée contre Pékin à partir des bastions révo-

(1) Objet de plusieurs tentatives de restauration (en 1917 notamment), Puyi sera l'empereur-marionnette du Manchukuo de 1934 à 1945.

(2) Dominée par les partisans de Sun, l'Assemblée de Nankin s'est constituée en Parlement le 28 janvier 1912.

lutionnaires du Sud. Elle cède rapidement la place (août 1912) à un parti plus modéré, le *Guomindang* (Parti nationaliste) animé par Song Jiaoren (1882-1913), Sun Yat-sen s'intéressant davantage au développement économique du pays (il soumet un ambitieux programme d'équipement ferroviaire en septembre 1912). Fondé la même année par Jiang Kanghu (1883-?), le Parti socialiste (*Shehuidang*) se montre beaucoup plus radical (abolition de la propriété privée, nationalisation des industries, limitation des armements, etc.), mais par là même beaucoup moins influent.

Tandis que le *Guomindang* rassemble les adversaires de Yuan Shikai, les partisans du pouvoir, disséminés en de multiples partis, ne s'unissent en un Parti du Progrès (*Jinbudang*) qu'au lendemain des élections parlementaires, gagnées par le *Guomindang* (décembre 1912 - janvier 1913). Mais Song Jiaoren, que sa victoire électorale désigne comme premier ministre, est assassiné le 20 mars. Devenue inévitable, la rupture entre Yuan (dont la culpabilité ne fait aucun doute) et les révolutionnaires n'est consommée qu'à l'été suivant lorsque, suivant la stratégie qu'ils avaient repoussée un an plus tôt, ceux-ci passent à l'opposition armée en liaison avec les chefs militaires du Sud dont l'autonomie est menacée par l'emprise grandissante du *Beiyang*. Circonscrite au triangle Hunan-Shanghai-Canton, mal conduite, rejetée par les notables (y compris la bourgeoisie), cette « seconde révolution » (juin-septembre 1913) échoue rapidement.

Tout comme les sécessions provinciales de 1911 et l'affrontement Nankin-Pékin, l'insurrection du Sud révèle l'émiettement de l'unité chinoise, en même temps que l'évanescence du champ politique ouvert par les réformes institutionnelles de 1907-1909 et élargi par les « libertés » conquises en 1911-1912. Aussi Yuan ajoute-t-il un chapitre original à un scénario classiquement bonapartiste (consolidation militaire du conservatisme social) : sa dictature vise aussi à enrayer la dissolution de l'Etat.

II. — La dictature de Yuan Shikai (1913-1916)

Etablie par la mise hors la loi des vaincus (le *Guomindang* est dissous en novembre 1913 ; les commandements militaires du Sud passent dans l'orbite du *Beiyang*), par le renforcement des pouvoirs présidentiels, la suspension du Parlement (novembre 1913), la dissolution des assemblées provin-

ciales (mars 1914) et enfin par la prorogation du mandat présidentiel, la dictature de Yuan Shikai jouit du soutien des notables renforcé, du côté de la bourgeoisie, par un « apolitisme complice » (M.-C. Bergère). Elle bénéficie également de la bonne volonté intéressée de l'étranger.

L'appui financier des puissances est d'autant plus nécessaire que les caisses sont vides. Réorganisé en juin-juillet 1912, le consortium bancaire de 1910-1911 accepte d'avancer 25 millions de livres moyennant de très dures concessions. Conclu le 27 avril 1913, l'*Emprunt de réorganisation* doit servir la dette étrangère pour les deux cinquièmes de son montant; il est garanti par le surplus des douanes maritimes, les gabelles, les impôts des provinces directement contrôlées par Pékin et par la présence de nouveaux « conseillers étrangers » dans les administrations de la gabelle et du budget. Plus grave encore, Yuan doit payer la reconnaissance diplomatique de son gouvernement du détachement de la Mongolie (convoitée par la Russie) et du Tibet (lorgné par l'Angleterre).

Mu par le dessein de préserver l'unité (une œuvre économique et législative non négligeable d'unification et de modernisation poursuit en ce sens celle de la dernière décennie impériale), Yuan ne résiste guère à la tentation du pouvoir absolu. Non content de chasser les élites modernes du cadre provincial, il leur dispute l'arène traditionnelle du pouvoir local (le conseil municipal chinois de Shanghai est dissous en 1914) et mate prestement, comme au Shandong, leurs moindres velléités contestataires. Enfin et surtout, il tente de couronner son œuvre par une restauration monarchique. Dévoilé en décembre 1915, le projet soulève l'opposition farouche de la classe politique qui, même lorsqu'elle a soutenu la dictature (comme le *Jinbudang*), n'en reste pas moins fermement attachée au régime républicain. Il provoque surtout une nouvelle dissidence militaire dans le Sud-Ouest et révèle, avec l'hostilité ouverte des lieutenants de Yuan, l'érosion de son contrôle sur le *Beiyang*. Nourri par la coalescence d'intérêts et d'ambitions contradictoires, le mouvement antimonarchiste prend une tournure menaçante lorsque la mort de Yuan (survenue naturellement le 6 juin 1916) éteint la crise. Ce coup de théâtre inattendu n'en ruine pas moins l'unité chinoise en provoquant l'éclatement du *Beiyang*. L'anarchie des seigneurs de la guerre balaie l'impossible rêve unitaire du césarisme.

La désintégration militariste. — Jusqu'au rétablissement de l'illusion unitaire avec l'avènement d'un nouveau césarisme — celui de Chiang Kai-shek — les seigneurs de la guerre écrasent la Chine sous leur botte. Non sans préserver les apparences conquises sur l'Empire : la République continue et surmonte, entre autres crises, une nouvelle tentative de restauration en 1917; Pékin continue d'abriter le gouvernement central et les institutions d'un Etat en apparence moderne et unitaire. En réalité, ce gouvernement ne doit sa légitimité qu'à la reconnaissance et aux subsides accordés par les Puissances; son autorité n'excède pas la portée des canons du général qui l'a conquis (ou acquis). Encore n'est-ce là qu'une seconde apparence : au plus profond, la Chine sombre dans un abîme de guerres féodales, de grandes compagnies, d'extorsions et d'humiliations, l'une des jungles les plus carnassières de son histoire. Si le désastre épargne la frange urbaine la plus modernisée, c'est que la présence armée de l'étranger protège quelques havres (ports ouverts et concessions) d'une véritable régression historique.

La dissolution de l'autorité civile et son abandon aux généraux avaient suivi de près la révolution. Ce qu'apporte la dislocation du *Beiyang*, c'est la pulvérisation progressive du pouvoir militaire lui-même. Nommés par Yuan Shikai et membres pour la plupart de la clique du *Beiyang*, les gouverneurs militaires des provinces (*dujun*) s'empressent de secouer la tutelle de Pékin. Même si, quelque temps après la disparition de Yuan, un collègue de *dujun* maintient la fiction de l'unité, il n'y a plus d'Etat chinois, mais une multitude d'Etats territoriaux, provinciaux ou sub-provinciaux, dont les maîtres, rapidement baptisés *junfa* ou *warlords* (seigneurs de la guerre), s'approprient les revenus et entretiennent des armées pléthoriques. Substituée au politique, la guerre (civile) devient une fin en soi.

L'anarchie est extrême. Le ressort précaire des Etats militaires s'étend rarement à toute une province et leur durée — comme celle des *junfa* eux-mêmes — est en général fort courte. Au cours des seize années qui suivent la révolution, le Hunan, par exemple, compte 13 gouverneurs successifs; chaque succession s'y accomplit au terme d'une guerre provinciale; chaque guerre va de pair avec une recrudescence du banditisme, de l'activité des sociétés secrètes et du désordre, y

compris dans les régions qui ne sont pas directement touchées par le conflit. Parfois limité au district de Changsha (la capitale provinciale) ou même à l'enceinte du *yamen*, le contrôle du gouverneur-*junfa* s'étend rarement à plus de la moitié des 75 districts (*xian*) provinciaux. Hors de son « domaine propre », il n'est que le chef éminent — le suzerain — d'une féodalité mouvante et rapace de potentats locaux dont le mépris des lois n'est entravé par aucun souci du *decorum*, et dont l'indiscipline à l'égard de leur supérieur nominal n'est rachetée que par celle qu'ils ont à redouter de leurs propres « vassaux » (d'après A. McDonald). Ailleurs, le tableau serait le même : l'effondrement de la carcasse administrative soulève une nuée de *condottieri* jusqu'au niveau infinitésimal du village où le micro-militarisme, souvent confondu avec le banditisme pur et simple, perpétue l'insécurité et les réflexes d'autodéfense communautaire — la « militarisation » du xix^e siècle (chap. I).

A l'autre extrême, quelques macro-militaristes parviennent à se maintenir à la tête d'un territoire et d'une pyramide de vassalités stables pour un temps assez long. Mais les plus importants des *junfa*, ceux qui comptent à l'échelle nationale et qu'on peut voir à l'œil nu en regardant une carte de la Chine républicaine (p. 44), contrôlent moins un domaine qu'une armée : car dans la formule qui, des plus grands aux plus petits, fait la fortune des seigneurs de la guerre, l'armée est l'élément essentiel. Pour indispensable qu'elle soit, la base territoriale peut être perdue, reconquise ou tout bonnement déplacée. A tel point qu'on a pu dire qu'il existait deux sortes de *junfa* : ceux qui avaient un territoire et ceux qui, l'ayant perdu, en cherchaient un. A l'échelle macro-militariste, le cas le plus extrême est sans doute celui de Feng Yuxiang (1882-1948), grand seigneur itinérant (dans le Nord-Ouest, à Pékin, dans la plaine de Chine du Nord) dont la puissance repose sur l'instrument militaire qu'il a su se forger — l'Armée nationale (*Guominjun*) — tout d'abord grâce à une solide éducation morale (le « général chrétien » est un converti), puis en faisant appel à des experts soviétiques. Yan Xishan (1883-1960), qui parvient à préserver son fief du Shanxi de 1911 à la veille de la Libération (en 1949), à travers le règne de Chiang Kai-shek et l'invasion japonaise, illustre le cas plus rare du militarisme uniquement sédentaire. Entre ces deux extrêmes, un Zhang Zuolin (1873-1928), chef de la « clique du Fengtian » et maître de la Mandchourie, ou un Wu Peifu

(1874-1939), l'un des hommes forts de la « clique du Zhili » et seigneur des régions du moyen Yangzi, disposent d'une bonne base territoriale, mais tentent d'élargir leur empire, surtout en direction de Pékin. Au niveau provincial, Chen Jiongming (1878-1933) dans le Guangdong, et la « clique du



La Chine des seigneurs de la guerre (vers 1926)
Seul le *junfa* dominant est indiqué dans chaque territoire

Guangxi » (avec Li Zongren (1890-1965), Li Jishen (1886-1959) et Bai Chongxi (1893-1966)), se disputent la primauté à Canton à partir de réduits territoriaux excentriques. Dans certaines provinces — c'est le cas du Sichuan étudié par R. A. Kapp — aucun « rassembleur » ne parvient à se faire jour.

La guerre sert avant tout à préserver ou à étendre la logistique territoriale de la machine militaire, gourmande en hommes et en impôts. A la base, le recrutement écrème les couches les plus pauvres de la population rurale : les soldats, dont l'armée est le seul gagne-pain, s'opposent souvent à

leur démobilisation. Ils n'en désertent pas moins de manière très fréquente à la veille des batailles ou lorsqu'ils sont trop mal traités. Des « congés » accordés sous divers prétextes (deuil familial, etc.) tendent à institutionnaliser la mobilité de troupes dont le « service » dure en moyenne dix ans ou plus. Seuls quelques grands *junfa* (c'est le cas exemplaire de Feng Yuxiang) parviennent à maintenir la discipline et l'efficacité dans le rang : les « privilèges » du soldat — opiomanie, ivrognerie, rapine, racket, etc. — l'emportent largement sur ses devoirs (entraînement, etc.). La troupe, en cela, ne fait que suivre l'exemple des officiers, souvent plus avides d'enrichissement rapide que de gloire militaire. Très puissantes, souvent moulées sur le patriotisme local et sur le passage par une même académie, les solidarités interpersonnelles enrobent la hiérarchie militaire et les vasselages territoriaux. En sorte que loyautés et trahisons se font et se défont en même temps que l'édifice militaire et la mosaïque territoriale, l'indépendance prenant souvent la forme d'un renversement d'alliance au bénéfice d'un protecteur plus éloigné, considéré comme plus faible ou plus généreux. Ces mœurs d'un autre âge font la fortune et la ruine des plus grands feudataires. Au niveau local, elles empanachent les affrontements mesquins et meurtriers d'une soldatesque sans foi ni loi.

La lutte pour Pékin. — La guerre et l'intrigue sont aussi les instruments privilégiés de la « grande politique », celle dont Pékin est le prix. Gage de légitimité constitutionnelle et de reconnaissance diplomatique, Pékin est une proie pulpeuse qui vaut à ses occupants le reversement de la part chinoise des revenus douaniers (3). De crise en crise, les guerres civiles ajustent le découpage territorial à la distribution réelle de la puissance sommitale : le pouvoir n'est pas encore au bout du fusil, mais il est à portée de canon. Héritage du parlementarisme avorté, les partis éclos en 1913 ne sont plus que des « cliques » civiles, à la fois corrompues et terrorisées, dont l'influence et la représentativité dépendent du soutien qu'elles accordent à tel ou tel « homme fort », ainsi que de la fortune *militaire* de leurs « protecteurs ».

(3) Sun Yat-sen revendiquera le même privilège pour les gouvernements dissidents qu'il anime à Canton : en 1919, la quote-part des « sudistes » (allouée non sans réticence par le Corps diplomatique) équivalait à 13 % des recettes douanières, mais Sun, entre-temps, a perdu le pouvoir à Canton (*infra*).

Après de rudes affrontements provoqués par la question de l'entrée en guerre de la Chine aux côtés de l'Entente en 1917 — c'est alors que Zhang Xun (1854-1923) tente de remettre Puyi sur le trône — l'une des factions du *Beiyang* s'empare de Pékin : contrôlé par Duan Qirui (1865-1936), soutenu par la Clique des Recherches de Liang Qichao et lié à celle du Anhui, le Club Anfu domine le gouvernement central jusqu'en 1920, date à laquelle il est vaincu et remplacé par un nouveau conglomerat politico-militaire, la Clique du Zhili, dont les hommes forts, Cao Kun (1862-1938) et Wu Peifu, contrôlent la Chine du Centre. La suprématie de Wu Peifu à Pékin marque l'effacement des hommes du *Beiyang* et de la première génération des *junfa*. De sa Mandchourie toute proche, Zhang Zuolin tente d'y mettre fin dès 1922. Il n'y parvient qu'en 1924 avec l'aide de Feng Yuxiang, qui était jusqu'alors dans la mouvance de Wu. Ayant atteint son but, Zhang rompt avec son allié dès l'année suivante. Repoussant Feng au nord-ouest et Wu au centre, il s'étend jusqu'au Shandong, où sa puissance rencontre celle de Sun Chuanfang (1884-1935), seigneur des régions du bas Yangzi. A l'été 1926, quand l'Expédition du Nord lancée par le gouvernement révolutionnaire de Canton s'ébranle (cf. chap. III), la clique expansionniste du Fengtian domine — de manière directe ou indirecte — en Chine du Nord. C'est contre elle et contre Sun Chuanfang que Chiang Kai-shek rétablit l'unité chinoise après la prise de Pékin en juin 1928 (cf. chap. IV).

Les conséquences du militarisme. — Récurrentes mais éphémères, les guerres civiles ne sont pas le plus grand des maux que l'anarchie militaire inflige à la Chine. Le chaos est plus total et plus diffus qu'on ne l'imagine en suivant la chronique (pourtant sanglante et mouvementée) des grands redécoupages territoriaux : la réalité la plus terrible du militarisme, c'est à l'échelle microscopique qu'on l'aperçoit.

Villages ravagés par la soldatesque ou les bandits (pour les villageois, c'est tout un); impôts perçus des années (parfois plusieurs décennies) à l'avance ou plusieurs fois la même année; surtaxes « extraordinaires » rendues permanentes ou frappant ici une bonne récolte, là les étapes successives d'une industrie ou d'un négoce et presque partout la prostitution, sans oublier l'ubiquiste et hypocrite « surtaxe d'éducation », reine de l'exaction fiscale, presque toujours détournée : le militarisme ne se soutient qu'en pillant la société civile. Dans

maintes régions, la culture forcée de l'opium se fait au détriment de récoltes indispensables à la survie des paysans, tout comme les multiples corvées et réquisitions dont ils sont accablés. Si la carrière des armes constitue un facteur de promotion sociale rapide et inédit (qu'illustre, entre mille, la vie d'un Zhu De, superbement racontée par A. Smedley), le fait nouveau du militarisme aggrave les souffrances chroniques des villageois. Les *junfa* ne sont pas responsables de la sécheresse qui affame le Nord et le Centre entre 1920 et 1922, mais le pillage répété des greniers publics n'a pu qu'accroître l'ampleur de la famine. De même, en 1929-1930, lorsque le Nord-Ouest est à nouveau frappé, des opérations militaires directement liées à la récurrence du militarisme après la conquête de Chiang Kai-shek (cf. chap. IV) retardent l'arrivée du blé mandchou... A petite et grande échelle, le cancer militariste accentue la déstabilisation des campagnes. Prenant le relais de la xénophobie, c'est lui qui polarise leur agitation au cours des années 1920. Les sociétés secrètes trouvent dans l'autodéfense paysanne un bon moyen d'étendre leur influence. Celle des Piques Rouges (*Hongqianghui*) s'étend considérablement dans le Henan et au Shandong. Elle n'hésite pas à livrer bataille à la *Guominjun* de Feng Yuxiang, dont plusieurs divisions sont écrasées en janvier 1926. Elle s'oppose ensuite, par la guérilla, aux armées qui écument la Grande Plaine et chasse ainsi Wu Peifu du Henan.

Bien qu'il ne puissent guerre marchander leur soutien aux maîtres de l'heure et du lieu, notables ruraux et fonctionnaires locaux sont victimes de l'insécurité et de l'instabilité qui règnent dans les campagnes. Conformément à la logique de la « militarisation » apparue au XIX^e siècle, ils assurent un minimum de gestion administrative, de cohésion sociale et de protection (au moyen des milices). Mais ils sont en butte au militarisme « de base » — celui des troupes — même s'ils n'hésitent pas à acheter le départ (chez les voisins) des bandits et des soldats lorsque l'intimidation ou la diplomatie ont fait long feu. Leur aisance et leurs prébendes (les charges administratives sont vendues sans vergogne et fort cher) les exposent aussi à tous les *rackets* : si le district ou la province change de main, que ne faut-il verser aux caisses du nouveau maître afin de conserver une charge, un privilège, ou tout simplement la vie!

En dehors des oasis de paix et de prospérité qu'abritent les enclaves étrangères, la société urbaine elle-même n'est pas

épargnée. Le commerce intérieur est bien entendu taxé et surtaxé; les marchandises sont rançonnées, confisquées, les moyens de transport réquisitionnés. Sans doute est-il rare qu'à l'échelle voyante d'une province ou d'une région le *racket*, le pillage et la simple cruauté prennent les allures systématiques qu'un Zhang Zongchang (1881-1932) leur donne au Shandong où, en trois années de règne sanguinaire (1925-1928), le « général pâtée à chien », dont les troupes sont redoutées pour la facilité avec laquelle elles « ouvrent les melons » (les crânes des mécontents, pendus en grappes aux poteaux télégraphiques), réduit une bonne moitié de la province à la plus grande terreur et à la plus noire anarchie.

La plupart des grands *junfa* aiment au contraire à se donner les airs sentencieux du confucianisme le plus austère ou ceux, plus prisés encore, d'un sage réformisme fleurant bon le despotisme éclairé. C'est ainsi qu'en regard du conservatisme d'un Wu Peifu (qui honore la notion traditionnelle de « bon gouvernement » — *haoren zhengfu*), Feng Yuxiang et Yan Xishan réduisent le banditisme, interdisent la prostitution, le jeu, l'opium et lancent des programmes de développement économique : ceux de Yan Xishan au Shanxi (réhabilitation rurale, assainissement fiscal, transports) ne sont sans doute pas étrangers à sa remarquable stabilité. Avec Chen Jiongming, partisan de Sun Yat-sen et membre du Guomindang, le seigneur de la guerre se rapproche étonnamment du révolutionnaire : il donne asile à Sun et tolère les premiers balbutiements du mouvement paysan communiste organisé par Peng Pai (cf. chap. III) avant de chasser celui-là (en 1922) et de réprimer celui-ci (en 1923). Eclairées ou « progressistes », ces initiatives, en effet, sont dépourvues de suite dès que leur effet n'est pas de faire rendre la machine fiscale ou lorsque (comme l'alliance de Chen avec Sun) elles se heurtent à la logique du morcellement (*infra*). Le désordre est la règle, l'ordre l'exception : fruits d'efforts plus suivis, les voies ferrées construites par Yan Xishan n'en sont pas moins dotées d'un écartement particulier, afin de préserver l'isolement stratégique du Shanxi...

A côté de la délinquance du pouvoir, la déliquescence de l'Etat augmente l'influence étrangère. Par le biais des avantages financiers liés à sa reconnaissance, le Corps diplomatique intervient régulièrement dans les affaires chinoises. Les privilèges étrangers étaient inscrits dans les traités et dans les clauses des emprunts, mais la faiblesse chinoise a permis de les exercer plus longtemps et plus complète-

ment que ne l'eût toléré un pouvoir plus fort : celui de Chiang Kai-shek obtiendra l'aménagement du système des traités au cours des années 1930 (chap. IV). L'élimination de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie dès le début de la Grande Guerre n'affecte en rien ce système. Bien que la Chine se range aux côtés de l'Entente en 1917 (plusieurs dizaines de milliers de *coolies* sont envoyés en France et en Grande-Bretagne), les concessions « ennemies » ne lui sont pas rendues. Par des accords secrets signés en 1915, l'Entente reconnaît les droits « spéciaux » du Japon sur les intérêts allemands dans le Shandong.

Mettant à profit l'effacement momentané des puissances européennes, le Japon réussit une véritable percée géopolitique à partir de 1915. Présentées comme un ultimatum en janvier 1915, ses 21 Demandes visent à élargir sa zone d'influence (située en Mandchourie) à la Mongolie, au Shandong, aux provinces côtières du Sud-Est (face à Taiwan) et jusque sur le Yangzi, fief traditionnel des Britanniques. Par la suite, Tokyo obtient des Etats-Unis (également avantagés par le retrait européen) la reconnaissance de sa « position spéciale » en Chine (accords Lansing-Ishii, novembre 1917). De multiples prêts accordés aux gouvernements et cliques de Pékin toujours à court d'argent (tels les Emprunts « Nishihara » de 1918, qui donnent à Tokyo un droit de regard sur l'armée et la marine chinoises) renforcent l'emprise nipponne. Au reste, le gouvernement japonais ne se borne pas à s'attacher la clique Anfu. De semblables pressions s'exercent sur Zhang Zuolin en Mandchourie.

La paix et la Conférence de Washington (1921-1922) ayant rétabli l'équilibre entre les puissances, le quasi-protectorat japonais s'estompe au début des années 1920, tandis que les ingérences étrangères privilégient le cadre régional. C'est ainsi que Wu Peifu se montre sensible aux intérêts et pressions britanniques et que Feng Yuxiang se laisse tenter par une alliance avec l'Union soviétique. Les négociations sur l'aménagement des traités (à la suite des revendications chinoises sur l'autonomie douanière et sur l'exterritorialité présentées à Versailles et à Washington) ayant avorté, Moscou fait cavalier seul par ses renonciations publiques et répétées aux privilèges et intérêts « tsaristes » (Déclarations Paikes et Karakhan en juin 1918 et juillet 1919), puis en négociant avec Pékin un traité moins « inégal » (31 mai 1924) sur la base de « l'égalité, de la réciprocité, de la justice » : l'exterritorialité et les juri-

dictions consulaires russes sont abolies, la souveraineté chinoise sur la Mongolie extérieure est reconnue (4), les privilèges de la Compagnie (russe) du Chemin de Fer de l'Est chinois en Mandchourie sont aménagés. Le traité sino-allemand de juin 1924 renonce pareillement à l'exterritorialité.

Le militarisme, enfin, fait sentir ses effets jusque dans la minceur des résistances qu'il suscite dans la classe politique et parmi les notables : le morcellement devient un fait accompli dont s'accommodent l'agitation stérile des cliques pékinoises et le provincialisme des élites locales. Un mouvement fédéraliste réclamant la constitution d'une « Fédération de Provinces autonomes » (*liansheng zizhi*) se dessine en 1920-1921. Quoiqu'il recueille l'adhésion d'intellectuels et de révolutionnaires séduits, tel Mao, par les possibilités d'action qu'offrent des alliances locales avec des notables et des potentats « éclairés », il traduit surtout le repli du champ politique dans la Chine des provinces. Par contraste, les boycotts organisés par la bourgeoisie et par les étudiants (à l'heure des 21 Demandes en 1915, des Emprunts Nishihara en 1918, du Quatre Mai en 1919) témoignent des ambitions nationales et de la fibre antimilitariste du renouveau révolutionnaire qui s'opère dans les villes (cf. chap. III). A l'exception notable de Sun Yat-sen, la classe politique et militaire issue de la révolution républicaine a renoncé à cette ambition.

La réunification selon Sun Yat-sen. — Contraint à un nouvel exil par la défaite de la Seconde Révolution, et conscient des faiblesses organisationnelles de la Ligue Jurée, Sun Yat-sen a tout d'abord fondé un nouveau parti (le *Zhonghua Gemingdang*, Parti révolutionnaire chinois) en 1914. Mais le chaos militariste lui impose une autre ligne de conduite. Le premier révolutionnaire chinois sait comprendre que la révolution d'un pays désagrégé passe par la reconstruction de l'Etat autant que par le bouleversement de la société ; il devine que l'édification de la nation sera œuvre militaire avant tout. Sans jamais perdre l'espoir de refaire surface à Pékin (ce qui justifie d'incessantes tractations avec les cliques en place), il se persuade que la Chine ne pourra être réunifiée qu'au moyen d'une *reconquête* du Nord par le Sud ou *Beifu* (Expédition du Nord). Désormais doté d'une stratégie

(4) Mais dès novembre 1924 une République soviétique de Mongolie est proclamée à Urga, qui devient Ulan-bator (ville des héros rouges).

militaire qui dépasse le simple *pronunciamento*, le projet révolutionnaire est rectifié : il ne vise plus l'instauration immédiate de la démocratie, mais prévoit une période intérimaire de « gouvernement militaire » (*junzheng*) correspondant à la prise du pouvoir, et de « tutelle politique » (de dictature) *après*. Les moyens pratiques font longtemps défaut. Cherchant à établir la base territoriale de l'Expédition du Nord dans son fief traditionnel, Sun doit compter avec les *junfa* qui contrôlent la région de Canton. Une première tentative d'alliance méridionale (juillet 1917 - avril 1918) prend fin lorsque la clique du Guangxi le chasse de Canton en même temps que son allié Chen Jiongming. Effectuée de concert avec Chen, une seconde tentative (novembre 1920-août 1922) ne réussit guère mieux : l'entente entre le seigneur de la guerre, fût-il « progressiste », et le politicien nationaliste tourne à l'aigre puis à la trahison.

Car Sun Yat-sen, s'il a paru parfois s'enliser dans les méandres de la politique militariste à Pékin ou dans ceux du fédéralisme méridional, n'a pas dévié de son but. Cette constance donne un intérêt particulier aux relations Nord-Sud. Lorsque Sun est à nouveau chassé de Canton à l'été 1922, c'est elle qui le pousse à s'allier aux Soviétiques. Il ne faudra pas moins de cette alliance et d'une nouvelle révolution, dont le germe mûrit dans la Chine moderne des villes, pour mener à bien la reconquête du pays. Résultat macro-politique au reste : au plan local et social, la réunification opérée par Chiang Kai-shek (chap. IV) ne parviendra pas à extirper les causes de l'involution responsable de la militarisation de la société chinoise depuis le XIX^e siècle (chap. I) ; et la révolution maoïste elle-même devra se couler dans ce moule (chap. VI).

CHAPITRE III

ESSOR ET RÉVOLUTION DE LA CHINE URBAINE (1915-1927)

En dépit des pesanteurs de son environnement et de sa propre légèreté structurelle, la Chine urbaine se détache à partir du milieu des années 1910 par une remarquable et double ouverture, sensible dans l'expansion accélérée du secteur moderne et dans la radicalisation de l'élite intellectuelle avant et pendant le mouvement du Quatre Mai 1919. Cet essor et cette radicalisation font entrer le processus révolutionnaire dans sa seconde phase. Bien que la prospérité décline dès les premières années 1920, la dynamique acquise se maintient sur le plan politique où, grâce à l'intervention soviétique, elle se traduit par un premier Front uni entre nationalistes et communistes, âme du « 1905 chinois » qui soulève le pays à partir de 1925 avant d'échouer en 1927.

I. — La « prospérité dans le chaos »

L'unique vertu de la désintégration dualiste et militariste est qu'elle laisse se développer à l'écart, dans la mouvance étrangère, les poches de modernisation des grands centres urbains. Après avoir surmonté la crise de 1906-1907, le secteur moderne entre dans une phase de rapide expansion dès lors que la Grande Guerre entraîne la hausse de l'argent (base de la monnaie chinoise), réduit la concurrence étrangère et produit un appel d'offre aussi brutal que bénéfique. Tout en favorisant l'expansionnisme japonais et américain, l'effacement temporaire des Européens profite au capitalisme national, qui se lance dans des activités de substitution, se renforce dans le secteur de la transformation (notamment dans le textile), améliore ses infrastructures bancaires et ses exportations. Sensible dès 1915, la croissance des filatures décolle à partir de 1918 (cf. tableau IV). Les grands ports ouverts — Shanghai, Tianjin, Canton, Qingdao, Hankou —

connaissent un « miracle économique », une paradoxale « prospérité dans le chaos » (M.-C. Bergère), aussitôt baptisés « âge d'Or » (*huangjin shiqi*). L'expansion industrielle va de pair avec l'essor du commerce extérieur, la hausse des prix et la transformation de la périphérie rurale. Entrecoupée d'accidents cycliques (qui tiennent à la volatilité de ses marchés et à son caractère spéculatif), la croissance est déséquilibrée (elle ne touche que le secteur de la transformation) et précaire : le capitalisme chinois croît sans remédier à ses faiblesses ni desserrer l'étreinte étrangère. Dès que la paix resserre le carcan, une grave crise de reconversion secoue la prospérité (printemps 1920). La crise industrielle qui suit en 1922-1924 (dans les filatures notamment) sonne le glas de l' « âge d'Or ». Le retournement conjoncturel est d'autant moins surmontable qu'il frappe des structures très fragiles.

TABLEAU IV

Le multiplicateur conjoncturel des années 1910
(chiffres arrondis en millions)

	1910		1920	
Urbanisation de Shanghai	0,1 (1880)	1,25 (1911)		2,5
Broches de coton (filatures chinoises)			0,48 (1914)	0,66 (1918)
Exportations (taëls)			356 (1914)	630 (1919)
Importations (taëls)			569	646
Effectifs ouvriers	0,1 (1894)	0,66 (1912)		1,5
Population scolaire	0,1 (1905)	2,8 (1912)	3,9 (1916)	6,7 (1922)
Effectifs de Beida (milliers)		0,818 (1912)	1,333 (1915)	2,228

Sources : M.-C. BERGÈRE, *L'autre Chine : Shanghai de 1919 à 1949*, art. cité ; CH'EN, *op. cit.*, p. 405 ; J. CHESNEAUX *et al.*, *L'illusoire modernité*, Paris, 1972, p. 163-169.

De même que ses fondements économiques, les conséquences sociales de la croissance sont étroitement circonscrites à la « grande » Chine urbaine, en particulier à Shanghai. On ne comprendrait guère leurs prolongements intellectuels et politiques en les rapportant à l'ensemble chinois, dont la masse

inerte fait éclater leur insignifiance : qu'est-ce qu'un million et demi d'ouvriers, deux millions et demi de Shanghaïens (chiffres atteints au début des années 1920) en regard de 400 millions de paysans ? C'est rapporté aux enclaves urbaines que le *take off sectoriel* — la croissance sans développement — prend l'allure d'un bouleversement : une décennie (celle qui sépare la chute de l'Empire de la fondation du Parti communiste) suffit à multiplier par deux ou trois les paramètres significatifs de la modernité socio-économique (tableau IV).

La violence du changement suscite un climat entièrement nouveau. Renouvelée par l'arrivée d'une génération d'entrepreneurs souvent formés à l'étranger, la bourgeoisie se réclame avec optimisme d'une « philosophie de l'expansion » affranchie de toute espèce de dirigisme ou d'isolationnisme (M.-C. Bergère) : entente cordiale (fondée sur l'égalité des droits) avec l'étranger, harmonie sociale (reposant sur la philanthropie) avec le monde ouvrier. La *question ouvrière*, scandée par de nouvelles poussées de grèves (celles de mai 1919 sont encadrées par les deux vagues de 1917-1918 et 1921-1922), fait également son apparition en même temps que les premières formes d'organisation syndicale (cf. *infra*, § III). La rupture avec le passé est d'autant plus radicale qu'un bouleversement simultané s'accomplit dans l'ordre intellectuel : encore plus nettes que celles du fragile progrès économique, les conséquences de la *percée occidentaliste* apparentent la Chine des années 1910-1920 au second XIX^e siècle russe plutôt qu'au premier XIX^e siècle de la révolution industrielle en Europe occidentale.

II. — L'iconoclasme occidentaliste (1915-1919)

L'acculturation progressive des élites chinoises ne cesse pas à partir de 1915 : tout comme l'amalgame social, le compromis culturel forgé au début du siècle connaîtra de beaux jours sous la République. Mais une minorité de « nouveaux intellectuels » conduits par Chen Duxiu (1879-1942) s'en prend désormais à la lenteur et à la modération du processus en rejetant *toute* la tradition confucéenne au bénéfice d'une occidentalisation *totale* de la Chine.

L'*hyperbole occidentaliste* obéit à l'impératif national qui avait déjà motivé les hardiesses plus sages de l'occidentalisation réformiste : *Jiu guo!* (Sauvons la Patrie) sera le maître-mot du Quatre Mai. Pourtant, il ne s'agit plus de sauver Confucius, de le restaurer ou de le renforcer (comme le voulaient les lettrés du *Yangwu*), de l'amender ou de l'émonder

(comme le voulaient ceux du réformisme), mais de sauver la nation en abattant la tradition. L'occidentalisme renverse la perspective graduelle et mesurée de l'occidentalisation en portant à l'extrême la dissociation entre culture et nation amorcée par la génération antérieure. Cherchant à s'expliquer l'échec de la révolution, Chen Duxiu inculpe le compromis occidentalisant, dont la faillite politique lui prouve qu'il n'était qu'un travesti superficiel : sous des habits neufs, l'ordre ancien n'a pas bougé d'un pouce dans les mentalités et dans les mœurs, citadelles d'où il bloque toute possibilité d'évolution en viciant la perspective révolutionnaire elle-même. Tandis que Sun Yatsen découvre la nécessaire dimension militaire de la révolution chinoise, Chen Duxiu, à la même date (1914), débusque ses blocages mentaux. En situant le débat sur le terrain culturel, il pose l'exigence d'une « nouvelle culture » empruntée à l'Occident, critiquant l'ancienne et jetant les bases d'une société individualiste porteuse d'une démocratie libérale authentique. Délaissant momentanément l'action politique pour la critique intellectuelle et mobilisant la seule *intelligentsia* (confinée tout d'abord à la jeunesse des écoles, la base sociale de l'occidentalisme est plus étroite que celle du réformisme), Chen déclenche une *révolution culturelle* avant la lettre qui s'efforce de rompre avec la tradition occidentalisante autant qu'avec la culture traditionnelle.

Le « mouvement pour la nouvelle culture » connaît un succès rapide autour de deux pôles qui le diffusent dans l'avant-garde intellectuelle à partir de 1915 : la revue *Xin Qingnian* (*Nouvelle Jeunesse*) et *Beida*, l'Université de Pékin. Sous-titrée en français (*La Jeunesse*), *Xin Qingnian* est fondée par Chen Duxiu en septembre 1915 à Shanghai. En 1917, Chen et ses collaborateurs (Li Dazhao, 1888-1927; Hu Shi, 1891-1962; Lu Xun, 1881-1936) sont appelés à *Beida* par Cai Yuanpei. Converti à l'occidentalisme, l'ex-révolutionnaire anti-mandchou a été nommé recteur (en décembre 1916) d'une institution jusqu'alors conservatrice qu'il transforme en phare du renouveau. Prônant l'individualisme, l'émancipation personnelle (contre le système familial qui asservit femmes et jeunes par le concubinage et les mariages arrangés), la liberté d'examen, la science et l'affranchissement littéraire (1), l'iconoclasme anti-

(1) Par l'usage de la langue vernaculaire (*baihua*) et des genres (nouvelles et romans réalistes) négligés par la tradition, qui n'écrivait qu'en *wenyan*, inaccessible au peuple. La « révolution littéraire » est lancée par Hu Shi en 1917.

confucéen démasque la « quintessence chinoise » autoritariste et paternaliste de manière concrète dans les mœurs et dans les codes. Dans tous les domaines, science et démocratie doivent subvertir et remplacer un ordre fondé sur la négation de l'individu et sur la reproduction ésotérique d'un savoir jugé stagnant : « cannibale » dira le célèbre *Journal d'un Fou* écrit par Lu Xun en 1918.

Aucun de ces thèmes n'est vraiment neuf : outre l'acquis darwinien, l'anarchisme chinois (p. 58-59) est pétri de scientisme; réformistes et révolutionnaires anti-mandchous (à commencer par Chen lui-même) ont préconisé l'usage du *baihua* dès avant 1911; la revendication féministe s'en est prise à la servitude des femmes dès le début du siècle; Tan Sitong et les réformistes ont instruit le procès du patriarcat confucéen... Mais comme le libéralisme des réformistes dans le *jinwen* et le *jingshi* (cf. chap. I), ces thèmes se sont coulés dans des courants para, anti ou non confucéens issus de la tradition elle-même et ranimés par la crise de l'orthodoxie au contact de l'Occident. Leur point commun est de lier l'émancipation de l'individu à celui de la collectivité en visant la suppression des barrières sociales, étatiques, nationales : des communautés autogérées de producteurs libres se substitueront à la famille, au clan, à l'Etat... Ainsi, Kang Youwei voit-il une « grande union » (*datong*) succéder au gouvernement constitutionnel.

Ces conceptions ont favorisé la diffusion d'un modèle communautaire de révolution sociale proche de l'anarchisme kropotkinien qui valorise le rôle de l'*intelligentsia* comme avant-garde active de la société (par opposition à celui des institutions politiques, des partis), tout en évitant aux intellectuels de poser une antithèse entre la révolution et le passé chinois. Chen et ses amis innovent non certes par le rôle qu'ils accordent aux intellectuels et par leur dédain de la politique, mais parce qu'ils posent cette antithèse en même temps qu'un modèle social, économique et politique *individualiste* supposant le cadre d'une société civile organisée dans un Etat de droit pluraliste: la liberté individuelle repose sur l'indépendance économique, garantie par un métier indépendant; elle s'exerce dans le cadre de la famille nucléaire et d'institutions démocratiques représentatives. Le salut collectif passe par l'émancipation individuelle, et non l'inverse. Cette perspective aura le plus grand mal à s'implanter tout au long du xx^e siècle contre les pouvoirs qui vont prétendre maîtriser les destinées collectives du pays. Beau-

coup d'intellectuels vont d'ailleurs y renoncer ou la dédaigner. Par nationalisme, dès lors que ces pouvoirs sauront s'arroger la légitimité nationale du *jiuguo* (Vera Schwarcz). Et aussi parce que l'utopisme qui règne à gauche est une façon commode de s'émanciper du passé — de s'occidentaliser — sans rompre toute identité culturelle.

Dès la fin des années 1910 l'irrespect et la générosité du mouvement lui valent un franc succès auprès de la jeunesse des écoles — la génération des enfants du siècle —, dont les conflits familiaux, les refus isolés (autant de situations moliéresques ou romantiques qui vont nourrir la nouvelle littérature), renvoyés à la crise chinoise par la critique occidentale, se fondent et s'amplifient dans une prise de conscience collective. Mais celle-ci mêle sans vergogne individualisme et utopisme, brouillant ainsi non seulement les idéologies mais les bases d'un renouveau en profondeur de la culture politique. De Shanghai à Canton en passant par les capitales provinciales, la jeunesse contestataire exprime son *credo* dans de multiples revues tout en organisant des sociétés mi-philosophiques, mi-politiques sur le modèle des sociétés savantes du réformisme. Certaines de ces initiatives (telle la revue *Xin Chao, Renaissance*, fondée en janvier 1919) ou l'Association Jeune Chine, *Shaonian Zhongguo*, créée en 1919) connaissent un succès comparable à celui de *La Jeunesse* à la veille du 4 mai 1919.

III. — Utopie et modernité : le Quatre Mai et ses conséquences (1919-1921)

Sursaut nationaliste et mouvement social. — La paix est signée à Versailles sans égard pour les revendications chinoises sur le Shandong : malgré Wilson, les Alliés honorent les engagements qu'ils ont pris envers le Japon. Connue dans les premiers jours de mai, cette reculade suscite une colère immédiate. Le 4, plusieurs milliers d'étudiants pékinois manifestent contre les Puissances et contre le gouvernement Anfu, notoirement pro-nippon. Malgré la répression, d'autres manifestations agitent Pékin et toute la Chine urbaine au cours des semaines suivantes. A partir de juin, le mouvement étudiant centré à Pékin est relayé par des boycotts bourgeois et des grèves ouvrières dont l'épicentre est à Shanghai. Entièrement spontanée, la fièvre patriotique, qui embrase la frange modernisée du pays et l'unit dans une dynamique de protes-

tation nationale (baptisée *yundong*, « mouvement », par les historiens chinois), soude un *bloc de solidarité* moderne dont la formule allait se répéter de loin en loin avec des variations dans l'ordre des participants (les ouvriers prennent l'initiative en mai 1925, les étudiants la reprennent en décembre 1935), mais toujours en marge du monde rural.

Radicalisation et division du mouvement intellectuel. —

La fièvre du Quatre Mai cristallise les aspirations diffuses de l'*intelligentsia* : en six mois, elle fait éclore quelque 400 revues nouvelles et une multitude de sociétés (Chow Tse-tsung). Les victoires ponctuelles du mouvement (renvoi des ministres pro-japonais, non-ratification du traité de Versailles; officialisation du *baihua* dans l'enseignement en 1920) sont moins importantes que ses conséquences : développement de la presse et de l'édition modernes; essor d'une nouvelle littérature vouée au réalisme critique (imité du naturalisme européen) autour du Lu Xun, Mao Dun (1896-1981), Ba Jin (1904), Lao She (1899-1966), Ding Ling (1907-1985), d'une « nouvelle histoire » autour de Gu Jiegang (1895-1980), et surtout division de l'*intelligentsia*.

La résurgence et la politisation de la question sociale expliquent cette division. A partir de 1918, la critique intellectuelle de l'ordre ancien reste d'actualité mais la guerre, la crise économique en Occident, et l'impérialisme discréditent les fondements du modèle libéral pluraliste. L'attention des « nouveaux intellectuels » s'oriente vers les problèmes sociaux — « question ouvrière » et « question des femmes » —, exposés dans la presse à l'aide d'enquêtes concrètes et dénoncés comme maux dont il faut garder la Chine en lui évitant un mode de développement capitaliste à l'aide d'une *révolution sociale préventive*. Des idéologies souvent confuses et mêlées — anarchisme, populisme, socialisme, et bientôt léninisme — expriment cette préoccupation qui renoue avec les stratégies de développement anti-capitaliste qu'envisageaient tant Sun Yat-sen (d'un point de vue étatique) que les anarchistes (d'un point de vue communautaire) avant 1911.

Précédé d'une courte vague nihiliste en 1903-1904, l'anarchisme chinois est le principal porteur de cette tradition avant qu'elle ne pénètre le marxisme sinisé de Mao. De Paris, Li Shizeng (1881-1973) et Wu Zhihui (1864-1953), disciples de Reclus et fondateurs du *Siècle Nouveau* (*Xin shiqi*) avec l'aide de Jean Grave en 1906, lui donnent un tour réso-

lument moderniste, souvent précurseur des préoccupations socioculturelles de Chen Duxiu. A Tokyo, le *Tianyi bao* (*La Justice*) de Liu Shipai (1884-1919) se réfère aux épisodes égalitaristes et au caractère agraire de l'histoire chinoise. Moderniste ou passéiste, le modèle communautaire concurrence l'étatisme de Sun Yat-sen et diffère d'une génération — jusqu'à l'après-Quatre Mai — l'implantation du marxisme. En Chine même, il a été diffusé à l'époque de la révolution anti-mandchoue par la Société pour le progrès moral (*Jindehui*) et par la Société de la Conscience (*Xinshe*) fondée par Liu Sifu (1884-1915) en 1912. Après avoir rallié aux dépens du sun-yatsénisme nombre des désillusionnés de 1913, il marginalise l'impact des fondements pluralistes de la modernité au profit d'un activisme communautaire détaché du politique et revenu de la violence terroriste suscitée avant 1911 par la volonté d'abattre l'Etat impérial : entraide kropotkinienne (*huzhu*), coopération, vie commune (*gongtong shenghuo*), union du travail et de l'étude (*gongxue*), éducation. A Pékin, Canton et Wuhan, d'actives sociétés soucieuses d'« éduquer le peuple » (*pingmin jiaoyu*) mettent en pratique les idéaux de vie commune et invitent leurs membres à aller au peuple, y compris dans les campagnes voisines. Li Dazhao lance un appel en ce sens à la jeunesse en février 1919. Qu'il se réfère à telle ou telle forme de socialisme — de Kropotkine à Tolstoï — ou de libéralisme réformiste (popularisé par des conférences de John Dewey et Bertrand Russell), cet anarcho-populisme constitue un langage et un horizon communs qui traduisent un idéal optimiste de concorde sociale évacuant les conflits et les maux propres à l'horizon politique (2).

C'est donc moins la question sociale que sa politisation qui divise l'intelligentsia à la lumière nouvelle de la révolution russe. Chen Duxiu et Li Dazhao fondent une revue plus directement engagée dans le combat politique en décembre 1918. Dès cette époque, Li s'intéresse au système marxiste tout en professant des vues anarchisantes (A. Dirlik) : une Société d'Etude marxiste est fondée à *Beida* à la fin de l'année. Hu Shi, disciple de William James, défend la cause du pragmatisme et du libéralisme. En juillet 1919, un débat retentissant

(2) Cette défiance à l'encontre du politique englobe également les adversaires traditionalistes et conservateurs du Quatre Mai : le philosophe Liang Shuming (1893-1988) propose une « reconstruction rurale » par le bas court-circuitant l'Etat central.

oppose les deux hommes : Hu préfère s'en tenir à la discussion de « questions » (*wenti*) concrètes et limitées ; Li Dazhao prétend que celles-ci ne peuvent être résolues que dans le cadre plus radical d'une transformation globale de la société suivant tel ou tel « isme » (*zhuyi*). Purement philosophique en apparence, la « querelle des *ismes* » implique un double choix : entre réforme et révolution, mais aussi entre révolution sociale autonome marquée par l'union du peuple et révolution de classe organisée dans la dimension politique selon le modèle russe. Tandis que l'aile libérale se rassemble autour de Hu Shi et de solutions réformistes (éducation populaire, coopératives), l'aile radicale se déchire à propos du deuxième choix. Ainsi apparaissent, à l'exemple de Li Dazhao et Chen Duxiu (« converti » au début de l'année 1920), les premiers « petits groupes » marxistes dont le PCC procède en 1921.

Diffusion du marxisme et fondation des partis révolutionnaires. — L'introduction du marxisme précède d'une bonne génération sa *diffusion* à l'époque du Quatre Mai. Considéré (en même temps que d'autres formes de socialisme) entre 1905 et 1907, il avait été rejeté pour cause de non-pertinence. Seul Zhu Zhixin (1885-1920), traducteur de bribes du *Manifeste communiste* dès 1906, avait montré plus qu'un intérêt épisodique : encore n'avait-il adopté Marx qu'en l'adaptant, puisqu'il faisait de la paysannerie l'essentiel du prolétariat !

Quinze ans plus tard, l'exemple russe provoque un retournement spectaculaire. Lénine, l'internationalisme et l'anti-impérialisme — l'émancipation des peuples coloniaux par la révolution prolétarienne — sont mieux reçus que Marx, qui commence à peine à être traduit. La Déclaration Karakhan (juillet 1919) soulève un enthousiasme durable au lendemain de la déception causée par l'alignement pro-japonais des Occidentaux. Le marxisme, de surcroît, se présente avec tout l'attrait conceptuel, évolutionniste et déterministe, d'une science occidentale. Mais le facteur dominant est ailleurs : face à la réussite russe, faite d'antagonismes sociaux violents et d'organisation politique, le modèle d'activisme infrapolitique et de concorde communautaire semble relever d'un monde prémoderne, dépassé. En 1921, au cour d'un long débat qui l'oppose aux anarchistes, en particulier à Qu Shengbai (1893-1973), Chen Duxiu lui reproche son passéisme et un trop grand optimisme (le peuple est révolutionnaire et

capable d'auto-organisation dans sa totalité). Ce n'est pas le peuple, ni la paysannerie, qu'il faut soulever, mais le prolétariat industriel. La mobilisation, quant à elle, ne passe plus par l'entraide et l'éducation improvisées à partir de pacifiques phalanstères, mais par une organisation politique à la mesure des moyens économiques, étatiques et militaires de l'adversaire. Oublieux de la réalité socio-économique du pays (malgré les avertissements de certains de leurs adversaires qui constatent la faiblesse des « classes » modernes en Chine), indifférents tant à l'union nationale scellée en mai 1919 qu'aux préoccupations rurales du mouvement révolutionnaire, les convertis se hâtent de traduire leurs impatiences en termes prolétariens et « russes », par l'action ouvrière et la fondation du « parti ».

Achevée seulement en juillet 1921, celle-ci résulte à la fois d'initiatives locales, d'interventions de Chen Duxiu et de son entourage à Shanghai, et d'influences extérieures relayées par le Komintern (l'Internationale communiste, fondée en 1919). Les noyaux marxisants constitués au sein des associations du Quatre Mai (dont la plupart se scindent en 1920) s'organisent en « petits groupes » (*xiaozu*) dans presque toutes les grandes villes. Celui de Shanghai est fondé en août 1920 autour de Chen Duxiu, Pékin suit en octobre avec Li Dazhao. D'autres groupes se forment à Wuhan (septembre), Canton (janvier 1921), Nanchang, Changsha, Jinan, Tianjin, Tokyo et Paris (3). Bien que l'hétérogénéité de leur recrutement reflète encore le *melting pot* idéologique du Quatre Mai, ces groupes d'intellectuels se veulent résolument *communistes* (tel est le titre d'une revue publiée par le *xiaozu* shanghaien à partir de novembre 1920). Leurs efforts de propagande et d'organisation (revues, écoles du soir, etc.) se tournent vers les faubourgs ouvriers et se consacrent au recrutement, surtout parmi la jeunesse étudiante : le Corps des jeunesses socialistes (rebaptisé Ligue de la Jeunesse communiste en 1925) est fondé à Shanghai en

(3) Riche en destins célèbres (Zhou Enlai, 1898-1976 ; Deng Xiaoping, 1904, etc.), la phalange parisienne procède du mouvement des étudiants-ouvriers (travail diligent (*qingong*) et étude frugale (*jianxue*), G. Barman, N. Dulioust, M. Levine). Mise au point par les anarchistes Li Shizeng et Wu Zhihui, la formule connaît un grand succès après mai 1919 : plus de 2 000 étudiants s'installent dans la région parisienne et à Lyon. Les groupes marxistes créés par les plus radicaux (surtout des Hunanais) fusionnent à l'été 1922 pour former une branche du PCC. *N.B.* — La chronologie de la préhistoire du PCC est confuse. Ainsi, c'est un groupe d'étude marxiste qui se forme à Shanghai en mai 1920, date souvent donnée à tort pour celle de la fondation de la première organisation communiste. Ce cénacle n'en a pas moins les activités d'un quasi-groupe (A. Dirlik, T. Saich, N. Wang).

août 1920. Ces initiatives bénéficient rapidement des premières attentions du Komintern. Plusieurs émissaires sont dépêchés en Chine afin de hâter la formation d'une « section chinoise ». Du printemps à l'automne 1920, G. Voitinsky (1893-1953) distribue conseils et subsides sans pouvoir remédier à la prolifération anarchique du mouvement. Arrivé un an plus tard (juin 1921), Hendricus Sneevliet (*alias* Hans Maring, 1883-1942) se montre plus efficace, d'autant que la nécessité d'organiser un parti « panchinois » (*quanguo*) affranchi de l'émiettement provincial commence à se faire jour. Ce parti — *Zhongguo gongchandang* (Parti communiste chinois) — est fondé par un congrès de treize délégués provinciaux réunis à Shanghai du 23 au 31 juillet 1921. Métamorphosée en militants ouvriers et internationalistes (l'adhésion au Komintern est acquise dès le I^{er} Congrès), l'extrême avant-garde des ex-pourfendeurs de Confucius (une soixantaine en tout) porte Chen Duxiu à sa tête. L'année suivante, Chen reçoit le titre de secrétaire général, qu'il conservera jusqu'en août 1927.

Bien qu'il ne souscrive guère aux illusions de l'*intelligentsia* (hormis sur le plan économique), Sun Yat-sen capte son ardeur patriotique et son désir d'organisation en reconstituant son parti : le *Zhongguo Guomindang* (Parti nationaliste de Chine) est fondé le 10 octobre 1919 outre-mer, le 9 novembre 1920 en Chine même. Seul le courant libéral ne sait pas utiliser la dynamique du Quatre Mai en créant un parti réformiste : d'ores et déjà, la situation le défavorise.

Le Quatre Mai introduit la révolution chinoise à notre monde ainsi qu'à notre temps. Il faut se garder pourtant d'exagérer son importance. Une longue fermentation intellectuelle précède l'hyperbole-éclair de la modernité, qui devance de loin les rythmes plus lents de la modernisation : dans les villes, où se heurtent mœurs anciennes et nouvelles, presque autant que dans les campagnes, où certaines des coutumes dénoncées par Chen Duxiu survivent à Mao Zedong. Reste la modernité politique qui, tout comme son prélude intellectuel, ne serait pas allée si vite si, outre, les encouragements que lui prodiguent la percée russe et la prospérité urbaine, elle n'avait été l'illusion compensatrice d'une *intelligentsia* frustrée : un mirage fortifié d'un miracle. Encore ce mirage ne va-t-il pas sans demi-teintes. La lutte des classes est un langage, une attitude, une conception *pratique* avant tout, qui n'exclut pas la persistance de liens paradoxaux avec l'« ennemi de classe » reflétant les traditions chinoises d'entraide et de négociation interpersonnelles dans la

conduite des grèves et la gestion des premiers syndicats. Les réflexions théoriques trahissent quant à elles des continuités populisantes dans la vision des classes (dépourvue de grand capital, la Chine est une « nation prolétarienne » qui pourra éviter l' « étape capitaliste »), ainsi qu'un retour des idéaux communautaires et activistes : les premiers intellectuels communistes se pensent moins comme des militants volontaristes à la Lénine, ingénieurs de luttes données dans une dynamique sociale, que comme des rebelles guidant le peuple. L'après-révolution qui verra la disparition du parti dictatorial au profit d'une « grande union » populaire est à leurs yeux un terme rapproché, dont l'immédiateté compense le détour par le politique auquel ils consentent. Avant 1919, les intellectuels radicaux tendaient à modérer leur vision des moyens révolutionnaires pour se mettre au diapason collectif des fins harmonieuses qu'ils recherchaient. L'émergence du communisme innove quant aux moyens, mais sans se détacher en profondeur de la tradition utopique et activiste. De là, pour les communistes chinois, une tension congénitale entre un étatisme contraignant et un anti-autoritarisme émancipateur qui se retrouvera dans le maoïsme, après la parenthèse d'orthodoxie introduite au cours des années 1920 par l'intervention directe des auteurs du modèle bolchevique.

Intervention utile, car s'il est fécond par ses idées, le Quatre Mai est plus stérile dans ses prolongements politiques immédiats. Obsédé du seul prolétariat, le PCC travaille à une révolution du siècle suivant ; mi-cénacle intellectuel, mi-société secrète, le *Guomindang* n'aide guère aux projets militaires de Sun Yat-sen qui avortent en 1922. Otant leurs œillères aux communistes, inculquant aux nationalistes de nouveaux principes d'organisation, Moscou et le premier Front uni transforment le paysage politique.

IV. — L'essor du premier Front uni (1922-printemps 1926)

L'intervention soviétique et la collaboration PCC-Guomindang. — Le premier Front uni (1922-1927) résulte de la convergence de trois facteurs entre l'été 1922 et le printemps 1923.

Les décisions du **Komintern** sur la collaboration tactique des PC d'Asie avec leurs « bourgeoisies nationales » (II^e Congrès, août 1920) sont réactualisées en 1922 par le Congrès des Travailleurs d'Extrême-Orient et le IV^e Congrès du Komintern

qui étendent à l'est la stratégie de Front uni arrêtée pour l'Europe en 1921. Des directives *ad hoc* (août 1922, janvier-mai 1923) font du PCC l'instrument (récalcitrant) de la première expérience de « Front uni anti-impérialiste ». Réfugié à Shanghai après avoir été chassé de Canton par Chen Jiongming, Sun Yat-sen joue la carte de l'alliance soviétique offerte par Maring (qu'il a rencontré à Guilin (Guangxi) en décembre 1921) et par A. A. Joffé (1883-1927), avec lequel il signe la célèbre Déclaration Sun-Joffé le 26 janvier 1923. Enfin, Maring vainc la résistance du PCC (août 1922) et lui impose la formule d'alliance retenue dans les négociations avec Sun (III^e Congrès du PCC, juin 1923).

Intellectuels nationalistes d'origine rurale (souvent lettrée ou aisée), les communistes se sont montrés plus royalistes que le roi Marx en défendant l'orientation exclusivement prolétarienne qui les avait séduits deux ans plus tôt. Persuadé que le morcellement et l'arriération de la Chine condamnent leur solipsisme, Maring s'est fait l'artisan lucide d'un rapprochement qu'il avait esquissé à Java dès 1916, bien avant la découverte des vertus révolutionnaires du « nationalisme bourgeois » par Lénine. Tout en guérissant la « maladie infantile » du communisme chinois, l'alliance avec le *Guomindang* stabilise la politique chinoise jusqu'alors hésitante de Moscou (elle met fin, notamment, à un « flirt » assez poussé avec Wu Peifu, connu sous le nom de « ligne d'Irkoutsk »).

Particulièrement avantageuses aux nationalistes, les structures du Front reflètent les exigences politiques de Sun Yat-sen (appuyées par Maring) en même temps que la géopolitique soviétique : Moscou admet que l'objectif de l'alliance n'est pas d'instaurer le socialisme en Chine mais de restaurer l'indépendance et l'unité du pays. Si les deux partis ne fusionnent pas à proprement parler (les communistes adhèrent à titre individuel au *Guomindang*, jurent allégeance aux Trois Principes et obéissance au parti qui les accueille), la subordination du mouvement communiste est bien réelle. A la collaboration entre partis s'ajoute un accord de gouvernement à gouvernement entre Moscou et Canton, où Sun Yat-sen s'est réinstallé en février 1923 à la faveur d'un contre-putsch. En vertu de cet accord, armes, fonds et conseillers affluent bientôt dans la grande métropole du Sud. Suivant une formule qu'on peut regarder comme l'ancêtre des interventions soviétiques dans le Tiers Monde, les mentors de Sun Yat-sen donnent à sa politique de reconquête les moyens militaires et l'assise terri-

toriale qui lui avaient fait défaut jusqu'alors. En trois années (1923-1925), Canton devient la première « base révolutionnaire » (la presse moscovite dit : « centre ») de la révolution chinoise.

Le « centre révolutionnaire » de Canton. — La réussite initiale du Front uni doit beaucoup à la diligence de ses conseillers soviétiques (les *sovetniki*). La mission civile est dirigée par Michel M. Gräsenberg — l'illustre « Monsieur Borodine » (1884-1951). La réorganisation du *Guomindang* sur le modèle soviétique est le premier succès du « La Fayette de la Chine » (Sun Yat-sen). Des communistes accèdent aux organes dirigeants du parti dont le I^{er} Congrès se tient en janvier 1924. La pénétration s'effectue surtout aux échelons intermédiaires de l'appareil nationaliste. Seconde priorité de Borodine, la mise sur pied d'une armée indépendante (l'*Armée nationale-révolutionnaire*) est l'œuvre de la mission militaire, dirigée par le général Blücher, *alias* Galen (1889-1938).

Fondée sur le modèle des « écoles de commandement rouge » créées par Trotsky durant la guerre civile russe, une Académie militaire chargée de former et d'endoctriner les officiers de la nouvelle armée est ouverte à Whampoa, non loin de Canton, en mai 1924. Spécialiste militaire de l'entourage de Sun Yat-sen, Chiang Kai-shek en prend le commandement au retour d'une mission en Union soviétique (1923). Après son retour d'Europe, Zhou Enlai en devient le commissaire politique. Les quelque 8 000 cadets instruits jusqu'en 1927 vont former l'infrastructure de l'armée nationaliste en même temps qu'une « clique » dévouée à Chiang Kai-shek. Fondé sur l'enseignement des Trois Principes, leur endoctrinement assez rudimentaire ne parvient pas à éliminer l'esprit de corps et l'allégeance au chef qui nourrissent le militarisme depuis la fin du xix^e siècle. Bien qu'il ait « converti » nombre de futurs généraux communistes (Lin Biao (1907-1971), Ye Jianying (1898-1986), etc.), Zhou Enlai ne peut contenir l'influence de son collègue. Ame de la future « clique de Whampoa », l'ascendant militaire de Chiang Kai-shek sera l'instrument de son ascension politique.

Dès 1924, à la tête des « cadets de Whampoa », Borodine et Blücher réduisent une sédition des partisans de Chen Jiongming dans Canton. En 1925, ils affermissent l'emprise du gouvernement nationaliste en chassant Chen du Guangdong et en annexant le Guangxi voisin. Disposant d'une base terri-

toriale élargie et d'une armée sûre, le mouvement révolutionnaire tient en respect les *junfa* locaux et peut envisager de s'étendre au nord au moyen de la croisade anti-militariste projetée par Sun Yat-sen. Blücher en dresse le plan dès septembre 1925. Il faudra pourtant plusieurs mois pour que la *Beifa* s'ébranle, la politique, entre-temps, reconquérant ses droits sur la guerre : le mouvement du Trente Mai 1925 élargit le champ d'action et l'audience du Front tandis que l'approfondissement social de la révolution divise la coalition cantonaise au profit de Chiang Kai-shek.

Progrès et divisions du mouvement révolutionnaire. — Troisième priorité de Borodine et nouvelle inflexion des Trois Principes que Sun réactualise en 1924 (les deux premières sont l'alliance avec Moscou et l'entente avec les communistes), l'organisation du mouvement populaire est l'œuvre surtout des communistes malgré une forte concurrence nationaliste.

En regroupant leurs efforts sur les concentrations ouvrières (Shanghai, qui rassemble le quart du prolétariat moderne en 1920; le réseau ferré, en particulier la ligne Pékin-Hankou (dite *Jing-Han*); les industries lourdes et les mines du Centre (Hanyeping) et du Nord-Est (КМА); les marins, mécaniciens et dockers (l'essentiel du prolétariat cantonais)), les militants du secrétariat du Travail (fondé en 1921 sous Zhang Guotao (1897-1979) et Deng Zhongxia (1897-1933)) ont connu un certain succès. Les grèves et les syndicats d'obédience communiste se multiplient en 1922, année « rouge » marquée par le succès d'une longue grève-boycott à Hong-Kong et Canton (janvier-mars) et par la réunion (en mai à Canton) du premier congrès panchinois des syndicats. Sans reculer dans l'absolu (elle progresse même à Shanghai parmi les postiers, les électriciens, etc., en rassemblant les organisations corporatistes et modérées), l'influence nationaliste n'en décroît pas moins au profit de la gauche communiste et anarcho-syndicaliste. Fiers de leurs progrès, les militants du PCC surnomment Anyuan, l'un de leurs bastions en Chine du Centre, le « Moscou de la Chine » : la région compte quelques centaines d'adhérents! L'erreur de perspective éclate au début de l'année 1923 lorsque Wu Peifu, passant de la tolérance à la répression, met une fin brutale à une grève des cheminots du *Jing-Han*. Le « massacre du 7 février » donne un coup d'arrêt au mouvement ouvrier alors même que Maring contraint les communistes à tenir plus grand compte du contexte politique.

La nouvelle stratégie s'avère rapidement bénéfique : le soutien politique du *Guomindang* favorise l'organisation du prolétariat cantonais; ailleurs, la question nationale entraîne la question sociale. Sensible dès 1924, le renouveau conduit à la fondation d'un Syndicat général panchinois fort de plus de 500 000 adhérents en mai 1925 à Canton. Au même moment des grèves spontanées contre les usines japonaises de Shanghai sont radicalisées par la répression de la police anglaise dans la concession internationale (30 mai). Prenant l'allure et l'ampleur d'une protestation nationale, l'agitation ouvrière s'étend aux autres couches et aux autres centres de la Chine urbaine. Peu sensible dans le Nord, ce nouveau *yundong* retombe à Shanghai dès l'automne mais ricoche dans le Sud où une grève-boycott prolongée l'entretient à Hong-Kong et Canton jusqu'à l'automne suivant. Le Mouvement du Trente Mai gonfle partis et syndicats : les effectifs du Syndicat général panchinois font plus que doubler en un an; ceux du PCC décuplent au cours de la seule année 1925.

Indifférentes aux émotions urbaines, les campagnes n'en participent pas moins à la dynamique du Front grâce aux efforts de propagande et d'organisation qu'y déploient quelques pionniers. Aspect le plus original de l'expérience cantonaise, la naissance du mouvement paysan moderne (par opposition à l'agitation rurale traditionnelle) est avant tout l'œuvre de Peng Pai (1896-1929).

Pionnier entre les pionniers, le devancier de Mao Zedong organise les premières associations paysannes (*nongminhui*) dans le district de Haifeng sur la côte orientale du Guangdong dès 1922. A partir de 1924-1925, le mouvement s'amplifie dans la mouvance cantonaise à l'abri du pouvoir révolutionnaire : les effectifs organisés dans le Guangdong atteignent 650 000 au printemps 1926. L'action clandestine des émules de Peng Pai (Mao Zedong au Hunan, Fang Zhimin (1899-1935) au Jiangxi) l'étend aux provinces voisines. Entre-temps, les stratèges de la révolution urbaine ont officialisé son prolongement rural : le *Guomindang* en renouant avec la tradition agraire du sun-yatsénisme, Moscou en calquant la révolution chinoise (dite « bourgeoise-démocratique », c'est-à-dire plus antiféodale qu'anticapitaliste), sur le modèle russe, ce qui justifie l'« alliance ouvriers-paysans » théorisée par Lénine dès 1905. Successeur de Zinoviev à la tête du Komintern et *duumvir* de Staline, N. Boukharine accentue l'inflexion paysanne de la stratégie officielle

TABLEAU V

La dynamique du premier Front uni

	<i>Guomin- dang</i>	<i>PCC</i>	<i>Jeu- nesses commu- nistes</i>	<i>Syndicat général pan- chinois</i>
1921		57		
1922		123	2 000	
Fin 1923	— 50 000			
Début 1925		1 000 (30 %)*	9 000	540 000
Fin 1925		10 000 (octobre)		
Printemps 1926		30 000 (?)	35 000	1 200 000
Fin 1926	+ 400 000			
Printemps 1927		58 000 (54 %)*		3 000 000

(* Proportion d'ouvriers dans les effectifs du PCC.)

Sources : HARRISON, *op. cit.*, p. 62-64, 86, 99 ; P. CAVENDISH, *The « New China » of the Kuomintang*, in J. GRAY (ed.), *Modern China's Search for a Political Form*, Londres, 1969, p. 140-141.

dans le cadre de la NEP qu'il relance en 1925. « Bloc de quatre classes », le *Guomindang* est censé englober aussi bien la paysannerie que les classes révolutionnaires urbaines (prolétariat, petite bourgeoisie et « bourgeoisie nationale ») (4). Le parti nationaliste est surtout l'*appareil* au moyen duquel les communistes ont mission de mobiliser les campagnes, le centre de gravité du PCC demeurant rigoureusement urbain.

(4) Pour les dirigeants soviétiques, la Chine étant « semi-coloniale et semi-féodale », la *bourgeoisie nationale* est celle qui s'oppose à l'impérialisme par nationalisme, à la néo-féodalité militariste et à la semi-féodalité foncière du fait qu'elle est bourgeoise. La *bourgeoisie compradore*, son symétrique, est celle qui collabore avec ces forces. La Chine étant entièrement capitaliste aux yeux des Opposants (Trotsky, Zinoviev, Radek) — comme la Russie le devient subitement à ceux de Lénine au printemps 1917 — ces distinctions n'ont pas lieu d'être : le *Guomindang* et la bourgeoisie sont rejetés d'emblée dans la contre-révolution, ce qui pose le problème du passage à l'« étape socialiste » (*révolution permanente*), du « double pouvoir » et des *Soviets* (réclamés à l'automne 1926). Les dirigeants chinois font écho à ces débats en se demandant quelle classe doit diriger la « révolution nationale ». Par là, ils relient intellectuellement leur action à une vision des transformations de la société au moyen des « analyses de classe » orthodoxes qui avaient fait défaut à leur conversion.

Car si les spéculations sur le rôle de la paysannerie dans la « révolution nationale » et sur la ruralisation de l'action révolutionnaire sont bien relayées en Chine — les premières par Chen Duxiu dès 1923, les secondes par Yun Daiying (1895-1931) dès 1924 —, ceux qui vont sur le terrain demeurent une poignée : équivalent paysan de l'Académie militaire de Whampoa, l'Institut du Mouvement paysan (fondé à Canton en juillet 1924) forme dix fois moins de cadres. Leur action est entravée par les thèmes nationalistes (assez indifférents aux paysans) d'un Front plus anti-impérialiste qu'anti-notables : le *Guomindang* décrète une réforme agraire fort modérée ; les propriétaires qui font allégeance à Canton sont intouchables par la grâce de leur ralliement. Jusqu'à l'été 1926, l'inertie et la modération relative de la base paysanne préviennent toute crise généralisée malgré de nombreux incidents locaux. Après l'explosion de l'automne, cependant, les trop rares cadres ruraux du PCC ne seront plus en mesure d'imposer la discipline agraire du Front.

Les bastions urbains (Shanghai, Canton) sont moins mal tenus grâce à l'évolution structurelle du PCC. Club élitiste d'intellectuels jusqu'au déferlement des années 1925-1926, le parti allège les stages (dans les Jeunesses communistes) qui filtraient un recrutement essentiellement étudiant, s'ouvre davantage aux ouvriers (dont la proportion passe de moins du tiers avant 1925 à plus de la moitié en 1927, record historique jamais approché depuis lors), et accélère la formation de ses cadres, soit à l'Université de Shanghai (*Shangda*) ouverte en 1923 sous les auspices du *Guomindang*, soit à Moscou (fondée en 1925, l'Université Sun Yat-sen accueille aussi des cadres nationalistes). Bien qu'il n'y ait guère d'unité entre le Nord inerte dirigé par Li Dazhao et l'actif Sud, dirigé par Chen Duxiu (œuvre des années 1930-1940, la centralisation du parti précède de peu la réunification du pays), le faible partenaire des années 1922-1923 est devenu sinon l'égal, du moins le rival ambitieux du *Guomindang*. Plus encore que la radicalisation du mouvement populaire, ce sont ces progrès, assortis d'un noyautage méthodique, qui dressent la droite nationaliste contre l'alliance conclue en 1922-1923.

Sun Yat-sen parvient à maintenir l'équilibre mais la crise de succession ouverte par sa mort (12 mars 1925) précipite l'affrontement. Les partisans de l'alliance ou *aile gauche* se rassemblent derrière Liao Zhongkai (1878-1925) et Wang Jingwei (1883-1944). Malgré l'assassinat de Liao (août 1935), la droite,

menée par deux théoriciens ultra-nationalistes (Dai Jitao, 1891-1949, et Hu Hanmin, 1879-1936), est vaincue lors du II^e Congrès du *Guomindang* (janvier 1926), qui conforte Wang Jingwei et consolide les positions communistes. C'est alors que Chiang Kai-shek — que la faveur de Moscou fait passer pour l'arbitre des factions — s'impose par un coup de force (20 mars 1926). Faisant la politique de la droite sans la droite, l'homme de l'armée épure le *Guomindang*, musèle les syndicats, écarte Wang Jingwei et s'arroge le commandement en chef de l'Expédition du Nord, dont il décrète le déclenchement immédiat.

Sourds aux avertissements des communistes qui voient dans Chiang un nouveau Yuan Shikai (Trotsky, quant à lui, crie au bonapartisme), Staline et Boukharine s'inclinent. D'ores et déjà, le Front n'est plus que l'habillage commode d'une alliance cynique avec le nouveau César chinois. Mais en dépit des concessions que lui font ses alliés, ce facteur imprévu va s'avérer aussi incontrôlable que celui qui surgit dans les campagnes quelques mois plus tard. Le Front uni se disloque en 1927 sous l'effet d'une révolution éclatée.

V. — La révolution éclatée (juillet 1926-juillet 1927)

Croisade militaire, révolution agraire : à partir de l'été 1926, le mouvement révolutionnaire découvre la formule peu orthodoxe qui lui donnera la victoire vingt ans plus tard. Mais au lieu de remédier aux insuffisances de ses prodromes urbains, ces ajouts tournent à sa confusion. Avec la bourgeoisie (infidèle au mythe de la « bourgeoisie nationale » forgé par Moscou), les villes se dérobent et s'avèrent d'ailleurs aussi enclavées sur le plan politique que sur le plan économique (ce qui réduit l'effet du soutien prolétarien). La victoire militaire échappe aux communistes au profit d'une entreprise de restauration nationale *sans révolution* menée à bien par Chiang Kai-shek. Les fureurs paysannes les débordent au point qu'ils s'en désolidarisent avant d'être écrasés en même temps qu'elles. Imposé par Moscou, le maintien de l'alliance avec le *Guomindang* n'avantage que les adversaires de la révolution sociale. Était-ce l'inavouable objectif des maîtres du Kremlin, comme Trotsky et H. Isaacs (dans *La Tragédie de la révolution chinoise*) l'ont prétendu ? Ou bien l'échec de la « répétition générale » chinoise — quel qu'ait été le cynisme de ses

responsables moscovites — trahit-il la faillite d'un modèle stratégique trop esclave d'une fallacieuse équivalence de la Chine avec l'Occident ?

Victoire militaire et dérapage paysan.) — Déclenchée en juillet 1926, l'Expédition du Nord conquiert le Hunan dès juillet, le Hubei en août, Wuchang le 10 octobre. Facilitée par le soutien de la paysannerie et le ralliement de nombreux *junfa* locaux, la progression cesse alors en raison des conflits qui divisent les vainqueurs. Désireux d'en découdre au plus vite avec Zhang Zuolin en profitant des bonnes intentions de Feng Yuxiang, Borodine préconise en vain la poursuite de l'offensive sur Pékin : Chiang Kai-shek, qui a fait route à travers le Jiangxi, se porte sur Shanghai après avoir chassé Sun Chuanfang de Nankin (mars 1927). La rupture devient virtuelle au cours de l'hiver entre le Bas Yangzi que lorgne le généralissime et le Moyen Yangzi où Borodine rassemble les adversaires de Chiang (gauche nationaliste et PCC) dans un gouvernement de coalition installé à Wuhan (décembre 1926). Ce « gouvernement de Wuhan » jouit du soutien moins révolutionnaire qu'anti-Chiang de Feng Yuxiang et des généraux du Centre. Wang Jingwei en prend la tête au printemps 1927.

Embrasant les campagnes conquises, l'arrivée des troupes nationalistes et l'installation des nouvelles autorités jouent le rôle d'un *multiplicateur* : dès que le pouvoir change de mains, les paysans adhèrent en masse aux associations, dont le nombre et les effectifs augmentent subitement au Hunan et au Hubei, le total sur l'ensemble de la Chine (mais l'essentiel est concentré dans le Centre) dépassant 9 millions au printemps 1927, soit trois fois plus que les effectifs syndicaux. Ailleurs, les campagnes ne bougent guère, sauf au Henan où les Piques Rouges les mobilisent. Sans plus se soucier de la couleur politique des autorités (ni des liens des notables avec elles : comme 75 % des ex-cadets de Whampoa, la plupart des officiers sont issus de la *gentry* rurale), les paysans prennent les armes, la terre, et s'en prennent — violemment — aux propriétaires fonciers. « La révolution n'est pas un dîner de gala » jubile Mao Zedong dans le *Rapport d'enquête sur le mouvement paysan dans le Hunan* (mars 1927) qui magnifie une force aussi résolue et plus puissante que celle du prolétariat urbain.

Si la révolution agraire enthousiasme Mao et une petite

minorité de radicaux, sa spontanéité effraie les dirigeants soviétiques et ceux du PCC, car elle rend le mouvement incontrôlable. L'essentiel des quelque 60 000 militants communistes s'affaire à la révolution urbaine. Vingt ans et une révolution mentale plus tard, le rapport organisationnel avec la révolution rurale sera rigoureusement inverse, l'« instrument révolutionnaire » encadrant, guidant et défendant les campagnes. En 1927, l'intervention tardive et brouillonne des Jeunesses communistes ne fait qu'ajouter à la confusion. Et si la révolution paysanne est trop radicale pour se discipliner d'elle-même, elle est aussi trop localisée pour dispenser Moscou d'avoir recours au *Guomintang* et aux armées afin de mener à bien la révolution *en général*. Peau de panthère que la répression a tôt fait de réduire en peau de chagrin, elle est l'antithèse de ce que sera la révolution rurale méthodiquement encadrée et élargie des années 1940.

La crise du Front uni. — Le dérapage paysan de l'hiver et du printemps 1927 ruine l'équilibre social du Front. Après avoir condamné les « excès » du mouvement paysan (octobre 1926), l'Internationale impose au PCC le maintien de l'alliance assortie d'une réforme agraire *via* le *Guomintang* (VII^e plénum du Comité exécutif, novembre-décembre 1926). Contrairement au vœu de l'opposition trotskyste (et de nombreux communistes chinois), le « double pouvoir », les Soviets sont proscrits. En lui confiant l'impossible mission de concilier révolution et collaboration, Moscou place le PCC dans l'intenable situation de Kerensky. Rétrospectivement suicidaire, cette décision découle d'un calcul froidement réaliste : confrontés à l'émergence de deux forces qui écartèlent leur schéma, les dirigeants soviétiques choisissent d'apaiser la militaire en restreignant la paysanne. Ils espèrent que la première, au moins, peut faire avancer la révolution vers une issue globale et rapide conforme à l'objectif initial : l'unification de la Chine sous un gouvernement « ami » rompant l'isolement soviétique et ouvrant la voie à une seconde étape, socialiste quant à elle, et œuvre du PCC. Ils se flattent de contenir la seconde sans s'apercevoir (ou sans vouloir s'apercevoir) qu'ils n'ont pas les moyens organisationnels de substituer une réforme décrétée et policée d'*en haut* à la révolution anarchique de la *base*. Le maintien du Front traduit à la fois la permanence de ses objectifs politiques (pour Moscou), la reconnaissance implicite de ses

insuffisances stratégiques sur le plan militaire et le durable aveuglement rural de ses auteurs. Si bien que l'échec ne provient pas directement de la collaboration, mais de l'incapacité où Moscou s'est trouvé de la faire durer : faute d'une meilleure organisation rurale et d'une solution de rechange militaire plus viable que celle de Wuhan, le double pari sur le *containment* du césarisme et sur la modération agraire n'a pu être tenu, le sacrifice implicite de la révolution paysanne n'a pas évité la contre-révolution militaire.

A Moscou, le défi trotskyste contraint le Komintern (Boukharine en tête) à tenir un *double langage* (surtout agraire), de plus en plus radical et de plus en plus irréal à mesure que l'échec se précise sur le terrain. En Chine, où Borodine a les coudées plus franches, le mouvement paysan est sacrifié sans vergogne au sacro-saint impératif des alliances militaires. Promu « coolie de la révolution », le PCC n'élude l'extrémisme-Charybde qu'en tombant dans la soumission-Scylla. Mais les concessions, contre lesquelles se dresse une opposition de jour en jour plus nombreuse (où figurent les futurs dirigeants du Parti : Qu Qiubai, 1899-1935; Li Lisan, 1899-1967; Zhang Guotao; Cai Hesen (1890-1931); Mao Zedong...), n'évitent pas la confrontation et laissent aux partenaires l'avantage tactique de la rupture.

Rupture à Shanghai, rupture à Wuhan. — Le mouvement populaire n'est pas moins actif dans les villes que dans les campagnes mais, mieux encadré, il s'en prend uniquement aux ennemis *extérieurs* du Front : étrangers (incidents de Hankou, Jiujiang, Nankin); militaristes : Shanghai se soulève à trois reprises (octobre 1926, février et mars 1927) contre Sun Chuanfang. Pourtant, si la modération communiste (imposée par Moscou) et la discipline ouvrière évitent tout dérapage urbain, elles ne peuvent enrayer la dérive césariste. A Shanghai, qui lui est livré par l'insurrection victorieuse du 22 mars, Chiang Kai-shek prépare (en liaison avec l'étranger, la haute banque et la pègre) la rupture qui doit le délivrer d'une alliance devenue contraire à son grand dessein, à l'heure même où Staline se vante de « presser le citron » nationaliste jusqu'au dernier pépin (5 avril). Commencé à l'aube du 12 avril, le « nettoyage » de Shanghai fait plusieurs milliers de victimes. Toile de fond de *La Condition humaine* d'André Malraux, l'épuration anti-communiste se reproduit dans toutes les villes contrôlées par le généralissime. Mis

hors la loi par Wuhan, Chiang établit son propre gouvernement à Nankin (18 avril).

Chiang Kai-shek ayant visé la tête urbanisée, Borodine, qui campe au cœur de la révolution paysanne, est chargé d'actionner le « levier agraire » : le désastre de Shanghai contraint Moscou à traiter une simple dispersion géographique comme un approfondissement social et stratégique de la révolution. Mais le chef d'orchestre du « chaos wuhanais » ne songe, dans les faits, qu'à désamorcer la bombe paysanne. Le V^e Congrès du PCC (avril-mai 1927) décrète un partage sélectif des terres (dit « confiscation politique ») exemptant les domaines appartenant aux officiers, à leur famille ou à leur clan. La paysannerie, toutefois, ne se sacrifie pas avec la discipline résignée des martyrs shanghaiens : le débordement continue jusqu'à ce que l'armée écrase le mouvement agraire (mai-juin). Cédant à sa pression, Wang Jingwei chasse *sovetniki* et communistes à la mi-juillet. La voie est ouverte à un rapprochement Nankin-Wuhan, à la reprise de la *Beifa*, à la réunification de la Chine et à une répression anticommuniste généralisée. Le PCC perd ses militants par milliers, l'armée et les villes, tandis qu'un morne silence s'abat sur les campagnes où se dispersent les survivants (chap. V).

Comme **une revanche de la Chine profonde** sur la trop mince ouverture du Quatre Mai, deux forces irrésistibles, surgies de la réalité sous le modèle, ont fait échouer la révolution urbaine — la révolution des illusions de la modernité. La *victoire de Chiang Kai-shek* n'est pas plus celle des villes que celle de la bourgeoisie (cf. chap. IV). La *défaite communiste* traduit la rébellion des conditions « objectives » mais aussi la défaillance des révolutionnaires : la faillite organisationnelle de la révolution urbaine dans l'armée et dans les campagnes autant que l'étroitesse géographique et la minceur de ses assises sociales. Qui en porte la responsabilité ? Moscou dénonce et démet (pour opportunisme) les dirigeants du PCC. Comme Trotsky, beaucoup d'historiens blâment l'union, c'est-à-dire Moscou. Sans doute l'obstination soviétique a-t-elle favorisé la mainmise du *Guomindang* et des généraux sur la stratégie révolutionnaire et sur le PCC. Mais la condamnation doit se nuancer d'attendus. *Chronologiques* tout d'abord : la collaboration finit par engloutir une révolution qu'elle a tout d'abord nourrie en améliorant radicalement les structures et la stratégie des partis révolutionnaires

(C. M. Wilbur). *Stratégiques* ensuite : le maintien de l'alliance dans la tourmente de 1926-1927 tend à pallier l'insuffisance pressentie du modèle. Tout en se défendant d'attenter aux principes (la contestation trotskyste encourage la raideur dogmatique), Moscou procède aux ajustements nécessaires, mais sans plus de moyens que d'imagination. Aux mythes primaires (et d'ailleurs vite dépassés dans les faits) de la métamorphose sociale du nationalisme et du lien *développé* entre les bastions capitalistes de la côte et ceux du mouvement paysan dans l'intérieur (comme si les villes, la bourgeoisie et l'Etat avaient *déjà* accompli leur mission d'intégration du champ social et du cadre politique) s'ajoutent les fantasmes secondaires du pilotage agraire et de la ductilité militaire. Rien n'est fait pour doter le PCC des instruments (armée, organisation rurale) qui lui eussent permis de tenir le pari de la modération et — *ou* — de lutter à armes égales avec ceux que Moscou avait armés et organisés. L'armement des paysans et le repli rural ne sont envisagés qu'en toute dernière extrémité (télégramme du 1^{er} juin 1927), lorsqu'il est trop tard : ces solutions, qui inspireront les insurrections de l'été 1927 en guidant les premiers pas ruraux du maoïsme (cf. chap. V), ne sont que la rançon verbale et antitrotskyste de l'impréparation, du chaos et de l'échec. Compte tenu de l'évolution du facteur national (avec l'invasion japonaise), toute l'invention et toute la réussite maoïstes du second Front uni (1937-1945) consisteront à rejouer un scénario identique (jusque dans sa modération agraire) dans un décor socio-économique inchangé, mais en donnant le premier rôle aux communistes et en transposant la scène dans les coulisses rurales et militaires de la Chine urbaine.

CHAPITRE IV

LA RÉACTION NATIONALISTE (1927-1937)

Au cours des dix années (la « Décennie de Nankin ») qui précèdent l'invasion japonaise, Chiang Kai-shek s'efforce avant tout d'unifier sa conquête. Mais le régime nationaliste ne réagit pas seulement contre la désintégration de l'Etat. Autoritaire et conservatrice, la dictature de Chiang est aussi réaction sociale et idéologique. La prise en charge de la Chine profonde se solde par la victoire de l'ordre établi sur l'héritage révolutionnaire, d'autant que les tentatives de modernisation économique demeurent insuffisantes.

I. — Les limites de la restauration nationale

Après avoir refait l'unité du *Guomindang*, Chiang Kai-shek parachève la *reconquista* nationaliste sous les murs de Pékin (rebaptisé Beiping, paix du Nord) en juin 1928. Il s'en faut pourtant que le gouvernement central, installé à Nankin, impose son autorité à l'ensemble des provinces. Trois obstacles s'opposent à son action unificatrice : surtout sensible au lendemain de la *Beifa*, la *persistance du militarisme* cède la vedette à la *dissidence communiste* au milieu des années 1930, tandis que l'*agression japonaise* souligne la faiblesse chronique d'une nation imparfaitement reconstruite.

Persistance du militarisme. — La conquête nationaliste n'a pas éliminé les *junfa*, elle les a absorbés. En 1928, cinq groupes militaires se partagent l'essentiel de la Chine. Chiang Kai-shek domine le Bas Yangtzi, Feng Yuxiang le Nord-Ouest et la Grande Plaine, Yan Xishan « son » Shanxi, Zhang Xueliang (fils et successeur de Zhang Zuolin) la Mandchourie, Li Zongren, Bai Chongxi et la Clique du Guangxi la Chine du Sud. La périphérie demeure la proie d'un militarisme local irréductible (Sichuan) ou regarde vers l'étranger (tel le Xin-

jiang, vers l'URSS). L'autorité gouvernementale n'excède guère la zone administrée par Nankin. Militarisme et régionalisme persistent avec tous leurs maux : dévolu aux provinces en 1929 (en échange du ralliement des *junfa* suivant un compromis conclu pendant la *Beifa*), l'impôt foncier s'alourdit sans retenue, le gouvernement central n'étant pas en reste pour multiplier les surtaxes dans son propre domaine; les revenus fiscaux sont accaparés à la source; les autorités locales se désintéressent du problème communiste (ou du banditisme) dès qu'il n'est plus de leur ressort; la guerre, la ruse et l'intimidation gouvernent les rapports entre satrapes. De crise en crise, parce qu'il sait utiliser ces moyens avec une habileté consommée, Chiang Kai-shek parvient non pas à extirper le militarisme, mais à le dominer, à la façon de Yuan Shikai.

Gouvernant tout d'abord avec Hu Hanmin et la droite nationaliste, il réduit une rébellion méridionale déclenchée par la Clique du Guangxi en 1929 et doit faire face, presque aussitôt, à une coalition Feng Yuxiang - Yan Xishan dans le Nord. La menace est d'autant plus grave qu'elle coïncide avec la scission d'une faction du *Guomindang* (dite des Réorganiseurs) dirigée par Wang Jingwei et Chen Gongbo (1892-1946). Après avoir fondé un gouvernement séparatiste à Pékin (été 1930), les rebelles sont vaincus au terme d'une guerre courte mais plus meurtrière que celles de l'ère militariste proprement dite. Rallié à Chiang après l'avortement d'une nouvelle tentative dans le Sud en 1931, Wang Jingwei est premier ministre (chef du *yuan* exécutif) de 1932 à 1935. Les conflits armés cèdent alors la place à un *modus vivendi* : tout en conservant une certaine autonomie, les provinces font allégeance à Nankin. Deux ultimes crises ébranlent l'unité, au Fujian (novembre 1933 - janvier 1934) et au Guangdong (juin-septembre 1936). Mais pacifiés (également achetés et menacés pour l'occasion), les autres *junfa* ne bougent pas. La Longue Marche (1934-1935) permet aux armées gouvernementales d'intervenir à la périphérie : le Sichuan se rapproche du pouvoir central... avant que celui-ci ne vienne s'installer à Chongqing (à la fin de l'année 1938).

La dissidence communiste (chap. V) n'est pas seulement un problème social : retranchée au Jiangxi, elle devient un *problème territorial* grossi par les crises de 1929-1930, qui donnent aux Soviets le temps de se consolider. Chiang Kai-shek, de son côté, ne la conçoit pas non plus comme un défi

social mais comme une menace pesant sur l'unité nationale, passible de solutions militaires et d'une contre-offensive idéologique qui évitent de réformer la société. L'apparente victoire de ces moyens en 1934 (les communistes sont chassés du Jiangxi) ne fait que déplacer le problème vers le nord-ouest (au terme de la « Longue Marche »). Guerre civile ou guerre sociale, l'essentiel de l'énorme budget militaire (40 % des dépenses gouvernementales entre 1928 et 1937) est absorbé par les opérations de « pacification ».

Temporisation extérieure. — La priorité accordée à la lutte anti-communiste conduit à l'apaisement externe vis-à-vis du Japon, et l'apaisement à la remise en cause de l'intégrité nationale. Annexée à la suite du « coup de Moukden » (septembre 1931), la Mandchourie est transformée en protectorat du Manchukuo (Manzhouguo, mars 1932) sous le règne Kangde (mars 1934-1945) de l'éternel Puyi. Après une attaque surprise sur Shanghai (janvier 1932), l'armée nipponne, qui s'est également imposée en Mongolie intérieure, exerce une pression constante au nord de la Grande Muraille. A partir de 1933, cette limite est transgressée; les provinces du Nord (Hebei (ex-Zhili), Shandong, Shanxi) sont investies. L'incident du Pont Marco-Polo (juillet 1937) sert de prétexte à l'invasion. Tout occupé à exterminer les « bandits rouges », Chiang temporise jusqu'en 1936, cédant de l'espace afin de gagner du temps. Le généralissime est farouchement patriote, mais l'archaïsme de sa démarche (empruntée aux priorités de l'époque des Taiping et de l'Ouverture : *an'nei, rangwai*, pacification interne d'abord, résistance externe ensuite) l'oppose à l'opinion publique impatiente des villes et à certains secteurs de l'armée. L'opposition patriotique donne prétexte à la rébellion du Sud pendant l'été 1936 et suscite l'« incident de Xi'an » (décembre 1936) qui provoque un retournement décisif et la conclusion du second Front uni avec les communistes (voir chap. VI).

Le rétablissement nominal de l'unité en 1927-1928 et la détermination du nouveau gouvernement accélèrent la révision des traités inégaux, en sommeil depuis les années 1920. Chiang Kai-shek, aux yeux duquel les traités sont responsables de tous les maux (y compris du communisme chinois : ce sera la thèse du *Destin de la Chine*, publié en 1943), obtient la rétrocession de quelques concessions, recouvre l'autonomie douanière en 1928-1930, mais les privilèges d'ex-

territorialité ne seront abolis qu'en 1943. L'indépendance de la Chine n'est pas plus achevée que son unité lorsque l'invasion japonaise remet tout en cause à l'été 1937.

II. — Le retour au passé

La réaction sociale ne se limite pas à la lutte anti-communiste. Oubliant la vocation réformiste que Sun Yat-sen lui avait assignée, le *Guomindang* s'embourbe dans un conservatisme étroit doublé d'une franche réaction idéologique. Tout comme la dictature de Yuan Shikai avait provoqué l'échec du réformisme dans les années 1910, celle de Chiang Kai-shek entraîne l'avortement du nationalisme révolutionnaire dans les années 1930.

L'évolution du *Guomindang* traduit bien cette rupture avec la révolution. Investi de pouvoirs dictatoriaux en vertu de la *tutelle* politique qu'il exerce (suivant les conceptions de Sun devenues la loi de Nankin), le Parti est incapable de prendre la relève des armées dans l'œuvre de reconstruction nationale. Prolongée en 1928, la sanglante épuration de 1927 l'a dévitalisé. Ses effectifs (portés à 650 000 en 1929) perdent tout caractère révolutionnaire en devenant le reflet inerte du pouvoir : la grande majorité des *danghu* (cadres nationalistes) sont des militaires, des fonctionnaires et des policiers. Dans la faible mesure où il représente la société plutôt que l'Etat, le Parti s'ouvre moins aux milieux d'affaires qu'aux professeurs et aux étudiants. Dans les campagnes, il n'est souvent représenté qu'au chef-lieu du district par le fonctionnaire du gouvernement, et seulement dans les provinces dépendant de Nankin (soit, au départ, le Bas Yangzi).

L'étatisation d'un parti unique n'est pas propre à la dictature nationaliste, mais celle qui stérilise le *Guomindang* prend l'allure ouverte d'un véritable retour *du* passé. Déferlant sur Nankin (à l'Expédition *militaire* vers le Nord, qui ne résorbe pas le militarisme, succède une « expédition bureaucratique vers le Sud » qui, elle, absorbe l'administration), la bureaucratie pékinoise lègue au nouveau régime les maux de l'ancien : corruption, népotisme, clientélisme, incompétence, lenteur, inefficacité... En dépit de rituelles dénonciations, le régime tolère les abus.

Malgré d'interminables débats sur l'organisation du Parti et la constitution de l'Etat, la vie politique, hautement factionnalisée, se résume à la lutte des clans (centrés sur les organes du

Parti, de l'administration ou de l'armée, mais plus encore sur les principaux notables du régime). Chiang Kai-shek ne s'impose à ses rivaux (Wang Jingwei, Hu Hanmin) qu'en raison de la prépondérance des cliques qui le soutiennent : celle de Whampoa assure le contrôle de l'armée; celle du cc, autour des frères Chen, Lifu (1900-) et Guofu (1892-1951), dispose de la sécurité et de l'organisation. Les fascinantes « Chemises bleues », émanation de la clique de Whampoa lors de leur création en 1931, font régner la terreur et le culte du chef sous Dai Li (1895-1946), patron redouté des services spéciaux (*tewu*). Chiang Kai-shek ne deviendra *zongcai* (directeur général) du Parti qu'en mars 1938 : la guerre seule assure le triomphe juridique de l'autoritarisme sur la lutte des factions.

Le renforcement de la dictature et l'impéritie bureaucratique, plus que le problème social, suscitent une *opposition démocratique* qui est réprimée presque aussi sauvagement que la rébellion communiste. L'arsenal légal est perfectionné à cet effet (loi sur la presse, décembre 1930). Le plus souvent, les formations et personnalités de l'opposition sont tout bonnement intimidées ou éliminées, ceci contribuant à cela. C'est ainsi que Deng Yanda (1896-1936), fondateur du Tiers Parti (*Disandang*), est exécuté par les « Chemises bleues ». Le secrétaire général de la Ligue chinoise pour la protection des droits civiques connaît le même sort en juin 1933. La répression s'en prend aussi (quoique plus doucement) aux cliques rivales. Celle de Wang Jingwei, qui se prétend à gauche du régime, protège néanmoins certains pans du mouvement syndical. Seules quelques personnalités prestigieuses (comme Cai Yuanpei, Hu Shi ou bien Song Qingling (1890-1981), veuve de Sun Yat-sen, belle sœur de Chiang et future vice-présidente de la République populaire de Chine) osent élever la voix. La critique se réfugie dans la fronde intellectuelle, la satire (c'est la spécialité du *Dagongbao*, L'Impartial) ou dans l'étude en profondeur des tares de la société : sociologues et anthropologues font le procès indirect de la faillite rurale du gouvernement (*infra*). Bien que l'opposition interne et externe au *Guomindang* et à Chiang Kai-shek ne désarme pas, le courant libéral ne parvient pas à s'affirmer. Il faut attendre 1935 pour que l'opposition se renforce et se rassemble autour du thème patriotique (chap. VI).

Par inertie, par impuissance, mais aussi par sa volonté propre, le régime s'enlise dans l'ordre établi. Décrétée en 1930,

la réforme agraire n'est pas appliquée. Le pouvoir, en revanche, s'appuie sur les notables même si, dans les provinces qui sont de son ressort direct, il s'efforce d'élargir ses prérogatives locales au risque, déjà couru par Yuan Shikai et maints *junfa*, de mécontenter la *gentry*. Suivant certains analystes (P. Kuhn), cette divergence était grosse d'un conflit majeur — si la guerre ne l'eût fait passer au second plan en suspendant toute velleité de construction étatique (L. Eastman). Le rétablissement du système (rural) de police et de responsabilité collective (*baojia*) est surtout destiné à la lutte anticomuniste. Lorsque les communistes sont délogés des campagnes du Guangdong (en 1928) et du Jiangxi (en 1934), les terres qu'ils avaient distribuées aux paysans sont restituées aux propriétaires fonciers. L'idéologie officielle, au reste, met l'accent sur la collaboration du pouvoir central avec les élites locales à travers l'exemple de Zeng Guofan (cf. chap. I^{er}).

Plus que la révérence rituelle au sun-yatsénisme (dépouillé de ses velléités socialisantes), plus que la référence fasciste et qu'un discours économique et institutionnel volontiers moderniste et américanophile, le retour à la tradition marque la Décennie de Nankin dans l'ordre idéologique. Ayant la faveur de Chiang Kai-shek (qui se réfère à Zeng Guofan), le *revival* confucéen influence le *mouvement pour la vie nouvelle*, mélange traditionaliste d'éthique et d'étiquette destiné à contrer le communisme dans le Jiangxi (à partir de 1934) puis dans le pays tout entier. L'orientation du régime ne méconnaît pas seulement les « grands problèmes de l'heure » (L. Bianco) : elle l'écarte de la frange la plus modernisée de la société chinoise et jette une ombre sur sa politique de modernisation économique.

III. — Une modernisation superficielle

La croissance du secteur moderne s'est poursuivie après la crise des premières années 1920 et malgré l'impact de la Grande Dépression, retardé, il est vrai, par la forte dépréciation de l'argent qui équivaut à une dévaluation et encourage les exportations chinoises. Bien qu'inférieur aux rythmes endiablés de l'*âge d'Or*, le taux annuel de croissance industrielle dépasse 6 % de 1926 à 1936 (7,6 % en comptant la Mandchourie) (J. Chang). Le textile, notamment les cotonnades (Shanghai, Tianjin, Qingdao) entraîne la progression. A partir de 1927, la Chine exporte plus de filés de coton qu'elle n'en

importe; en 1936, la production chinoise n'est pas loin d'égaliser celle du Japon. Les transports ont suivi cette croissance : le réseau ferré double pratiquement entre 1927 et 1938; 82 000 km de voies modernes s'ajoutent au réseau routier (au lieu de 28 000 dans les six années qui précèdent la période). Mais la plupart des travaux obéissent à des fins stratégiques (l'équipement du Centre doit beaucoup au blocus anti-communiste) ou sont concentrés dans le Nord, en particulier en Mandchourie (environ le tiers du réseau ferré). Les communications modernes ne désenclavent pas les campagnes où leur construction n'a souvent fait qu'ajouter de nouvelles corvées et de nouveaux impôts.

L'exemple des transports montre en effet que les chiffres de la croissance masquent une autre réalité : celle d'une économie corsetée, exploitée par le pouvoir politique et circonscrite par le sous-développement. Rapporté à son contexte dualiste, le secteur moderne (défini au sens le plus large : industries, mines, transports, commerce, finance, construction) ne représente que 12,6 % du PNB estimé pour 1933 par T. C. Liu et K. C. Yeh. La production industrielle moderne (*stricto sensu*) n'en représente que 2,2 % (1,4 % pour les transports), soit une part inférieure à celle des dépenses gouvernementales (2,8 %) et, bien sûr, à celle du secteur agricole, de loin le plus important (65 %, proportion équivalant à celle du Japon pré-industriel d'avant le *Meiji*, l'ensemble des activités traditionnelles (avec l'artisanat) avoisinant 80 %). Au déséquilibre structurel s'ajoute une disparité géographique non moins caractéristique du sous-développement, qui est encore sensible de nos jours : le secteur moderne est confiné à quelques régions (celle de Shanghai, la Mandchourie) et à quelques villes. Bien que les liens avec l'*hinterland* se soient tissés en tous sens (la crise rurale de 1931-1935 affecte durement l'économie shanghaienne), l'étroitesse et la fragilité du marché intérieur limitent les possibilités d'expansion, qui dépendent surtout de la conjoncture internationale.

Sensible tant dans les structures que dans la géographie de la modernisation, la domination étrangère, apparemment résorbée au cours des années 1930 par la croissance du capitalisme national (18,8 % de la production industrielle, sans compter, il est vrai, la Mandchourie passée dans l'orbite japonaise), est surtout invisible (63 % des investissements totaux), concentrée dans quelques secteurs clés (chemins de fer, contrôlés directement ou indirectement à

hauteur de 90 %, mines, électricité, etc.) et maîtresse absolue des échanges extérieurs (financés à 90 % par les capitaux étrangers), qui sont l'apanage durable des grandes maisons fondées au XIX^e siècle. L'évolution de ces échanges, chroniquement déficitaires et déséquilibrés, trahit aussi l'arriération de l'économie : l'exportation de matières premières (le soja, surtout mandchou, a détrôné la soie et le thé dès longtemps en déclin) ne compense pas les importations de produits manufacturés. Seule exception notable, l'exportation des filés de coton est d'une extrême sensibilité conjoncturelle.

De booms en dépressions, le capitalisme chinois n'a pas guéri l'archaïsme et la faiblesse chronique de ses structures. Hostile ou parasite, l'Etat, défaillant depuis la fin du XIX^e siècle, ne l'a pas aidé à surmonter son handicap externe tandis que le naufrage militariste multipliait les obstacles internes. Après 1927, l'interventionnisme appuyé du nouveau régime n'est guère moins néfaste.

L'action économique du gouvernement. — L'abolition des octrois (*lijin*) en 1931, l'uniformisation des poids et mesures (le système métrique est adopté en 1930) et la réforme de la monnaie (1933-1935) contribuent à l'unification du marché. Mais tout comme leurs devancières des années 1901-1910 (p. 29), les réformes s'enlisent dans la bureaucratie nankinoise, se heurtent aux particularismes et n'affectent guère le monde rural. Au surplus, les moyens sont étroitement limités : les dépenses militaires et le service de la dette immobilisent une proportion énorme (presque les trois quarts) du budget. L'entretien de la machine militaire contrarie les velléités de modernisation économique. Amenuisée par les limites du contrôle gouvernemental sur les provinces, la fiscalité, surtout indirecte et alimentée par la paysannerie (1), ne parvient pas à résorber un déficit endémique. Après avoir rançonné les capitalistes shanghaiens à l'époque de la *Beifa*, le régime recourt à l'emprunt. Cet expédient stérilise le marché financier en encourageant la spéculation sur les bons émis par le gouvernement au détriment de l'investissement productif. La réorganisation monétaire et bancaire de 1935, qui place le système de crédit sous le contrôle de l'Etat, aggrave la situation : les quatre établissements auxquels le monopole d'émission est

(1) La gabelle, recouvrée, est centralisée ; l'impôt sur le revenu (destiné à taxer les élites urbaines) n'est décrété qu'en 1936.

désormais restreint deviennent aussi les principaux bailleurs de fonds du gouvernement, ce qui concentre le parasitisme et la spéculation entre les mains d'une oligarchie politico-financière (2). La réforme, en outre, porte en germe l'hyperinflation des années 1940 (cf. chap. VI). Le régime malmène moins la *gentry* rurale qu'il n'exploite la bourgeoisie urbaine au moyen de l'« économie dirigée » (*tongzhi jingji*). Réprouvé par l'opinion libérale, copieusement dénoncé par les communistes, ce capitalisme d'Etat (« bureaucratique » dans le vocabulaire communiste) n'est pas sans évoquer les vieux démons du *guandu shangban* malgré le renouvellement des hommes et des idées qui font miroiter à travers lui le modernisme du régime, en particulier aux Etats-Unis.

La société urbaine est donc loin d'avoir trouvé en Chiang le modernisateur que les élites bourgeoises, réduites à l'impuissance économique et politique faute d'une structure étatique moderne, avaient appelé de leurs vœux. Elle n'en poursuit pas moins l'évolution que l'anarchie militaire elle-même n'avait pu interrompre. Les intellectuels en constituent l'avant-garde : essentiellement urbaine, la population scolaire, parmi laquelle lycéens et étudiants ne représentent qu'une faible proportion, est de peu inférieure à 20 millions en 1936. Fidèle aux idéaux du Quatre Mai, l'*intelligentsia* va au-delà des réformes mesurées (famille, mariage) édictées par le gouvernement, tandis que la bourgeoisie des hommes d'affaires et des « cols blancs » se montre plus réservée. Le monde ouvrier, quant à lui, en dépit d'une agitation soutenue, surtout à Shanghai, évolue fort peu dans le domaine des mœurs et des modes de vie (A. Roux).

Tête hypertrophiée de la Chine urbaine (avec 50 % des industries modernes, 46 % des investissements étrangers, presque 45 % du commerce extérieur et près de la moitié du parc automobile), Shanghai est une métropole proliférante (3,5 millions d'âmes en 1934) et l'un des premiers ports du monde. Derrière le décor *kitsch* et délétère que lui vaut la concentration de tous les « commerces d'Occident » (Malraux) — on évalue à presque 50 000 le contingent des prostituées blanches, sans compter les « irrégulières et les demi-

(2) Proche de Chiang Kai-shek, comme les cliques de Whampoa et du CC (qui dominent, respectivement, la Banque des Paysans et celle des Communications) et quelques « grandes familles », tels les Song (Banque de Chine) et les Kong (Banque centrale). H. H. Kong et T. V. Song, l'un et l'autre beaux-frères de Chiang Kai-shek, seront plusieurs fois ministres.

soldes » (J. Ch'en) — l'ancêtre des Mexico, Bangkok et Manille d'aujourd'hui connaît un remarquable essor intellectuel, littéraire et cinématographique en même temps qu'une intense agitation sociale et une profonde misère. L'action multiforme de la municipalité est entravée par la faiblesse des moyens, encore aggravée par l'afflux des ruraux, des réfugiés, et par les attaques japonaises (C. Henriot). La modernisation du milieu urbain, malgré ses laissés-pour-compte, et en dépit du retour en force d'un Etat encore largement confondu avec des structures bureaucratiques et archaïques, a bien donné naissance, dans les quelques centres où elle s'effectue, à une société civile à la fois moderne et chinoise (M.-C. Bergère). Ce phénomène accuse d'autant plus l'arriération des campagnes.

IV. — Arriération et crise du monde rural

Ajoutés à ce contraste, le nouveau contexte politique, le défi agraire du communisme ainsi qu'une dépression conjoncturelle dont le fond est atteint en 1934 placent les campagnes négligées par le Quatre Mai au cœur des préoccupations des années 1930. Aux observateurs étrangers (travaillant souvent pour les missions américaines, la SDN ou la *China International Famine Relief Commission*) s'ajoutent une nuée de réformateurs ruraux chinois. La « reconstruction rurale » (*xiangcun jianshe*) est l'œuvre sporadique des milieux protestants et de quelques idéologues (soucieux, comme Liang Shuming, d'occuper un terrain dont ils devinent qu'il sera le champ de la bataille décisive contre le communisme). A partir de 1934-1935, le gouvernement y contribue par un programme officiel. Limité à quelques districts-vitrines, le mouvement demeure marginal, les coopératives de crédit connaissant seules une certaine diffusion. Quand elle n'est pas entravée par les autorités locales ou dissipée en pure perte par la bureaucratie centrale, l'homéopathie de la reconstruction rurale ne s'en prend qu'aux « symptômes du mal » (L. Bianco) en négligeant ses causes. En regard de ces velléités, quelques spécialistes, tant chinois qu'étrangers (Fei Xiaotong, 1910- ; Chen Hansheng, 1897- ; J. L. Buck et R. H. Tawney) forment un diagnostic plus sévère et plus complet. Les communistes n'ont pas le monopole de la présence dans les campagnes ni celui du diagnostic de la crise, mais leur action, par son caractère radical et systématique, répond seule à la gravité du mal.

Démographie et famines. — Ce mal, avant toute chose, est de nature démo-économique. La population progressant plus vite que la production, l'équilibre perdu sous l'Empire n'est pas recouvré sous la République. Les provinces les plus peuplées (Hebei, Henan, Shandong, Anhui, Jiangsu, Zhejiang, Guangdong) sont chroniquement déficitaires; les « bols de riz » traditionnels du Centre (Hunan et Hubei) nourrissent à peine leur population. En 1949, le bilan alimentaire individuel se serait situé entre 250 et 300 kg de céréales par an. Le monde des campagnes vit dans la pénurie et, pour l'immense majorité, aux limites de la survie ou (suivant une image célèbre de Tawney) au bord de la noyade.

Récurrentes et ponctuant la stagnation de cycles quasi météorologiques, les calamités naturelles prélèvent un tribut périodique de misère et de morts supplémentaires : sécheresse dans le Nord-Ouest en 1920-1921, 1929-1930; inondation du Yangzi en 1931; sécheresse en 1934, surtout dans le Bas Yangzi; inondation l'année suivante tant dans le bassin du Yangzi que dans celui du Huanghe, lequel change deux fois de lit (en 1937 et 1947) comme au siècle précédent. Encore ces cataclysmes majeurs (de dimensions interprovinciales par l'étendue des dommages et pluri-millionnaires par le nombre des victimes) sont-ils moins fréquents que les catastrophes plus restreintes (provinciales et locales), chiffrables en milliers et dizaines de milliers, dont les visites périodiques font à peine la une de la presse : les typhons, les sauterelles (et leurs équivalents humains : guerres, soldatesque, banditisme) ne laissent pas la paysannerie en repos. Disettes et famines arbitrent une « lutte tragique entre l'espace et l'espèce » (L. Bianco). Endurci par la fréquentation quotidienne de la faim, de la maladie et de la mort — le taux de mortalité rurale avoisine les 30 ‰ propres au régime démographique traditionnel non corrigé par la révolution médicale — le monde des campagnes n'obéit qu'à une obsession : survivre, c'est-à-dire manger. La crise de l'Etat, la sclérose rurale de la *gentry* et le militarisme ayant mis à mal les infrastructures bureaucratiques et parastatiques de la protection traditionnelle (chap. I et II), la paysannerie doit affronter le fléau avec la seule force de l'habitude (endettement, vente des instruments aratoires, des semences, de la terre, des enfants, infanticide des filles, « aliments de famine », etc.). A partir des années 1920, une aide internationale non négligeable prend le relais de l'admi-

nistration chinoise, mais elle est souvent entravée ou détournée. Ultime recours d'un monde clos, la fuite — exode des « gens du Sud » vers la Mandchourie ou vagabondage des *youmin* (errants) — jette les plus miséreux sur les routes. Famine et disette semblent-elles refluer ? L'obsession alimentaire se marque en sens contraire : les plus pauvres s'endettent afin de festoyer, le calendrier ou quelque événement exceptionnel (mariage, décès), dont la célébration a été reportée aux jours meilleurs enfin survenus, justifiant ces dépenses. Le mal endémique du monde rural secrète ses accoutumances et ses dérivatifs : pesanteurs sociologiques et mentales s'accordent afin d'en masquer les causes à ceux qu'il frappe.

La plupart des historiens (après les observateurs des années 1920-1930) s'accordent sur la liste de ces causes : pression démographique ; prélèvements aberrants liés à l'iniquité du système social ainsi qu'aux vicissitudes de l'Etat ; insuffisance de la production et de l'investissement due au retard technologique, au morcellement de l'exploitation, à la cherté du crédit, à l'archaïsme des transports, etc. Ce qui sépare les diagnostics, c'est l'ordre des priorités (le point de départ des cercles vicieux de la pauvreté) et l'évolution de chacun des facteurs. La gauche met l'accent sur l'aggravation des injustices (par le biais de la concentration foncière (Chen Hansheng) et de l'alourdissement des fermages (Chen Boda)) ou (comme Fei Xiaotong) sur le déclin de la *gentry* et de l'artisanat, source d'un « revenu complémentaire » dont le tarissement plonge les campagnes au-dessous du « seuil de subsistance ». Fidèle aux analyses de Buck, la droite insiste davantage sur les obstacles proprement économiques et mentaux. Le débat entre l'« école de la production » et celle de la « distribution » (R. Myers) est loin d'être clos. Il semble pourtant qu'en dehors de la pression démographique, qui les domine, les causes *structurelles* de la misère paysanne, qu'elles soient d'origine technique ou sociale, se renforcent, se complètent et fragilisent suffisamment la condition paysanne pour que la crise ne dépende pas uniquement d'une aggravation *conjoncturelle* au reste nuancée.

Les causes structurelles de la misère paysanne. — Parcellisée à l'infini (l'exploitation moyenne couvre un petit hectare mais se fragmente en plusieurs lopins), l'exploitation du sol — un jardinage souvent décrit, intensif en travail, pauvre en équi-

pement, cheptel et engrais — ne fournit que de maigres rendements. La production est vivrière pour l'essentiel, à l'exclusion de quelques régions moins enclavées où les cultures industrielles se sont implantées en liaison avec le développement de l'économie urbaine. Les paysans n'en fréquentent pas moins les marchés locaux, où le quart environ (de 20 à 30 %) des produits agricoles et ceux de l'artisanat s'échangent contre des biens de consommation (sel, kérosène, etc.), et contre le numéraire nécessaire à l'acquittement des redevances foncières et fiscales (en recul au cours des années 1930, le paiement en nature de la rente et de l'impôt progresse au cours de la décennie suivante en raison de l'inflation). Destiné à faire face à ces échéances en même temps qu'aux dépenses rituelles (mariage, etc.), ainsi qu'aux famines et disettes, l'endettement met en œuvre des associations communautaires (les tontines), mais place aussi une bonne moitié de la paysannerie sous la dépendance de l'usurier (les coopératives gouvernementales et paragouvernementales ne fournissent probablement pas plus du centième des prêts). L'usure proscriit l'investissement productif aussi bien pour le paysan qu'elle accable que pour le prêteur qu'elle détourne d'activités moins rentables. Comme au début du siècle, l'essor de l'économie de marché n'entraîne pas un déclin général de l'artisanat mais place le secteur artisanal et commercial des villages — si mince soit-il dans la plupart des régions sous la dépendance plus étroite de la conjoncture (*infra*).

Aux entraves de la production, du crédit et du marché, s'ajoutent celles des structures sociales. Propriétaires fonciers (*dizhu*) et paysans riches, 10 % des familles, possèdent la moitié des terres ; les paysans pauvres (3/5 des foyers) en possèdent moins du 1/5 (17,5 %). Entre les deux, les paysans moyens (30 % des foyers) maîtrisent moins du tiers des surfaces cultivées. La rente se situe aux alentours de 40-45 % de la récolte principale (L. Bianco). Des nuances locales et régionales importantes réduisent la portée de ces approximations. L'inégalité devant la terre est beaucoup plus forte au sud qu'au nord (fig. 2). Et — c'est là un autre correctif dont les communistes devront tenir compte en même temps qu'un signe d'archaïsme — le fermage, moins répandu que la petite propriété, lui est très souvent associé comme complément. Congestion d'origine surtout démographique plutôt que concentration foncière, à l'image du Languedoc médiéval étudié par E. Le Roy Ladurie — ou de ces sociétés paysannes

condamnées à « involuer » par sous-développement ? Processus paupérisateur à coup sûr et, en Chine septentrionale du moins, nettement moins différenciateur qu'une évolution capitaliste (P. Huang) : les *dizhu* n'y font figure de riches qu'en regard de l'extrême pauvreté générale. De même, tant qu'il peut

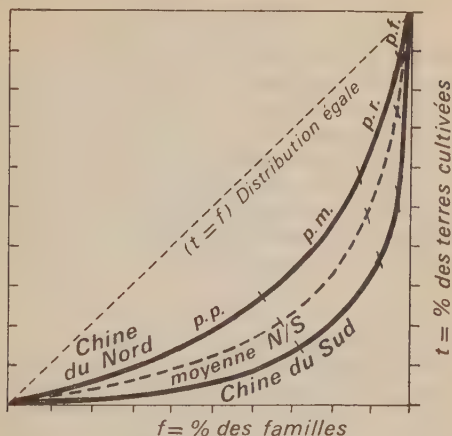


Fig. 2. — L'inégalité devant la terre
(d'après Chen HANSHENG cité in BIANCO, *op. cit.*, p. 164).

(p.p. = paysans pauvres ; p.m. = paysans moyens ; p.r. = paysans riches ; p.f. = propriétaires fonciers).

N.B. — Rappelons que la description statistique des campagnes simplifie à l'excès une réalité mal connue et très diverse.

cultiver en propriété ou en fermage un infime lopin, le paysan pauvre l'est moins que les vagabonds déclassés, jetés sur les routes par la précarité de la condition paysanne. Tout en structurant de manière rigide une société globalement démunie et stagnante, le système permet de multiples glissements le long d'une échelle dont les degrés — infinitésimaux à nos yeux — sont plus sensibles à ceux des paysans que leur statut formel de propriétaire ou de fermier. Le maoïsme saura marier avec art la classification marxiste aux hiérarchies de pouvoir, d'entraide et de déclassement découvertes sur le terrain.

Quelle que soit l'importance de ses strates, la pyramide villageoise n'en est pas moins écrasée par la classe des propriétaires fonciers, fussent-ils eux-mêmes écrasés par l'involution globale, comme en maint district de Chine du Nord. La domination des *dizhu* renforce l'emprise foncière par la maîtrise du crédit, des marchés (*via* la spéculation sur les grains) et des pouvoirs locaux (*via* les attributions de police, de justice et de fiscalité dévolues aux notables ruraux). Rarement entrepreneurs, exploiters pour la plupart, les membres de la *minorité qui contrôle le grain* (G. Peck) sont aussi (quoiqu'ils passent pour avoir perdu le sens des relations interpersonnelles qui faisait le mérite de l'ancienne *gentry*) des intermédiaires et des protecteurs intervenant pour détourner la soldatesque ou les bandits, négociier des remises ou des reports d'impôts, etc. (P. Duara). La dépendance économique, la crainte, mais aussi des solidarités réelles soudent leur emprise sur un monde qu'ils se contentent de gérer en l'état.

L'influence de la conjoncture. — La rente et la concentration foncières progressent sans doute moins, et moins universellement, que ne le voudrait l'interprétation catastrophiste de la gauche. Dans la Grande Plaine septentrionale, étudiée par R. Myers et P. Huang, le morcellement de l'exploitation semble l'emporter sur la concentration de la propriété suivant le processus déjà évoqué de remplissage démographique et de « congestion parcellaire » aidé par la résistance des activités d'appoint (artisanat, commerce). Ailleurs, pourtant, spécialisation et commercialisation ont des effets plus nets : la concentration foncière est bien l'aspect dominant des régions développées, surtout à la périphérie des grandes villes (delta cantonais, Jiangsu méridional). Si l'évolution des taux de rente est difficile à cerner, ceux de l'usure semblent globalement stables, du moins au nord. Incontestable quant à elle, l'augmentation de l'impôt foncier accroît plus sensiblement le prélèvement socio-étatique. Généralisées par les *junfa*, perceptions anticipées et surtaxes diverses (*fushui*) sont relayées après leur interdiction en 1934 par des « impositions spéciales » (*tankuan*). Le caractère erratique du prélèvement est souvent plus dommageable et plus durement ressenti que son alourdissement. De même, la chute des prix agricoles entre 1932 et 1935, bien qu'elle n'affecte l'économie rurale qu'à la marge, achève d'en ruiner l'équilibre fortement

compromis par le cycle météorologique des années 1930. Pour reprendre la métaphore de Tawney, ces mouvements de la conjoncture (auxquels il faut ajouter soldats, bandits, corvées, en attendant les destructions et la conscription de la guerre sino-japonaise) sont la houle dans laquelle se noie — toujours localement — une paysannerie qui a perdu pied depuis la fin du XVIII^e siècle.

Fureurs et résignation. — En se fragmentant dans leur effet, les causes de la misère paysanne concourent au maintien de l'ordre établi : aux puissants liens claniques et communautaires, qui rassemblent riches et pauvres autour des mêmes ancêtres, des mêmes querelles et des mêmes intérêts, au voile de mentalités superstitieuses et fatalistes, qui assurent la cohésion du tissu social par-delà les antagonismes de classe ; aux explosions de fête et de violence qui calment les ventres par le pillage ou l'assouvissement — réel et imaginaire, s'ajoute le compartimentage géographique de l'univers paysan et des protestations agraires. Aussi l'agitation des campagnes, qui n'est pas moins incessante sous la République qu'au cours des dernières décennies de l'Empire (chap. I^{er}), obéit-elle aux mêmes lois traditionnelles et paradoxales. Dispersée, sporadique, surtout défensive, elle se dresse (suivant l'analyse qu'en fait L. Bianco) contre les atteintes au *statu quo* local, à peu près jamais contre les « causes profondes de la misère et de l'exploitation ». Comme sous l'Empire, elle oppose les paysans aux manifestations locales du pouvoir (les émeutes dirigées contre le fisc, la soldatesque et la corvée sont les plus fréquents et les plus conséquents de ces conflits prépolitiques), ou bien les villages et les clans entre eux (les structures communautaires favorisant la prolifération de ces « conflits horizontaux ») plutôt que les fermiers aux *dizhu* : maints conflits de classe ne sont que l'excroissance de mouvements appartenant aux premières catégories, la contagion s'expliquant par le rôle polyvalent des notables. Hors de la présence communiste, la paysannerie fait montre d'une « conscience de groupe : elle n'a pas de conscience de classe » (L. Bianco). Tout l'art de la révolution rurale communiste sera d'actualiser la crise latente des campagnes en rassemblant leurs énergies diffuses. Incapable de substituer une révolution « verte » (de la production) à la réforme « rouge » qui eût débloqué la société en débusquant les notables, le régime a ouvert cette carrière à ses adversaires. C'est là son échec le plus irrémédiable : la

résistance antijaponaise allait permettre de regagner le terrain patriotique abandonné à l'opposition urbaine mais pas le temps perdu dans les campagnes.

« Révolution avortée » (L. Eastman), la « reconstruction » nationaliste n'est-elle pas aussi, à son tour, une modernisation avortée ? Le « capitalisme bureaucratique » ne remédie pas au divorce entre les élites urbaines (notamment la bourgeoisie) et l'Etat à l'heure où celui-ci se rétablit dans ses travers bureaucratiques. Le *statu quo* agraire ne redistribue pas la richesse nationale en direction du secteur moderne. Faut-il dire que la « reconstruction » n'aura été qu'une phase transitoire, le lourd héritage militariste et le pénible rétablissement de l'unité excusant, suivant la vision même de Sun Yat-sen, l'ajournement des réformes et la dictature militaire ? Qu'avec du temps la facette moderne du discours officiel l'aurait emporté dans les faits, à la taïwanaise ? Le dilemme de la modernisation s'est posé dans un contexte de crise qui condamne ce raisonnement. Face à l'agression japonaise et à la concurrence communiste, la situation *hic et nunc* requérait les choix d'un rattrapage plus hardi. En séparant les deux crises — celle de la nation et celle de la société, ou plutôt en ramenant celle-ci à celle-là dans une perspective d'abord interne —, ceux de Chiang cèdent aux facilités du *statu quo*. Le pouvoir, une fois encore, tente de moderniser le pays et d'édifier l'Etat-nation en se refusant les moyens de la modernisation et de la mobilisation, qu'il abandonne de ce fait à ses adversaires, lesquels, comme à la fin de l'Empire, vont en faire les ingrédients d'une révolution sous la houlette des plus radicaux d'entre eux. Encore les communistes ont-ils dû s'adapter en descendant de leurs sommets urbains afin de soulever le bas-peuple des villages. C'est au cours des années 1930 qu'ils accomplissent cette « révolution copernicienne » (dans la *technique* révolutionnaire) si contraire à leurs modèles idéologiques (mais pas aux traditions nationales) sans laquelle la révolution tout court avait prouvé qu'elle était impossible.

CHAPITRE V

LA MIGRATION RURALE DU COMMUNISME

Tandis que Nankin se tourne de manière conservatrice vers le passé, le Parti communiste découvre la dimension révolutionnaire jusqu'alors négligée ou mal exploitée du sous-développement. Procédant par brisures successives des ultimes soubresauts de la révolution urbaine, la mise au point de la *stratégie rurale* n'est pas le fruit-éclair de quelque révélation ni l'invention d'un homme — Mao Zedong — mais l'œuvre commune et improvisée d'une petite diaspora jetée par l'échec aux quatre coins du Hunan, du Hubei et du Jiangxi en 1928. Mao Zedong ne la fait sienne qu'en défendant les techniques et le cadre spatio-temporel de la *guérilla rurale* contre Moscou et surtout contre les hommes de Moscou (Qu Qiubai, Li Lisan, Wang Ming), attachés au mythe de la révolution immédiate ainsi qu'au mirage du modèle urbain, miroirs ternis et flammes mortes du rêve orthodoxe qui s'est éteint en 1927.

I. — L'agonie de la révolution urbaine (1927-1931)

« **Insurrections armées** » et **diaspora rurale**. — Chassés de leurs bastions urbains au commencement de l'été 1927, les militants du PCC tentent d'y reprendre pied en suscitant des rébellions, qui éclatent de manière sporadique jusqu'à l'hiver dans les provinces du Centre et du Sud : l'insurrection de Nanchang (1^{er}-5 août), celles de la Moisson d'Automne dans les campagnes du Hunan et du Hubei (septembre), la Commune de Canton (11-13 décembre) et les Soviets de Haifeng-Lufeng (novembre 1927 - février 1928) échouent tour à tour. (carte p. 99).

Ces « insurrections armées » (suivant le titre d'un ouvrage de H. Neumann (1902-193 ?), l'un des envoyés du Komintern,

qui en expose la théorie en 1931) comptent moins sur les soulèvements de la « base prolétarienne » qu'elles ont mission de reconquérir que sur des forces externes : paysannerie et armée. Hormis quelques milices paysannes échappées à la répression du printemps, les troupes sont constituées d'unités ralliées par leurs officiers : Ye Ting (1897-1946), He Long (1896-1969), Zhu De (1886-1976). Elles forment le premier noyau de la future Armée rouge, dont l'anniversaire est fêté chaque 1^{er} août, jour de l'éphémère prise de Nanchang, depuis 1933. La rupture du Front a permis cette radicalisation, théorisée comme un passage à l'« étape socialiste ». Si l'insurrection de Nanchang se réclame encore d'un Front fictif, Peng Pai peut fonder à Haifeng le premier soviet chinois et y appliquer une politique agraire radicale : proscrite par Moscou tant que le Front durait, la formule a été autorisée en septembre. Confiée à Lominadzé (1898-1934), successeur de Borodine, et à Qu Qiubai, successeur de Chen Duxiu (rendu responsable des échecs du Front et démis le 7 août), la gauchisation de la « ligne » ne doit rien à l'approfondissement — imaginaire — de la révolution en Chine. C'est une fuite en avant à usage interne qui officialise soudain la politique des opposants, Staline et Boukharine cherchant à masquer les défaites du printemps au moment où ils se défont de Trotsky, lequel n'a pas manqué de souligner le parallélisme entre cette résurrection artificielle et sa propre chute. Mais le feu d'artifice insurrectionnel répond aussi à une nécessité stratégique : devenue rurale par la force des choses, la révolution n'a d'autre ambition que de reconquérir une grande ville afin d'y installer un soviet, Moscou donnant la préférence à un port de manière à faciliter le ravitaillement des insurgés. Il s'agit en somme de ressusciter l'expérience cantonaise plus à gauche et au profit du seul PCC. Tout en achevant de saigner le parti (qui perd les 5/6 de ses militants entre le printemps et l'hiver), l'échec de la nouvelle stratégie produit un résultat inverse en l'enracinant dans les campagnes.

Cendres dispersées par la défaite (C. M. Wilbur), les rescapés ne vont pas tous se terrer à Shanghai ou se « perfectionner » à Moscou. Après avoir renoncé à leurs objectifs urbains, certains tiennent avec quelques centaines de partisans les confins souvent déshérités où leur retraite les a conduits. Usant avec art de la fragmentation du pouvoir et de la militarisation de la société (chap. I et II), Mao dans la région montagneuse des Jinggangshan (à la frontière du Hunan et du

Jiangxi), Fang Zhimin au Jiangxi, He Long au Hubei, Xu Haidong (1900-) aux confins du Hubei, du Henan et du Anhui, Liu Zhidan (1902-1936) et Gao Gang (1902-195?) dans le Shenxi — et bien d'autres, survivent en inventant la guérilla rurale, c'est-à-dire en politisant d'antiques recettes d'autodéfense et de mobilisation rurales. Avec eux, sans bruit, la révolution chinoise tourne le dos à son mirage urbain.

Naissance de la stratégie maoïste. — Sitôt délivrés de l'aiguillon trotskyste (décembre 1927), les dirigeants soviétiques se hâtent de condamner le « putschisme » des mois précédents, attribué à Qu Qiubai, leur nouveau bouc émissaire (février 1928). Des débats approfondis des VI^e Congrès du PCC (réuni à Moscou en juin-juillet 1928) et du Komintern (juillet-septembre), il ressort que Moscou, constatant le reflux de la révolution chinoise, s'attache à *préparer* l'explosion suivante en rejetant toute tentative immédiate de résurrection volontariste (le « putschisme ») : le développement de la révolution rurale et la reconstruction de la révolution urbaine doivent aller de pair tout comme la mobilisation sociale et les opérations militaires. L'orthodoxie ne *méconnaît* plus la révolution rurale. Elle n'en *reconnaît* pas cependant toute la spécificité.

Sur le terrain le malentendu est d'autant plus vif que la nouvelle direction shanghaienne du PCC, dominée par Li Lisan à l'ombre du falot Xiang Zhongfa (1888 (?) - 1931), ne respecte ni la circonspection ni l'équilibre des résolutions moscovites. Cédant au vertige de l'*imminence révolutionnaire*, Li ne centralise le parti (dont Moscou a décrété la *bolchevisation*) qu'afin de jeter les maigres forces ouvrières reconstituées à Shanghai et le petit capital militaire accumulé au Jiangxi dans une nouvelle « vague » insurrectionnelle. A l'été 1930, profitant de la guerre civile qui oppose Nankin à la coalition nordiste (chap. IV), Li ordonne une offensive sur les grandes villes du moyen Yangzi. L'échec est total. Le prolétariat ne se soulève pas à l'approche de l'Armée rouge, la paysannerie frémit à peine : obsession illusoire de la « ligne Li Lisan », le miracle de Shanghai (en mars 1927) ne s'est pas reproduit. Li est désavoué et rappelé par Moscou (décembre 1930).

Événement clé, l'affaire Li Lisan diffracte l'orthodoxie en trois options : l'orthodoxe, la putschiste et la maoïste. Nullement hostile à l'excroissance rurale mais persuadé que la révolution retrouvera d'elle-même sa pente urbaine, le Ko-

minintern s'en tient au laisser-faire historique corrigé par Lénine; à Shanghai, les hommes de Moscou s'obstinent à forcer le processus tandis qu'au Jiangxi Mao choisit de se hâter lentement... et différemment.

✱ Mao et Li se montrent plus *volontaristes* que l'orthodoxie dans la mesure où ils reconnaissent la primauté du contexte politique et de l'action militaire sur la dynamique socio-économique (1). Mais Li honore un modèle spatio-temporel classique. Il veut une révolution courte et concentrée (d'autant plus centrée sur les grandes villes et dépendante de l'armée que son calendrier est plus pressé), Mao longue et dispersée. Contre l'homme de la révolution imminente, l'homme de la guérilla invente une révolution microscopique et patiente qui rompt avec l'*horizon urbain*, l'*échelle globale* et la *rapidité* des révolutions de modèle européen. La révolution chinoise n'est pas possible tout de suite « dans une ou plusieurs provinces » (Li Lisan), ni partout mais plus tard (Moscou), mais beaucoup plus tard et dans un cadre beaucoup plus restreint, par l'accrétion nécessairement lente de mini-révolutions localisées. Plutôt que l'embrigadement de la paysannerie ou que la militarisation du parti, expédients pressentis à Moscou et à Canton dès 1925-1927, c'est la *restriction du cadre géographique* et l'*allongement du temps révolutionnaire* impliqués par l'*enracinement rural* qui font l'originalité de la stratégie maoïste et l'adaptent à la situation. Les rapports de domination entre l'avant-garde et les « masses » ne s'en trouvent pas changés au fond, malgré les méthodes *ad hoc* préconisées par Mao à la faveur du détour rural (*infra* et chap. VI). Ces méthodes, qui feront le maoïsme, n'apparaissent pas subitement : Mao va les élaborer contre les nouveaux maîtres du Parti que l'écrasement du PCC à Shanghai, par quoi se solde l'affaire Li Lisan, force à s'installer au Jiangxi.

Seconde perte de Shanghai. — Epurés après avril 1927, les syndicats shanghaiens ont été réorganisés par le nouveau

(1) L'échec de 1927 avait remis à l'honneur le caractère *asiatique* de la société chinoise afin d'expliquer l'impuissance révolutionnaire des *classes* (bourgeoisie, prolétariat) étouffées et morcelées par l'*Etat*, lui-même tronçonné sous l'action du militarisme. Œuvre de Neumann et Lominadzé notamment (qui insistent sur la nécessaire *compensation politique* de ces insuffisances au moyen des « insurrections armées »), ces spéculations ouvrent la voie au volontarisme chinois des années 1930. En gelant la discussion sur le *mode de production asiatique* (forum de Leningrad, février 1931), Staline fige une fois pour toutes le dogme *semi-colonial* et *semi-féodal* derrière lequel Mao Zedong abritera son exploration hérétique de la « voie chinoise ».

pouvoir, non sans frictions entre les factions rivales du *Guomindang*. Travaillant dans la clandestinité et la concurrence avec les syndicats officiels, les militants communistes, regroupés autour de He Mengxiong (1901-1931) et Luo Zhanglong (1901-), sont parvenus à reconstituer le Syndicat général (fondé en 1925). Sachant que les revendications économiques sont plus propres à rallier les ouvriers que les appels insurrectionnels de Li Lisan, les dirigeants syndicaux se sont opposés à sa mainmise sur les syndicats tout comme ceux des soviets ont déjoué ses vues sur l'armée. Pourtant l'opposition ouvrière (dite du « travail réel ») n'a guère collaboré avec l'opposition paysanne : tournée vers le syndicalisme urbain, hostile à la ruralisation du parti, son option évoque plutôt celle du courant trotskyste (animé par Chen Duxiu et Peng Shuzhi, 1895-1983), converti après 1927 à une stratégie graduelle destinée à attendre l'étoffement des forces prolétaires. Tandis que les dirigeants ruraux se tiennent à l'écart de la lutte des factions qui déchire le parti après la destitution de Li Lisan, les dirigeants syndicaux tentent d'imposer leur option en briguant la succession de Li. Mais celle-ci échoit au groupe des « retours de Moscou » (dits 28 Bolcheviks) par la grâce de Pavel Mif (1899-1937 (?)), conseiller de Staline pour les questions chinoises et successeur de Karl Radek à la tête de l'Université Sun Yat-sen (janvier 1931).

L'arrivée au pouvoir de Chen Shaoyu (dit Wang Ming, 1905-1974), Zhang Wentian (dit Luo Fu, 1899-), Qin Bangxian (*alias* Bo Gu, 1907-1946), entraîne la scission des dirigeants ouvriers et, de trahisons en retournements, l'effondrement de tout l'appareil clandestin du PCC à Shanghai. Le désastre de 1931 ruine les chances de l'option ouvrière la plus orthodoxe et les derniers espoirs de la révolution urbaine. Exacerbé par la rivalité des clans nationalistes (les Réorganiseurs de Wang Jingwei se montrent volontiers « sociaux »), parfois utilisé contre les capitalistes shanghaiens ou contre les étrangers, le mouvement ouvrier ne s'éteint pas, mais évolue désormais hors de l'orbite communiste : la base urbaine avait été perdue en 1927; la « base prolétarienne » l'est en 1931. Un comité central-croupion survit à Shanghai jusqu'en janvier 1933, quelques cellules tentent un effort de restructuration jusqu'à l'occupation japonaise, mais la plupart des dirigeants ont dû fuir dès 1931-1932. A cette date, hormis la population paysanne des soviets, le PCC, qui s'est également coupé des étudiants, n'exerce d'influence significative que sur les intellec-

tuels radicaux par le biais de la Ligue des écrivains de gauche (fondée par Lu Xun en mars 1930). Vu de Shanghai, c'est-à-dire en apparence car le centre de gravité du mouvement s'est déplacé dans les campagnes depuis 1928, le communisme chinois est revenu à l'isolement et aux débats élitistes de ses origines intellectuelles.

II. — Les soviets du Jiangxi (1928-1934)

La période du Jiangxi peut être divisée en deux phases successives : l'implantation, la consolidation territoriale et l'ascension de Mao Zedong (jusqu'à la fondation de la République soviétique chinoise en novembre 1931) précèdent la mainmise des dirigeants « allogènes » chassés de Shanghai, le renforcement du blocus nationaliste et la défaite militaire, qui se solde par la Longue Marche (octobre 1934 - octobre 1935).

Définitivement éliminée du Guangdong par l'échec des soviets de Hailufeng en février 1928, la révolution rurale s'est enracinée au pourtour du Jiangxi et aux confins du Hubei, régions montagneuses et frontalières où un vide administratif relatif correspond à la densité plus faible de l'occupation humaine. Au début des années 1930, quelques noyaux d'occupation permanente se stabilisent pour un temps plus ou moins long après des vicissitudes sans nombre. Les plus importantes de ces « bases rouges » sont le *soviet central* dirigé par Mao Zedong et Zhu De autour de Ruijin, dans le sud-est du Jiangxi (installé à la frontière occidentale de la province en décembre 1927, Mao a reçu le renfort de Zhu De, rescapé de Nanchang, en avril 1928, puis celui d'un transfuge — Peng Dehuai (1898 ou 1901-1974) — en juillet; la IV^e Armée rouge (où figurent également Lin Biao et Chen Yi, 1901-1972) n'en doit pas moins faire mouvement sur la frontière orientale du Jiangxi à partir de décembre 1928); le soviet du Hubei-Henan-Anhui (*Eyuwan*) tenu par Xu Haidong et Xu Xiangqian (1902-1990) puis, à partir de 1931, par Zhang Guotao; celui du Fujian-Zhejiang-Jiangxi dirigé par Fang Zhimin au nord-est du Jiangxi et, enfin, celui des confins occidentaux du Hunan et du Hubei, dirigé par He Long (*Xiang'exi*). Il existe d'autres bases, plus restreintes et/ou plus précaires, notamment celles du Shenxi (dirigées par Liu Zhidan et Gao Gang) où les fuyards de la Longue Marche trouveront refuge en 1935. Les aléas de la guérilla modifient constamment et considérablement les contours de

ces bases. Il semble que la population gouvernée par le PCC ait varié le plus souvent à l'intérieur d'une fourchette de 2 à 5 millions de villageois soit (en dehors de quelques pointes peu durables) moins que les effectifs des associations paysannes au printemps 1927. Mais la différence est surtout qualitative : les masses rurales sont désormais encadrées *in situ* par un parti gros de quelque 150 000 membres (dont la proportion ouvrière est descendue au-dessous de 10 %) et par une armée forte de quelque 200 000 soldats et miliciens (de recrutement rural) en 1933 (cf. tableau VI, p. 110).



N.B. — Les déplacements qui précèdent la Longue Marche (cf. p. 102-103) ne sont pas figurés.

Avant de s'affirmer par une réforme agraire radicale doublée du développement de la milice et de l'armée, l'implantation communiste a dû compter avec le militarisme et le banditisme local en même temps qu'avec la résistance passive ou armée de la paysannerie. Effrayés par des *étrangers* que rien ne distingue au premier abord de la soldatesque honnie, les paysans ne sont guère plus rassurés par le partage des terres. L'attentisme et la crainte l'emportent sur la dynamique niveleuse, qui n'est pas immédiate. Suivant le schéma proposé par L. Bianco à travers l'expérience

de Peng Pai à Haifeng, le transfert d'allégeance n'intervient qu'à partir du moment où les communistes ont fait la preuve de leur force en désorganisant l'ancienne société et en compromettant les paysans dans la nouvelle. Dirigée contre les *dizhu*, les paysans riches et parfois même contre les moyens, la terreur liée à la redistribution des terres crée une situation de crise dans laquelle les paysans sont contraints de choisir leur camp. Encore le choix est-il réversible dès l'instant où le « pouvoir rouge », suivant les lois de la guérilla, se retire devant les forces de l'ordre. Aussi le radicalisme agraire prôné (de loin) par les hommes de Shanghai est-il adouci par Mao en 1931-1932 et complété par des tactiques de mobilisation annonçant celles de la future « ligne de masse » (chap. VI) : élections, organisations de masses (femmes, etc.), campagnes d'hygiène et d'alphabétisation, réforme du droit matrimonial... Mais l'expérience atteint rapidement ses limites. A partir de 1933, la pression nationaliste tend à l'extrême les mécanismes de la mobilisation. Une nouvelle vague de radicalisme agraire et d'embrigadement forcé suscite un climat de méfiance et de répression accrue en 1934.

Cette inflexion correspond à l'évolution politique et structurelle des soviets. Bien qu'il préside la République soviétique (proclamée en novembre 1931 par le I^{er} Congrès des soviets chinois), Mao n'occupe qu'une place subordonnée dans la hiérarchie du parti. Dès 1932, l'arrivée de ses supérieurs shanghaiens entame sa suprématie locale et déclenche une nouvelle controverse stratégique. Par la guérilla, trois « campagnes d'annihilation » lancées par le gouvernement central ont été réduites de novembre 1930 à l'été 1931. Mais à partir de 1932, la stratégie gouvernementale met en œuvre des effectifs plus nombreux afin d'encercler les soviets. Les nouveaux venus décident de répliquer au blocus par l'offensive pendant la 4^e campagne (printemps 1932 - mars 1933) puis, durant le 5^e, qui tourne au siège, par la guerre de position (automne 1933 - octobre 1934). Le rejet de la guérilla par la Conférence de Ningdu (août 1932) marque la victoire de la « déviation Wang Ming - Bo Gu » et fait de Mao un opposant peu à peu privé de ses pouvoirs et de ses postes. Première campagne critique de masse orchestrée par le PCC, le mouvement anti-Luo Ming le discrédite auprès de la « base » (1933); Zhou Enlai, Qin Bangxian et Otto Braun (*alias* Hua Fu, envoyé de Moscou, 1901-1974) le remplacent à la direction politique et militaire, avec l'assentiment du haut commandement. Criti-

quant l'archaïsme et l'inadéquation de ses conceptions, Peng Dehuai et Liu Bochong (1892-1986) s'estiment en mesure de vaincre Chiang sur son propre terrain grâce au spectaculaire renforcement de l'Armée rouge.

Suivant l'historien Hu Chi-hsi, cette métamorphose militaire est aussi décisive que la lutte des factions. Venue d'ailleurs, peu nombreuse, aguerrie, capable d'opérer à distance et de changer de terrain, épousant les mouvements de l'ennemi (quitte à lui abandonner les populations), évitant les villes tout en s'y procurant armes, munitions, recrues et « expériences révolutionnaires » lors de fréquents coups de main, l'armée maoïste est bien, jusqu'en 1931, le prototype mobile, léger, motivé — stratégiquement et structurellement dépourvu d'attaches territoriales fixes — des armées de guérilla. Les circonstances avant Ningdu (ralliement d'unités régulières, capture de matériel permettant l'installation d'un arsenal au Jiangxi, élargissement et stabilisation du soviet central grâce aux victoires de la guérilla) puis, après Ningdu, les nouveaux dirigeants, mettent sur pied une armée de conscription nombreuse et sédentaire, recrutée et équipée sur place afin de défendre la base, dont la priorité l'emporte désormais sur celle de l'armée. L'éclipse de Mao correspond ainsi au passage du communisme nomade d'une armée de guérilla au *communisme territorial* d'une « zone libérée », le conflit portant moins sur la part relative des villes et des campagnes dans la révolution que sur la manière de conduire la révolution rurale en réponse à l'accentuation de la pression nationaliste, c'est-à-dire, tant le facteur militaire commande à tous les autres, sur deux façons opposées d'exercer le pouvoir dans les campagnes.

Le paradoxe de cette évolution veut que la territorialisation, qui tend à l'Etat, naisse de la guérilla, qui tend à l'errance, et qu'à long terme la victoire ait dépendu de leur fusion alors qu'au départ elles semblaient inconciliables. Dans le contexte militarisé et fragmenté de la République, la constitution d'un Etat territorial apparaît comme indispensable au succès des révolutions. Quand elle se ruralise, celle du PCC suit les traces du *Guomindang* à Canton et Wuhan ; au cours des années 1940, la « guerre révolutionnaire » sera une guérilla tactique, mais les structures de la *base* (les « zones libérées ») seront celles d'un Etat, l'invasion japonaise et la paralysie de Chiang Kai-shek favorisant l'ancrage territorial du PCC (chap. VI). Dans les années 1930, au contraire, malgré la persistance locale des phénomènes liés au micro-militarisme,

c'est toute la force de l'Etat reconstitué par Chiang qui brise ce processus (après l'avoir poussé à la caricature, la révolution agraire du Jiangxi devenant très vite une machine à lever des soldats), en même temps que l'intransigeance — et l'inexpérience — des factions. Loin d'être seulement un « gauchisme » gratuit qui « dénature » la révolution rurale, l'action des vainqueurs de Ningdu admet la nécessité d'une mutation organisationnelle, mais abandonne à tort les principes tactiques de la guérilla. Mao, quant à lui, s'en tient aux structures de l'époque héroïque. Aux yeux des intellectuels formés à Shanghai et à Moscou, il fait figure de rebelle dépassé. C'est là sans doute un aspect du clivage tradition-modernité qui est en jeu, Mao se situant du côté de la première. Mais plus profondément, au sein même de celle-ci, il hésite entre les deux pôles qu'elle a posés : l'ordre étatique, avec son cortège de contraintes inévitables, qu'il faut dépasser; la subversion de cet ordre par la rébellion violente, qui pourtant ne saurait se suffire à elle-même. Les années 30 lui permettent d'autant moins de surmonter cette contradiction inhérente au communisme chinois (p. 63) qu'il est évincé du pouvoir. Il devient donc le symbole d'une fruste obstination dans la guérilla — laquelle redevient d'actualité dès lors que Chiang parvient à étrangler le proto-Etat communiste (été 1934). Ensuite, l'exode, les désertions et les épreuves de la Longue Marche ramènent l'armée, qui a retrouvé sa priorité, à son type et à son écologie d'origine en refaisant du communisme rural un communisme itinérant. L'inéluctable défaite de ses adversaires permet à Mao d'en reprendre la direction et de se hisser, pour la première fois, à celle du parti : en dépit des légendaires Jinggangshan, c'est la catastrophe, comme pour de Gaulle, qui fonde sa légitimité.

III. — Le communisme itinérant

Les « Longues Marches ». — Postulation première et recours ultime du communisme rural, l'itinérance, sans atteindre toujours à l'anabase comme elle le fait d'octobre 1934 à octobre 1935, domine les années 1930. Sous Ye Ting et He Long, une « mini-Longue Marche » conduit les insurgés de Nanchang à Shantou (Swatow, automne 1927). Venant du Hunan, Mao « monte » aux Jinggangshan à la fin de la même année et « descend » au Jiangxi un an plus tard. Dès l'automne 1932, la pression nationaliste, plus vive au pourtour du Hubei qu'au Jiangxi, contraint He Long et Zhang

Guotao à évacuer les soviets de Xiang'exi et Eyuwan. Zhang ne sera délogé qu'au début de 1935 de la nouvelle base qu'il établit au nord-ouest du Sichuan mais He Long, qui est revenu sur ses pas au début de 1933, est repoussé six mois plus tard et « marche » en direction du Guizhou. L'année suivante, ces armées s'ébranlent à nouveau en liaison avec celles du Jiangxi où, dès juillet-août 1934, les bases-satellites sont évacuées : sous Fang Zhimin, une colonne sacrifiée fait diversion vers le Anhui; une autre parvient à rejoindre He Long au Guizhou en octobre.

C'est alors que, brisant l'étau nationaliste (700 000 hommes, l'aviation, plusieurs lignes de fortins et tous les soins des conseillers allemands de Chiang, dont le général von Seeckt, ex-commandant de la Reichswehr), le gros des troupes assiégées — 90 000 hommes environ — entame en direction du sud-ouest la fuite éperdue qu'on appelle *la Longue Marche*. Au cours d'une halte à Zunyi (Guizhou) en janvier 1935 une réunion élargie du Bureau politique coopte Mao et reconnaît indirectement sa primauté politique en lui attribuant la haute main sur les affaires militaires. Favorisé par l'appui des généraux, le soutien de Liu Shaoqi (1898-1969), représentant des « zones blanches », et le ralliement de Zhou Enlai, ce remaniement crucial n'est pas une victoire définitive. Trois ans plus tard, Wang Ming pourra contester la suprématie de Mao (chap. VI); Zhang Guotao s'y oppose dès juin 1935 lorsque sa puissante armée rejoint au Sichuan celle de Mao. Préférant s'incruster plus à l'ouest, il refuse de prendre la direction du Shenxi, où Mao tient à installer le PCC aux premières loges de la résistance antijaponaise. Seule la défaite ultérieure de Zhang dans le Nord-Ouest met fin à cette grave scission. Mao et quelques milliers de rescapés gagnent la petite base du Nord-Shenxi (Shanbei) en octobre 1935. Les survivants de l'équipée de Zhang Guotao et la colonne de He Long l'y rejoignent en 1936-1937 (cf. cartes, p. 99 et 106).

L'installation dans le Shanbei (1936). — Comme en 1927, le PCC est presque anéanti. Mais à la différence de la révolution urbaine, la révolution rurale est prête à renaître de ses cendres. Chiang Kai-shek n'a pu éliminer le noyau dirigeant ni tuer la formule qu'il porte. Compte tenu de l'ubiquité du problème agraire, la base de la révolution rurale, contrairement à celle de la révolution urbaine, peut être déplacée à loisir. Emportant la révolution comme l'escargot sa coquille

— ou le *junfa* son armée — le communisme nomade, malgré son errance aux confins et son mimétisme militariste, ne renie pas son héritage léninien : le rôle et la pérennité de l'appareil important avant tout ; la sociologie de la révolution compte moins que sa géographie, sa géographie que son organisation.

En sorte que l'arriération du Shanbei ne gêne pas plus les professionnels de la révolution rurale que celle des montagnes du Jiangxi. Les facteurs « subjectifs » et externes (présence d'agitateurs communistes, niveau de la répression et plus tard présence de l'occupant japonais) l'emportent tellement sur les « causes objectives » que « le mouvement paysan dirigé par les communistes ne s'est pas implanté là où l'exploitation était à son comble et la tension sociale la plus aiguë mais là où (le PCC a) trouvé des conditions stratégiques favorables » (L. Bianco). Le contexte politique seul explique qu'après avoir été mal implantée dans les greniers à riz du Guangdong, du Hunan et du Hubei, la révolution rurale s'y soit éteinte si vite (en même temps que l'influence communiste) pour s'enraciner (à la suite du PCC) dans quelques-unes des régions les plus désolées du pays. En menant à bien une révolution paysanne d'inspiration marxiste aux antipodes du monde industrialisé (une révolution de classe sans les classes de la révolution), la stratégie maoïste est l'auteur d'un paradoxe bien connu. Elle le répète aux dimensions de la Chine en faisant surgir l'archipel révolutionnaire à l'opposé de l'archipel modernisé.

La renaissance du communisme rural sur le plateau déshérité du Shenxi confirme cette règle en même temps que celle de la territorialisation. A partir d'une base restreinte, le parti (installé à Bao'an en juin 1936, à Yan'an en janvier 1937) ne tarde pas à recouvrer ses forces en remettant la révolution sur son métier rural. Bien plus : campé aux avant-postes de la lutte antijaponaise, il va redécouvrir dans la résistance nationale (passée au second plan durant l'épisode du Jiangxi) l'indispensable catalyseur d'une mobilisation à grande échelle et d'un essor prodigieux qui lui permettront, en créant un Etat durable et une puissante armée, de disputer au *Guomindang* non plus quelques montagnes et quelques miséreux, mais la Chine tout entière.

CHAPITRE VI

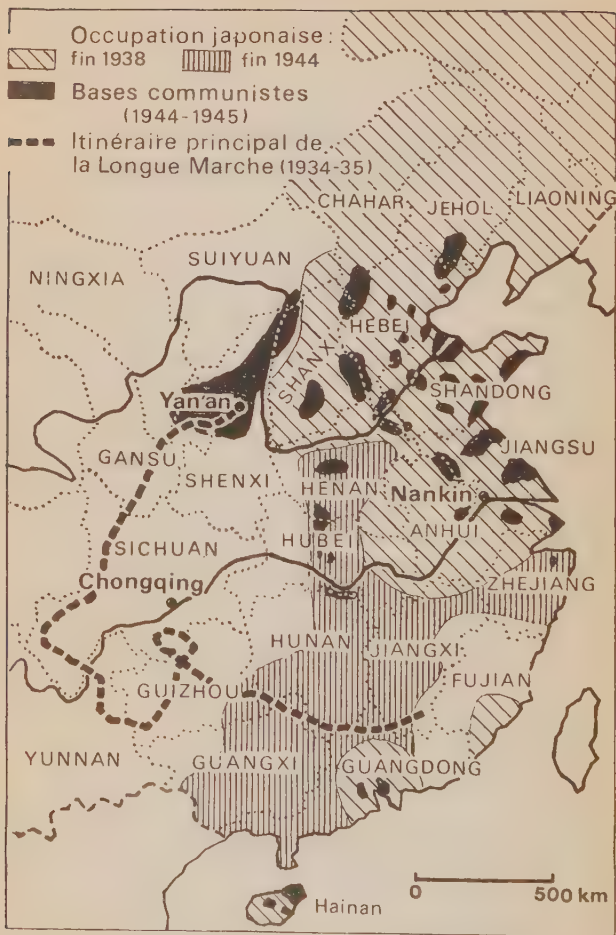
GUERRE ET FONDATION DU POUVOIR MAOÏSTE (1937-1949)

Le maoïsme sera la philosophie de cette mutation inédite mariant à partir des campagnes exercice du pouvoir et exercice de la révolution. Mais rien n'eût été possible sans la guerre qui fond sur le pays en juillet 1937 avec l'invasion japonaise. Elle crée trois Chine : Chongqing (capitale de guerre de Chiang Kai-shek) et Yan'an résistent; Nankin collabore sous Wang Jingwei. La défaite du Japon (août 1945) n'en laisse subsister que deux : celle du pcc, Etat dans l'Etat nationaliste régnant sur quelque cent millions de paysans mobilisés par la plus puissante révolution agraire de l'Histoire, qu'affronte bientôt celle du *Guomindang*, forte des villes, des armes, du soutien américain et de la partie la plus riche du pays. Le régime ne s'en décompose pas moins très vite : militairement vaincu, il perd aussi la bataille politique avec le soutien de la Chine urbaine. Dernier acte du processus révolutionnaire que la guerre accélère brusquement (comme dans la Russie d'avant 1917), la guerre civile (1946-1949) tranche en faveur de la force et de l'efficacité tant sur le plan militaire que sur celui du renouveau social.

I. — La guerre sino-japonaise (1937-1945)

Invasion, occupation. — Événement tout d'abord continental et localisé, la deuxième guerre sino-japonaise s'intègre à un conflit plus vaste et trans-océanique après l'attaque sur Pearl Harbor (7 décembre 1941). De juillet 1937 à octobre 1938, les armées nipponnes occupent l'essentiel de la Chine « utile » (plaine septentrionale, bassin moyen et inférieur du Yangzi, poches côtières du Fujian au delta cantonais). Les armées nationalistes sont repoussées à l'ouest et au sud après des

A



combats souvent acharnés. Tandis que le gouvernement s'installe à Chongqing (Sichuan) à la fin de l'année 1938, l'occupant administre sa conquête par le truchement de « gouvernements autonomes » tantôt hostiles au *Guomindang* (comme celui de Pékin, formé en décembre 1937 par d'anciens militaristes), tantôt fidèles au panasiatisme de Sun Yat-sen (comme celui de Nankin, constitué en mars 1938). Après avoir lancé un « mouvement pour la paix » dirigé à la fois contre Chiang Kai-shek et contre le communisme en décembre 1938, Wang Jingwei prend la tête d'un « gouvernement national » à Nankin coiffant les administrations collaboratrices (mars 1940). Bien que le front se stabilise jusqu'en 1944, la guerre évolue à l'arrière des lignes japonaises par l'extension de la résistance communiste (*infra*). En 1944-1945, de nouvelles offensives japonaises complètent la conquête du Centre et du Sud (cf. carte p. 106). Essentiellement défensive, la résistance chinoise a surtout immobilisé une part non négligeable de la machine militaire japonaise.

Le second Front uni. — Attisé par l'attentisme officiel, un puissant « mouvement pour le salut national » dresse l'opinion urbaine (à commencer par les étudiants pékinois qui manifestent dans la rue les 9 et 16 décembre 1935) contre le gouvernement. Rompant avec le sectarisme d'extrême-gauche qu'il avait hérité de la rupture du premier Front, le PCC reprend pied dans le mouvement étudiant après le Neuf Décembre et met à profit le mécontentement patriotique en réclamant la fin de la guerre civile et l'union nationale contre le Japon.

Conformément aux décisions du VII^e Congrès de l'Internationale (juillet-août 1935), un nouveau Front uni est proposé au *Guomindang*. En dépit d'un net raidissement extérieur à partir de l'été 1936, Nankin diffère le rapprochement dans l'espoir d'en finir une bonne fois avec le PCC. Une offensive est ordonnée à l'automne contre le bastion du Shanbei, mais l'armée du blocus, commandée par Zhang Xueliang, s'oppose à la poursuite de la guerre civile. Venu imposer sa volonté au QG de Xi'an (Shenxi), Chiang Kai-shek est détenu par Zhang Xueliang (décembre 1936). Il n'obtient la liberté (peut-être la vie) qu'en acceptant de s'entendre avec le PCC. Invité par Zhang au règlement du célèbre « Incident de Xi'an », celui-ci a dû tenir compte des ordres venus de Moscou : aux yeux de Staline, Chiang Kai-shek est l'indispensable symbole de l'unité nationale, au grand dam de Mao Zedong,

qui préconise un « Front à la base » excluant Chiang. Mais au cours des négociations, qui n'aboutissent qu'en septembre 1937, le PCC prend soin de se mettre à l'abri des conséquences néfastes du premier Front uni. Sous des concessions de pure forme (intégrée à l'organigramme nationaliste, l'Armée rouge devient VIII^e Armée de route au nord, IV^e Armée nouvelle sur le Yangzi, où quelques restes de l'avant - Longue Marche ont subsisté; les soviets sont rebaptisés « régions-frontières » (*bianqu*)), le partenaire communiste conserve toute son indépendance territoriale, militaire, opérationnelle et organisationnelle. Soutenue par Wang Ming (qui représente le PCC à Moscou), la « faction internationaliste » du PCC souhaite une meilleure intégration (et donc plus de concessions) au pouvoir nationaliste dans l'espoir de réinstaller le parti dans les villes. Rentré d'URSS à la fin de l'année 1937, Wang Ming infléchit dans ce sens la collaboration avec le *Guomindang*, notamment à Wuhan qui, dix ans après, redevient l'emblème — et la pomme de discorde — de l'union (printemps-été 1938). Mais la chute des grandes villes ayant fait échouer l'expérience, les « internationalistes » sont définitivement supplantés par Mao Zedong (octobre 1938). C'est un parti aussi indépendant de Staline que de Chiang Kai-shek qui s'empare du levier nationaliste et paysan de la révolution.

L'alliance PCC-*Guomindang* se détériore assez vite après le rapprochement de 1938. L'expansion communiste s'effectuant dans les régions qui échappent au contrôle nationaliste, l'union survit pour autant que la guerre sépare les partenaires sur le terrain. Lorsqu'ils s'y rencontrent, c'est plus souvent pour s'affronter que pour s'entraider. Le plus grave de ces « incidents » (celui qui oppose la IV^e Armée nouvelle à des forces nationalistes dans le Anhui méridional en janvier 1941) provoque une quasi-rupture. Par la suite, Washington ne parvient pas à détourner contre le Japon l'armée nationaliste (200 à 400 000 hommes) qui encercle le territoire communiste au sud et à l'ouest. Mais l'union, symbolisée par la présence de Zhou Enlai à Chongqing, survit formellement jusqu'à la victoire, car elle est un remarquable instrument de propagande. Le Prométhée communiste trouve un avantage certain à dérober le feu patriotique, tandis que Chiang Kai-shek y réchauffe sa gloire éteinte en se forgeant un nouveau destin national.

Résistance à Chongqing. — Replié dans le réduit sichuanais (étendu aux provinces-forteresses du Sud-Ouest) avec armes

et bagages (y compris 600 usines, les grandes universités, un nombre respectable d'ouvriers et d'intellectuels), le régime nationaliste n'attire pas seulement le feu du ciel (sous forme de bombardements sporadiques) sur l'une des régions les plus reculées, dans le temps aussi bien que dans l'espace, de l'« intérieur » : le coût de la guerre, le tarissement des ressources fiscales (le gouvernement recouvre la perception de l'impôt foncier en 1941, mais c'est parce qu'il est lui-même devenu provincial et que l'occupation de la Chine « utile » l'a privé de ses autres ressources) suscitent deux nouveaux fléaux, qui ne feront que grandir jusqu'au désastre final : l'inflation et la conscription.

Attisée par la réforme monétaire de 1935 (qui faisait du prêt à l'Etat une spéculation déguisée contre la monnaie), la hausse des prix s'envole au rythme annuel de 300 % entre 1942 et 1945. « La conscription (forcée) s'abat sur le paysan chinois comme la famine et l'inondation, à la différence qu'elle frappe plus régulièrement — deux fois l'an — et fait plus de victimes » (A. C. Wedemeyer, commandant des forces américaines en Chine en 1945). Ces faiblesses, et son obstination anti-communiste, opposent Chiang Kai-shek à ses alliés américains, soucieux avant tout de rationaliser l'effort de guerre chinois : le général Stilwell doit se retirer en octobre 1944. La « Chine libre » de Chongqing n'en obtient pas moins l'abolition du système des traités (janvier 1943) et l'admission au « club des Grands » (Conférence du Caire, décembre 1943).

Le « take off » communiste. — La guerre change aussi l'échelle du mouvement communiste, mais c'est pour le gonfler démesurément. En 1945, sa mouvance paysanne approche des cent millions, le parti et l'armée chacun le million ; l'ordre de grandeur plafond atteint lors des sommets antérieurs (crête urbaine de 1927, première intumescence rurale au Jiangxi) est *décuplé* (tableau VI). A partir du Shanbei non occupé, les cadres communistes étendent la guérilla par larges poches sur les arrières japonais au Shanxi et dans la plaine septentrionale (Hebei, Shandong, Henan) jusque sur le bas Yangzi (Anhui, Jiangsu). Au centre et au sud, leur présence est plus légère et plus dispersée (Hubei, Guangdong). Sui-
vant un schéma désormais classique, l'expansion s'est faite en occupant les vides ruraux que l'occupation japonaise, respectueuse par nécessité d'une modernisation rudimentaire, ménage en se bornant à tenir villes et axes de communication.

Dans les cases du damier, les cadres installent des administrations plus ou moins permanentes suivant l'intensité de la répression (dans les cas extrêmes elles peuvent disparaître de jour pour réparaître la nuit, ou se réfugier sous terre). Les nationalistes entretiennent également des guérillas (sur le bas Yangzi notamment), mais avec moins de constance et moins de succès. A la fin de la guerre, les noyaux communistes permanents, regroupés en « régions-frontières » (ou « bases anti-japonaises ») dont le parti assure la cohésion, forment un chapelet presque ininterrompu en Chine du Nord (*Huabei*) (cf. carte p. 106).

Spontanée ou déclenchée (en même temps que la répression) par la présence de l'encadrement communiste, la résistance provoque de sanglantes opérations de nettoyage. D'ordinaire confiées à l'administration collaboratrice et à des milices pro-japonaises (*zizhijun*), les campagnes sont alors investies par l'occupant. A partir de 1941-1942, la politique des *trois* « *tout* » (« tuer, brûler, piller ») est appliquée aux districts les plus rebelles de Chine du Nord. Ces interventions brisent l'endurance et l'indifférence traditionnelles de la paysannerie. Le monde rural s'en trouve déstabilisé comme il ne l'avait plus été depuis la grande fièvre xénophobe de la fin du XIX^e siècle, mais sur une échelle plus vaste et dans une perspective politique (celle de l'encadrement communiste) qui lui était inconnue jusqu'alors. Tandis que la crise extérieure et l'occidentalisation du monde chinois n'avaient suscité qu'un natio-

TABLEAU VI

L'expansion communiste (effectifs en millions)

	<i>PCC</i>	<i>Armée rouge</i>	<i>Influence paysanne</i>
1927	0,058	néant	9 (mal encadrés)
1933-1934	0,150	0,2	2-5 (pointe à 9)
1945	1,2	0,5-0,9 + 2 (milices)	96
1949	4,5		
1950	5,8	5 +	

Sources : HARRISON, *op. cit.*, p. 64, 395-396 ; JOHNSON, *op. cit.*, p. 73-74.

nalisme d'élites (celui des classes urbaines), les « Nains japonais » propagent un *nationalisme de masse* parmi la paysannerie. Suivant la thèse classique de Ch. Johnson, le nouveau pouvoir se serait superposé (et imposé) à la trame cellulaire des campagnes en organisant sa résistance à l'occupation. Maoïsme ou titisme, les communismes partisans et paysans ne sont-ils qu'une forme de nationalisme ? La situation, certes, se prête de manière schématique à cette interprétation. Mais la réalité, n'en doutons pas, est plus nuancée. Le schéma ne semble jouer pleinement que dans les régions directement frappées par la répression. Encore les cadres communistes ne s'y bornent-ils pas à diriger la résistance : le vrai débat n'est pas là. Comme dans les régions moins touchées par la répression ou non soumises à l'occupation (telle celle des Shen-Gan-Ning autour de Yan'an), c'est l'intervention d'un pouvoir armé et doté de puissantes techniques de mobilisation qui explique la réussite communiste.

Tout d'abord, comme le montrent les monographies consacrées à telle ou telle « région-frontière » qui se sont multipliées récemment (Chen Yong-fa, K. Hartford), ce pouvoir s'implante grâce à l'utilisation d'un facteur ancien mais décisif : en exploitant le potentiel de mobilisation paysanne contenu dans les structures traditionnelles des campagnes. E. Perry et T. Kataoka soulignent la permanence et l'utilité des processus de *militarisation* décrits par P. Kuhn pour la seconde moitié du XIX^e siècle. L'Etat communiste s'approprie ce potentiel en se glissant dans les réseaux de pouvoir au niveau local et en y dégageant de nouvelles solidarités autour de ses « activistes ». Le maoïsme reproduit le militarisme des *junfa* dans sa stratégie globale (par l'armée, l'itinérance, la mouvance territoriale); au niveau local, c'est l'ancienne militarisation des campagnes qu'il met à profit, les « formes d'organisation sociale » l'emportant en dernière analyse sur « l'orientation politique » (P. Kuhn). Le style de la mobilisation n'en a pas moins évolué, y compris en regard du Jiangxi. Sa pièce maîtresse — la réforme agraire — est adoucie en raison des exigences du Front uni dont la version communiste, à partir de 1940, est la « nouvelle démocratie » (*infra*, p. 120). La période yan'anais s'en tient à un réformisme modéré rappelant celui de 1927 ou du programme décrété (mais jamais appliqué) par le *Guomindang*. Menant fermement la base paysanne, le pouvoir révolutionnaire prévient tout dérapage et fait porter la révolution sur les attributs politiques et mentaux du système

social qu'il tient en sursis. L'accent est mis sur la réorganisation et la modernisation de l'univers paysan. A tous les niveaux, le pouvoir, soustrait à ses détenteurs traditionnels, est dévolu à des assemblées élues, aux « organisations de masse ». Même si la dévolution est fictive (l'« avant-garde » communiste a le dernier mot), la participation paysanne subvertit l'ordre établi. Suivant le même principe, le réformisme sociologique (droits des femmes, réforme du mariage, du divorce) et l'alphabétisation s'en prennent aux pesanteurs mentales de l'ancien régime.

Innovation spectaculaire, les « campagnes de masse » (pour la réduction de la rente, l'augmentation de la production, les coopératives, l'éducation) systématisent la participation populaire suivant les principes de la « ligne de masse » (*qunzhong luxian*). La voie « yan'anaise » (M. Selden) aurait-elle exploré les chemins d'une démocratie meilleure? Ce malentendu tenace tient à l'incompréhension des objectifs du maoïsme. Le parti s'efforce avant tout de dynamiser une société politiquement inerte en suscitant des « activistes » appelés à encadrer les « masses » et à étoffer l'appareil — tout en le rénovant. Car, en sens inverse — on parle alors de « rectification » (*zhengfeng*) du « style de travail » ou de « retour à la base » (*xiafang*), « à la campagne » (*xiangiang*) —, la méthode vise à exorciser l'inévitable sclérose (privilèges, bureaucratisme) d'un parti au pouvoir. Les cadres (comme les soldats et les officiers) doivent non seulement être des « activistes » et des producteurs au contact des « masses ». Il leur faut aussi rechercher inlassablement le perfectionnement individuel au moyen d'« autocritiques » et d'études pratiquées au sein de « petits groupes » qui relaient les normes « correctes » censées émaner de la « ligne de masse ». Les intellectuels occupent une place particulière dans ce dispositif : le pouvoir attend d'eux (en leur qualité de « producteurs d'idées ») qu'ils dynamisent le processus critique, mais exige en même temps une parfaite conformité à la « ligne » et la fusion dans les masses (au moyen du *xiangiang*). Les mêmes limites s'imposent du reste à l'ensemble des participants : l'objectif n'est pas de pluraliser l'opinion et de créer des contre-pouvoirs, mais d'obtenir l'adhésion vivante de chacun à une norme collective fusionnant pouvoir et société dans un tout perpétuellement activé. Par là, Mao et ses pairs se situent bien dans une perspective totalitaire, mais à la chinoise. Ils empruntent au côté rebelle de la tradition la remise en cause du *statu quo* social et

l'exaltation du conflit,¹ au côté officiel, l'exigence de l'auto-perfectionnement moral et la recherche du consensus dans l'action comme fondement d'un pouvoir qui reste absolu. En « sinisant » Marx, Lénine et Staline, le maoïsme prétend réconcilier dans l'*activisme collectif dirigé* les deux figures antithétiques du communisme européen (le militant porté par une société civile capable d'autonomie politique; le cadre d'un pouvoir terroriste et sclérosé tuant toute initiative sociale), tout en conciliant les pôles opposés de la culture politique chinoise (l'empereur, le rebelle, la contrainte politique exercée par un pouvoir toujours menacé de dégénérescence, l'adhésion morale au pouvoir capable d'être rénové du fait de l'action *ad hoc* des gouvernés) et de la révolution-émancipation envisagée par les intellectuels progressistes depuis la fin des Qing (par le communautaire ou l'étatique).

Parce qu'elle est dirigée contre le pouvoir bureaucratique et les privilèges de la *nomenklatura*, l'hyperpolitisation qui permet de dépasser ces contradictions a pu passer pour le modèle d'une démocratie plus parfaite — plus égalitaire, plus directe — que celle du pluralisme libéral, en même temps que pour le dépassement radical des tares du stalinisme. C'est en réalité, d'emblée, un totalitarisme plus ambitieux que son modèle, auquel le système maoïste ne fait qu'ajouter des correctifs sans rien retrancher. Yan'an est un régime policier doté de camps (« de réforme par le travail ») qui a pu faire l'économie d'une terreur généralisée grâce à l'efficacité de ses méthodes de quadrillage idéologique et de rééducation — lesquelles n'eussent sans doute pas si bien réussi sans la crainte qu'il inspire. Dans ses rapports avec les « masses », le pouvoir ne transige que sur des fronts jugés secondaires — comme le divorce et le remariage des femmes, auxquels les paysans sont hostiles (Hua Chang-ming). S'agit-il de la production, essentielle à l'effort de guerre, ou des premières étapes d'une réorganisation collective du travail agricole — gage de l'identité du projet malgré la modération du moment? La main de fer perce sous le gant de velours, les coopératives villageoises sont imposées à des paysans récalcitrants dont elles prennent à rebrousse-poil les solidarités traditionnelles : la mobilisation du travail est obtenue au moyen d'une intransigeante mobilisation politique (C. Aubert, Cheng Ying, K. Leung). Ces contradictions *réelles* s'affirment également dans le domaine des statuts. L'inexorable involution d'un parti désormais confondu avec l'Etat met à mal l'égalitarisme

affiché du régime. Cadres, bureaucrates, officiers et policiers l'emportent sur les intellectuels, les syndicalistes et les guérilleros de la première génération. Même si ses membres passent sous les Fourches caudines de la rectification (comme lors du grand mouvement *zhengfeng* qui agite Yan'an de 1942 à 1944), même s'ils effectuent des stages dans les villages ou — à Yan'an — habitent d'austères grottes creusées dans le plateau de loess et cultivent de petits potagers, l'avant-garde révolutionnaire devenue technostucture de la révolution s'érige en élite *de facto* privilégiée (métamorphose qui n'a pas manqué d'alimenter la réflexion d'inspiration trotskyste...), la mobilisation et la rectification « activistes » tournent vite au rituel sclérosé, l'exaltation militante n'enraie pas la déchéance étatique. Lorsqu'au printemps 1942 plusieurs écrivains dénoncent trop crûment ces faits, une sévère campagne les fait rentrer dans le rang. Excepté Wang Shiwei (né dans les années 1890), qui sera accusé de trotskysme, précisément, et exécuté lors de l'évacuation précipitée de Yan'an en 1947 (G. Fabre).

Le laboratoire yan'anais n'a donc pas la pure innocence de sa légende. Le totalitarisme qui s'y met en place passe très au-dessus des paysans sans se rattacher à la modernité urbaine. Pourtant, le milieu (rural sous-développé) et les circonstances (le patriotisme) — la rigueur spartiate d'une expérience mûrie dans la pénurie — entretiennent une incontestable dynamique.

Petite bourgade grossie par l'afflux des guérilleros puis des intellectuels venus des grandes villes de la côte, Yan'an est le cerveau du *take off*. La ville, où l'on vit à la troglodyte, abrite les institutions chargées de former officiers et cadres tout en rééduquant les nouveaux venus. La plus importante de ces écoles, l'Université militaire et politique antijaponaise (*Kangri junzheng daxue*), dite *Kangda*, forme quelque cent mille cadres entre 1937 et 1945 (soit, ici aussi, un décuplement du volume de la formation atteint par Whampoa en 1927). Le paradoxe de la révolution chinoise voulant que l'exercice du pouvoir (au niveau régional) précède et commande sa conquête (à l'échelle nationale), l'époque de Yan'an façonne les traits adultes du communisme chinois alors même que la révolution n'est pas encore achevée. De Yan'an datent non seulement un style de mobilisation et de gouvernement, mais aussi l'équipe dirigeante et l'équilibre politique qui se maintiendront jusqu'à la veille de la Révolution culturelle. La primauté de Mao Zedong s'affirme sans rivale : *primus inter*

pares à l'époque de Zunyi (1935) et de l'interview accordée à Edgar Snow (1936), le vainqueur de Wang Ming et de Zhang Guotao devient avec l'assentiment de ses pairs, soucieux de donner au mouvement un chef charismatique contrebalançant le personnage de Chiang, un Staline aux pieds de loess dont le VII^e Congrès canonise la « *pensée* » (avril 1945). L'ascendant de Liu Shaoqi, son second, traduit l'importance accrue de l'apport urbain après l'élimination des derniers restes d'influence de la faction « internationaliste ». Cette évolution est l'œuvre d'une refonte globale accomplie de 1942 à 1944 par le « mouvement de rectification » dit *Zhengfeng*. L'idéologie est uniformisée et « maoïsée » par la définition d'une « ligne juste » dans tous les domaines : art et littérature (forum de Yan'an, mai 1942); théorie (diffusion des ouvrages de Mao sur la *Pratique* et la *Contradiction*); formation des cadres (suivant le *Comment être un bon communiste?* de Liu Shaoqi); histoire du parti (coulée en dogme maoïste à la veille du VII^e Congrès).

Sans doute Liu et d'autres membres de la « table ronde » yan'anais (R. MacFarquhar) insistent-ils sur le caractère rituel des moyens de la rectification et sur la stabilisation du nouvel ordre, tandis que Mao favorise le conflit ouvert (encore que contrôlé, formalisé même) et l'alternance fondamentalement déstabilisatrice entre phases de critique et d'unité. Mais bien que ses ambiguïtés idéologiques aient permis aux maoïstes d'en accaparer le mythe dans les années 1960, lorsque l'empereur rouge se sera retourné en rebelle contre le gouvernement et les institutions issus des années 1940, Yan'an n'est pas la chose exclusive de Mao. C'est l'œuvre commune d'une équipe soudée par le succès, qui prépare la victoire et que la victoire étendra sans altérations structurelles au pays tout entier. C'est dire que la guerre civile n'apporte que des retouches. Ces retouches, pourtant — retour aux villes et au radicalisme agraire —, suffisent à donner à la brève croisade du vainqueur l'ampleur d'une entreprise globale.

II. — La guerre civile (1946-1949)

L'intervention américaine. — Prévu dès avant la capitulation japonaise (10 août 1945), l'affrontement PCC-*Guomindang* est prévenu par Washington jusqu'au printemps 1946. Une mission américaine s'est installée à Yan'an en juillet 1944; des

pressions ont été exercées sur les nationalistes afin que le PCC soit intégré à un gouvernement de coalition : il s'agit de faire l'économie d'une révolution et d'un raidissement communiste favorable à Moscou. Pensant que le PCC ne demande qu'à éluder l'emprise soviétique (et jugeant nécessaire ce qu'ils considèrent comme un socialisme agraire bénin), certains diplomates (tel J. Service) vont jusqu'à préconiser un renversement d'alliance contre Chongqing. En janvier 1945, Mao Zedong et Zhou Enlai offrent de se rendre à Washington afin d'y rencontrer Roosevelt. Mais celui-ci, comme Truman, soutient Chiang Kai-shek tout en accentuant les pressions en faveur du gouvernement de coalition à mesure que l'issue du conflit approche. A Yalta, l'URSS accepte de cautionner cette formule en échange de concessions en Mandchourie (qu'elle occupe après avoir déclaré la guerre au Japon au lendemain de la capitulation allemande). Dans la course aux villes et aux armes déclenchée en août par la reddition japonaise, l'aide logistique américaine (un pont aérien transporte un demi-million de soldats nationalistes) permet au *Guomindang* de recouvrer la Chine « utile » tandis que l'aide soviétique, limitée à la Mandchourie, est moins bénéfique au PCC. Après cette passe d'armes, une première trêve est conclue entre Chiang et Mao (qui séjourne à Chongqing d'août à octobre 1945) : le mentor américain et l'opinion ont imposé la négociation. Mais l'accord n'est pas appliqué. Arrivée en décembre, la mission Marshall en impose un second (janvier 1946), qu'elle parvient à maintenir pendant quelques mois. A partir du printemps, des incidents de plus en plus fréquents (surtout dans le Nord-Est) rendent irréversible la « troisième guerre civile révolutionnaire » (dans la comptabilité historique du PCC, la Révolution de 1925-1927 et les soviets du Jiangxi constituent les deux premières). L'échec de la médiation et le déclenchement de la guerre froide font de Nankin (où le régime se réinstalle en 1946) le seul bénéficiaire de l'aide américaine.

La croisade communiste. — La supériorité matérielle du camp nationaliste explique l'aisance et la réussite de ses offensives initiales : le PCC recule sur tous les fronts jusqu'au printemps 1947; Yan'an est évacué en mars. Ce recul, pourtant, doit plus à la guérilla qu'à la guerre, prudemment esquivée par les troupes communistes. A remplacer le Japon sur les axes et aux intersections (urbaines) du damier chinois, Nankin étire ses forces, épuise ses ressources. Dès la seconde

moitié de l'année 1947, l'Armée rouge (Armée populaire de Libération), commandée en chef par Zhu De et Peng Dehuai, passe à l'offensive locale et régionale en Mandchourie (sous Lin Biao) et en Chine du Nord (sous Liu Bocheng). Ces offensives se développent en 1948, les troupes communistes, désormais égales ou supérieures en nombre et riches du matériel pris à l'ennemi n'hésitant plus à livrer bataille au gros des forces nationalistes. Lin Biao s'empare du bastion mandchou à l'automne 1948 tandis que Liu Bocheng et Chen Yi infligent une défaite décisive à Chiang Kai-shek sur la Huai et le long du chemin de fer Longhai (novembre 1948 - janvier 1949). Cette campagne de *Huai-Hai* ouvre les portes du Yangzi et du Sud, qu'une « promenade militaire » soumet d'avril à octobre (à l'exception de quelques poches résorbées en 1950). La République populaire de Chine est proclamée le 1^{er} octobre à Pékin (qui a capitulé dès janvier). Le régime nationaliste, à la tête duquel Li Zongren remplace momentanément Chiang Kai-shek, se réfugie à Taiwan.

L'effondrement nationaliste. — Le rapide effondrement de Nankin est la traduction militaire d'une décomposition plus générale. Au front, une tactique trop statique, les interventions à distance du généralissime, la corruption des responsables, la démoralisation et la désertion des soldats (capturés par le système honni de la conscription, maltraités, mal nourris et mal soignés) brisent l'effort de guerre. A partir de 1948, capitulations et ralliements en masse se multiplient. A l'arrière, c'est dans les villes que la débâcle a lieu : hors de la présence communiste, les campagnes demeurent plus immobiles que le régime lui-même. Dans la Chine urbaine, cet immobilisme s'ajoute à une grave crise économique pour faire échouer la restauration nationaliste, pourtant commencée sous les meilleurs auspices grâce au prestige retrouvé de Chiang Kai-shek. Avec l'arrogance aveugle de ceux qui ont tout oublié et rien appris, les clans de la camarilla accaparent les entreprises confisquées aux Japonais et aux collaborateurs. Comptant sur une victoire rapide, le gouvernement ne tente pas d'enrayer l'inflation héritée de la guerre. A partir de 1947 les dépenses de la guerre civile la portent au-delà du cataclysme allemand des premières années 1920 : les prix doublent *67 fois* en deux ans et demi (janvier 1946 - août 1948). A cette date, la mise en circulation d'un yuan-or, le plafonnement des salaires et des prix, la conversion forcée des avoirs privés en

devises et en métaux précieux ne font qu'accélérer la fuite devant la monnaie. Frappant surtout la classe moyenne des salariés (fonctionnaires, professeurs, dont les traitements ne sont pas indexés), l'hyperinflation, qui dresse toute la société urbaine contre le régime, donne la mesure de sa défiance contre lui.

L'absence de réformes, la crispation autoritaire et la répression, seules réponses de Nankin à la montée du mécontentement, attisent l'opposition des élites urbaines. Largement indépendant du PCC, auquel il est souvent hostile pour commencer, le mouvement étudiant se mobilise contre l'intervention américaine et la reprise de la guerre civile (décembre 1946), contre la famine dans les campagnes (printemps 1947) puis, de plus en plus, en faveur des réformes politiques et sociales auxquelles le *Guomindang* tourne le dos. Démocrate et réformiste, l'opposition libérale (les intellectuels et les partis non alignés de la « troisième force ») évolue de la même manière. La revue *Guancha* (L'Observateur), fondée par Chu Anping (1913-) en septembre 1946 à Shanghai, comme les petites formations « démocratiques » indépendantes du *Guomindang* ou nées de scissions (la plupart sont regroupées dans une Ligue démocratique depuis septembre 1944), se tiennent tout d'abord à égale distance des adversaires. Mais l'intransigeance officielle les radicalise rapidement en rendant le centrisme intenable. Leur désaffection fraie la voie à leur ralliement au et par le PCC : celui-ci n'est pas la cause de la débâcle urbaine du régime, mais il sait en tirer le meilleur parti en ouvrant un « second front » dans les villes.

La révolution agraire. — Tenu par une armée de paysans croisés, le front principal est soutenu par l'immense et méthodique jacquerie qui soulève l'arrière communiste. Disciplinée, respectueuse, payant au lieu de piller, soignant ses blessés et instruisant ses soldats, faisant justice de l'Ancien Régime à mesure qu'elle avance en trompétant l'idéologie conquérante du salut public, l'Armée rouge, dont les qualités résument en positif les tares des vaincus, est l'agent primordial en même temps que l'exemple le plus éloquent de la résurrection nationale et sociale accomplie par le PCC.

Le creuset du grand œuvre est la révolution agraire. La direction communiste attend la rupture définitive du Front uni pour lancer le « décret sur la terre » qui rompt avec la modération des années de guerre (4 mai 1946). Bien que des partages

sporadiques aient précédé la radicalisation officielle, la spontanéité paysanne joue le plus souvent en faveur de l'attentisme (par crainte non dissimulée d'un retour des Japonais ou du *Guomindang*...) : les cadres locaux éprouvent parfois quelque peine à déchaîner la haine des paysans contre les collaborateurs et les propriétaires fonciers. En revanche, lorsque le mouvement est amorcé, la fièvre égalitaire des pauvres et des sans-terre ne connaît plus de limites : les mêmes cadres doivent contenir une lame de fond niveleuse qui menace les *paysans moyens* (définis, après bien des tâtonnements, comme les petits propriétaires et/ou fermiers qui ne vivent ni de la rente, ni de l'usure, ni du travail d'autrui) après avoir englouti *koulaks* et *dizhu*, tant est maigre le bénéfice que chacun retire des « fruits de la lutte ». Retournement complet de la condition paysanne, le *fanshen* (1) ne se limite pas au partage des terres, de l'outillage et du bétail. Montés par l'encadrement, d'hal-lucinants *happenings* villageois lui confèrent le bruit (les « récits d'amertume » des paysans) et la fureur (le châtime-ment violent des anciens maîtres). L'organisation méthodique de ce « règlement de compte » scelle l'alliance entre le parti et la paysannerie. « Alliance inégale », au reste (L. Bianco) : la concession de la terre n'empêche pas le pouvoir de pro-gresser dans la destruction du tissu social villageois (la campagne pour la réforme du mariage va substituer ainsi au patriarcat traditionnel celui des cadres locaux...), ni de rectifier à plusieurs reprises le « mouvement de justice » anarchique et violent des « masses » qui déborde les objectifs des dirigeants aux yeux desquels la destruction de l'ancien régime doit consolider l'union de l'immense ma-jorité de la population. Les embardées proviennent aussi des incohérences de l'encadrement à la base : énormément gonflé par le succès (bien qu'il représente à peine 1 % de la population chinoise en 1949 : cf. tableau VI, p. 110), le PCC est devenu un corps difficile à régenter. L'appareil est donc repris en main en même temps que la révolution agraire. En 1947, la réforme est *modulée* suivant trois aires géo-graphiques (régions « libérées » avant novembre 1945, avant août 1947 et après) et *modérée* en faveur des paysans moyens et riches. En 1948, un vaste « mouvement de puri-

(1) *Fanshen* : littéralement, mettre cul par-dessus tête. Le terme, d'usage quotidien, est appliqué à la révolution agraire. W. HINTON en a fait le titre d'un pénétrant reportage (New York, 1966).

fication » renforce le contrôle du centre sur les cadres locaux. Dans les régions « anciennement libérées » de Chine du Nord, le nivellement est corrigé tandis que plus au sud (régions « semi-anciennes et nouvelles »), paysans riches et moyens sont mis à l'abri des partages excessifs. Cette politique (dite du « paysan riche ») sera sanctionnée par la loi du 28 juin 1950 qui étend la réforme agraire à l'ensemble du pays après la Libération. Désormais sûre de vaincre, la révolution ménage davantage ses lendemains économiques. La politique urbaine du parti subit une même inflexion en 1948.

Le retour aux villes. — La « troisième force », le mouvement étudiant et l'*intelligentsia* ne se détachent pas du régime pour basculer dans le communisme : l'hostilité au *Guomindang* est plus répandue que le ralliement actif au PCC. Celui-ci devient plus sensible à partir du moment où Nankin s'effondre sous les coups de l'inflation et des offensives adverses (1948). Il fait alors éclater les partis démocratiques et rejouer, chez les intellectuels, la faille du Quatre Mai : Hu Shi s'exile à Taiwan. Bien qu'une partie des élites urbaines demeure dans l'expectative et ne se rallie au régime que contrainte et forcée (le transfert d'allégeance est souvent lié au basculement du pouvoir), la phalange des ralliés donne à la Libération une assise urbaine plus large que le soutien des intellectuels progressistes dont avait joui Yan'an (S. Pepper). Dès cette époque, le PCC avait préparé la reconquête politique des villes. La « nouvelle démocratie » définie par Mao Zedong en 1940 rivalisait avec Chongqing en proposant la relève du Front uni par une structure pluraliste accueillante aux « forces démocratiques » de la bourgeoisie et des intellectuels hostiles à la dictature nationaliste. Dans les régions-frontières, le système des *trois tiers* (limitant au tiers des effectifs la part communiste dans les assemblées) donnait une apparence œcuménique au nouveau pouvoir. A partir de 1945, le PCC s'empare du thème du « gouvernement de coalition », dont il promet le maintien après la victoire suivant un schéma analogue à celui qui prévaut au même moment dans les « démocraties populaires » d'Europe orientale : « anti-féodal », « anti-dictatorial » et « anti-impérialiste ». De là la participation ultérieure et superficielle de ses alliés (huit petits « partis démocratiques ») au gouvernement de Pékin.

Mise en vitrine dans les villes conquises, incarnée dans la Conférence politique consultative réunie à Pékin au prin-

temps 1949, la formule prétend incarner un *consensus* réformiste autour de l'entreprise communiste. Généralement louées, la réforme agraire et la conduite de l'Armée rouge font de la révolution une œuvre de salut public à laquelle il devient malaisé de ne pas s'associer. Grâce à elles le PCC fait figure d'agent efficace du salut national et de champion de la modernité. Chiang lui-même le prend indirectement pour modèle lorsqu'il dénonce (en vain : ces proclamations ne sont pas suivies d'effet) la sclérose de son parti, la corruption des cadres et appelle à un nouveau dialogue avec la société (L. Eastman).

La classe ouvrière échappe plus longtemps à la satellisation progressive de la Chine urbaine. L'indexation des salaires, la répression et la dépolitisation (accrue par le naufrage du syndicalisme officiel pendant la collaboration) l'isolent partiellement de la crise générale et font obstacle à la pénétration communiste. Coïncidant avec un actif mouvement revendicatif à buts économiques, l'abstention ouvrière n'est pas inertie mais *autonomie*. Le mouvement ouvrier communiste doit être reconstruit de l'extérieur, tout d'abord à Kalgan (Zhangjiakou) puis, après la conquête de la Mandchourie, à Harbin (où le Syndicat général panchinois renaît de ses cendres en août 1948). Le déplacement du pôle géographique coïncide avec le passage à la conciliation. A partir de 1948, l'accent est mis sur la collaboration avec les « capitalistes nationaux », la remise en marche de l'économie et la lutte contre les excès « gauchistes », fondements de la politique industrielle modérée qui prévaudra jusqu'en 1951-1952. La restauration syndicale bénéficie elle aussi de la décomposition du camp adverse avec le ralliement d'un pan notable du syndicalisme officiel en 1948-1949.

Investie de l'extérieur, la Chine urbaine ne se soulève pas à l'approche des conquérants. Tombant pièce à pièce, elle se rend ou se rallie à des étrangers. L'arrivée des communistes à Shanghai (mai 1949) est celle de « Martiens » (R. Guillain)... ou bien celle de Sparte sur Mars. Sparte choisit pourtant de coloniser Mars afin de donner un visage orthodoxe à sa conquête et d'affirmer son attachement à la modernisation du pays. Le PCC entame sa reconversion urbaine (et la re-prolétarianisation de ses rangs) en même temps qu'il opte pour la modération : dès avant la victoire. La fin du détour rural est proclamée en mars 1949 (deuxième session du VII^e Congrès). Les politiques de la conquête dureront jusqu'à la col-

lectivisation du milieu des années 1950 : il faut plusieurs années pour que la gigantesque machine qui s'est ébranlée à Yan'an absorbe une Chine plus gigantesque encore.

L'extraordinaire est qu'elle y parvient sans coup férir. Sous la modération (toute relative du reste) à l'égard des élites urbaines (les intellectuels sont « marxisés » sans tarder; les « capitalistes nationaux » soigneusement encadrés...), c'est bien la permanence d'un pouvoir totalitaire qui s'affirme. Sa mutation évite au PCC de se dissoudre dans sa conquête à l'instar du *Guomindang* des années 1930. Elle lui permet aussi de réaliser une figure inédite : **la révolution par l'Etat**, un Etat dont les assises rurales comblent d'emblée le vide auquel le pouvoir bolchevique s'est heurté durant les années 1920 (Moshé Lewin). En Russie, la révolution engendre un *double pouvoir* dans les villes, mais ne s'impose au pays qu'au terme d'une guerre civile ultérieure. Guerre civile antérieure, la révolution chinoise secrète dans les campagnes et élargit par la conquête un pouvoir totalitaire (société + Etat) *contigu* au pouvoir en place, en même temps qu'elle diffuse une nouvelle idéologie (F. Schurmann). Au départ, les bases rouges n'étaient pas faites pour conquérir l'ordre politique au sommet, mais pour se glisser, par la guérilla, dans le désordre militarisé de la base. Elles finissent par devenir Etat et par faire une guerre en bonne et due forme en sus de la guérilla. Le déficit des « conditions objectives » — l'arriération — a imposé le perfectionnement des « conditions subjectives » — mais dans un sens qui renforce plutôt l'Etat que la société : pour être trans-sectorielle, la révolution doit être trans-révolutionnaire.

Singulière cohabitation, à laquelle Mao ne souscrit ni d'emblée (il attend que les conditions s'y prêtent, et d'en être le maître, ce qui n'était pas le cas au Jiangxi), ni pleinement : l'Etat et l'armée révolutionnaires sont réputés trans-étatique et trans-militaire par la grâce de l'activisme collectif *ad hoc* mis au point à Yan'an. Mao et le maoïsme parviennent ainsi à un point d'équilibre favorisé par le fait que le *Guomindang*, les propriétaires fonciers, polarisent la violence et le conflit, ce qui atténue les divergences d'interprétation du maoïsme au sein de la coalition dirigeante (p. 115). Mais l'élimination rapide des adversaires, la prise en charge des nécessités du développement et les affrontements sur les stratégies de la « transition » (au socialisme), ne permettront pas de maintenir cet équilibre. Dès 1954, le Président donnera

des signes d'impatience contre le pouvoir qu'il fonde en 1949. Sa vieillesse s'efforcera ensuite de rétablir jusqu'au délire l'équilibre dynamique des années 1940, en faisant de la révolution l'invitée permanente et utopique de l'Etat — comme l'Etat, à l'heure victorieuse de la maturité, avait été l'hôte heureux et efficace de la révolution.

Aux époques classiques du communisme chinois (celle, orthodoxe, de la révolution par la ville (années 1920) et celle, innovatrice, de la révolution par la campagne), il convient d'ajouter l'opposition du maoïsme mûr des années 1940 au maoïsme primitif des années 1930, sans oublier cependant que les circonstances seules auront momentanément levé l'incapacité profonde de Mao à trancher entre les postulations contradictoires de son héritage culturel et idéologique. Paysannerie et nationalisme ne sont pas les seules racines inattendues d'une équation révolutionnaire qui se développe et se « sinise » à force de s'inscrire dans le sous-développement chinois (2).

Victoire très léninienne du volontarisme ou très chinoise de l'activisme, le marxisme, disons plutôt le stalinisme sinisé, qui conquiert le continent chinois en restaurant la grandeur nationale, n'était pas pour autant propre à combler la faille majeure du xx^e siècle, née des crises du xix^e — le divorce funeste entre les élites occidentalisées et modernisées d'un pays en voie de sous-développement et un Etat qui hésite constamment entre l'interventionnisme prédateur et l'autoritarisme excessif, mais reste prisonnier de ses traditions bureaucratiques et paternalistes dès qu'il se relève de l'effondrement impérial, jusques et y compris à travers sa mutation totalitaire. Cette persistance ne s'interprète pas seulement comme une défaite de la très maigre société civile (et, accessoirement, de la postulation « rebelle » de Mao). Elle est une archaïsation,

(2) Sous cet angle, il n'y a pas deux communismes chinois (orthodoxe et rural) comme il y a deux Chine et deux révolutions, mais *quatre*, aux structures et aux stratégies contrastées : au parti des intellectuels issu du Quatre Mai, au parti urbain (ou léninien), à celui de la guérilla, errant, loqueteux, mais pourvu d'une armée, au parti-Etat dans la révolution, correspondant, respectivement, l'utopie prolétarienne des intellectuels du Quatre Mai ; l'alliance des classes urbaines (mais aussi le « travailisme » des dirigeants syndicaux de Shanghai des années 1929-1930) ; la militarisation et l'isolement rural ; la territorialisation, la conquête militaire et le retour aux villes. A l'intérieur de chacune des phases classiques (orthodoxe et paysanne), un type de rupture ou de transition précède un type plus mûr de stabilisation (parti urbain, parti-Etat), encore que la correspondance entre structures et stratégies ne soit pas toujours directe : la stratégie change en 1923, mais les structures initiales du club intellectuel perdurent jusqu'en 1925 au moins ; après 1927, le parti urbain survit à Shanghai ; les deux types de communisme rural ne coïncident pas avec la coupure Jiangxi-Yan'an...

qui n'a pas laissé intacte la vieille Chine — la « Chine jaune », agraire, bureaucratique, dénoncée par les intellectuels de la fin des années 1980, qui ont repris la croisade du 4 mai 1919 —, mais qui a radicalement éliminé les traditions d'ouverture et de modernité beaucoup plus récentes de la « Chine bleue ».

Les réformes de l'après-Mao n'ont que très imparfaitement renoué avec cette voie autre, qui n'était pas pour autant celle d'une occidentalisation totale. La Chine qui s'est modernisée au xx^e siècle l'a fait en conciliant ses emprunts avec son être. Cette conciliation ne nous semble un renoncement, un inachèvement, qu'en raison de la non-modernisation de l'Etat et du cadre politique. Il est vrai que ce hiatus a posé et continue de poser problème à la modernité intellectuelle, qui n'a pas toujours pensé l'émancipation de l'individu et de la société selon les formes du pluralisme : l'exigence conçue à la fin des années 1910 par Chen Duxiu, Hu Shi et quelques autres est restée minoritaire au sein même de l'*intelligentsia*. Au seuil du xxi^e siècle, forte des échecs, des retards et des désillusions du xx^e, cette exigence s'impose plus fortement que jamais comme la condition *sine qua non* de la modernisation. L'évolution de Taiwan montre qu'une société chinoise n'est pas interdite de modernisation et de démocratie du seul fait qu'elle est chinoise. Encore faut-il qu'elle s'ouvre sur elle-même en se raccordant aux rythmes mondiaux, que l'urbanisation, l'élévation du niveau de vie et d'éducation, la modernisation de l'Etat confortent au centre des nouveaux équilibres une classe moyenne sans laquelle il n'est pas de société civile étoffée relayant le message de l'*intelligentsia*, ni de fondations durables pour la démocratie. La vaste Chine du continent s'ouvrira véritablement sur le monde, en une ouverture venue d'elle-même, si elle est en mesure de relever ce défi. Mais pour longtemps encore, en lieu et place d'une évolution rapide, à la taïwanaise, et quelle que soit sa couleur politico-idéologique, elle risque de renouer non seulement avec la percée moderniste, mais aussi avec bien des pesanteurs, des déséquilibres, voire des fractures de la première moitié du siècle.

RÉFÉRENCES

Tous les auteurs cités dans le texte n'ont pu trouver place dans cette liste sommaire, limitée de surcroît aux langues occidentales. Le lecteur pourra la compléter en consultant des bibliographies plus fournies *sub* Bergère, Bianco et Fairbank.

- BASTID (M.), *L'évolution de la société chinoise à la fin de la dynastie des Qing, 1873-1911*, Paris, 1979.
- BERGÈRE (M.-C.), *L'Âge d'or de la bourgeoisie chinoise, 1911-1937*, Paris, 1986.
- L. BIANCO et J. DOMES (éd.), *La Chine au XX^e siècle*, vol. I, Paris, 1989.
- BIANCO (L.), *Les origines de la révolution chinoise*, Paris, rééd. 1987.
- et Y. CHEVRIER, (éd.) *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international. La Chine*, Paris, 1985.
- CADART (C.) et CHENG YINGXIANG, *L'envol du communisme en Chine : Mémoires de Peng Shuzhi*, Paris, 1983.
- CHANG KUO-T'AO, *The Rise of the Chinese Communist Party*, 2 vol., Kansas City, 1971-1972.
- CHEN Yong-fa, *Making Revolution : The Communist Movement in Eastern and Central China, 1937-1945*, Berkeley, 1986.
- CH'EN (J.), *China and the West*, Londres, 1979.
- CHESNEAUX (J.), *Le mouvement ouvrier chinois*, Paris, 1962.
- et al., *Mouvements populaires et sociétés secrètes en Chine aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, 1970.
- CHOW TSE-TSUNG, *The May Fourth Movement*, Harvard, 1960.
- COBLE (P. M.), *The Shanghai Capitalists and the Nationalist Government, 1927-1937*, Harvard, 1980.
- DIRLIK (A.), *The Origins of Chinese Communism*, Oxford, 1989.
- DUARA (P.), *Culture, Power and the State : Rural North China, 1900-1942*, Stanford, 1988.
- EASTMAN (L.), *The Abortive Revolution*, Harvard, 1974 ; *Seeds of Destruction*, Stanford, 1984.
- ELVIN (M.), *The Pattern of the Chinese Past*, Londres, 1973.
- ESHERICK (J.), *Reform and Revolution in China*, Berkeley, 1976.
- FAIRBANK (J.) et al. (éd.), *The Cambridge History of China*, vol. 12-13, Cambridge, 1983-1985.
- GUILLERMAZ (J.), *Histoire du parti communiste chinois*, 2 vol., Paris, 1975.
- HAO YEN-P'ING, *The Commercial Revolution in XIXth Century China : The Rise of Sino-Western Mercantile Capitalism*, Berkeley, 1986.
- HARRISON (J.), *The Long March to Power*, New York, 1972.
- HARTFORD (K.) (éd.), *Single Sparks : China's Rural Revolutions*, Columbia, 1989.
- HENRIOT (C.), *Shanghai, 1927-1937*, Paris, 1991.
- HO PING-TI, *Studies on the Population of China*, Harvard, 1959.
- HOFHEINZ (R.), *The Broken Wave*, Harvard, 1977.
- HSIAO KUNG-CHUAN, *Imperial China : Rural Control in the Nineteenth Century*, Seattle-Londres, 1967.
- HU CHI-HSI, *L'Armée rouge et l'ascension de Mao*, Paris, 1982.
- HUA CHANG-MING, *La condition féminine et les communistes chinois en action*, Paris, 1981.
- HUANG (P.), *The Peasant Economy and Social Change in North China*, Stanford, 1980.

- ISAACS (H.), *The Tragedy of the Chinese Revolution, 1925-1927*, Stanford, 1951 (trad. française, Paris, 1967).
- JOHNSON (C. A.), *Peasant Nationalism and Communist Power*, Stanford, 1962 (trad. française, 1969).
- KAPP (R. A.), *Sichuan and the Chinese Republic*, Yale, 1974.
- KATAOKA (T.), *Resistance and Revolution in China*, Berkeley, 1974.
- KUHN (P.), *Rebellion and its Enemies in Late Imperial China*, Harvard, 1970.
- LARY (D.), *Warlord Soldiers : Chinese Common Soldiers, 1911-1937*, Cambridge, 1985.
- LEVENSON (J.), *Confucian China and its Modern Fate*, Berkeley, 1972.
- LIU TA-CHUNG et YEH KUNG-CHIA, *The Economy of the Chinese Mainland : National Income and Economic Development, 1933-1959*, Princeton, 1965.
- MCDONALD (A. Jr), *The Urban Origins of Rural Revolution : Elites and Masses in Hunan Province, China, 1911-1927*, Berkeley, 1978.
- MYERS (R.), *The Chinese Peasant Economy*, Harvard, 1970.
- PECK (G.), *Two Kinds of Time*, Boston, 1950.
- PEPPER (S.), *Civil War in China*, Berkeley, 1978.
- PERKINS (D.), *Agricultural Development in China, 1368-1968*, Chicago, 1969.
- PERRY (E.), *Rebels and Revolutionaries in North China, 1845-1945*, Stanford, 1980.
- RANKIN (M.), *Elite Activism and Political Transformation in China*, Stanford, 1986.
- SCHWARCZ (V.), *The Chinese Enlightenment*, Berkeley, 1986.
- SCHWARTZ (B.), *Chinese Communism and the Rise of Mao*, Harvard, 1951.
- SELDEN (M.), *The Yen-an Way in Revolutionary China*, Harvard, 1971.
- SHERIDAN (J.), *Chinese Warlord : The Career of Feng Yu-hsiang*, Stanford, 1966.
- SMEDLEY (A.), *The Great Road : The Life and Times of Chu Teh*, New York, 1956 (trad. française, Paris, 1969).
- SNOW (E.), *Red Star over China*, New York, 1938 (trad. française, Paris, 1964).
- WAKEMAN (F.) (éd.), *Conflict and Control in Late Imperial China*, Berkeley, 1975.
- WILBUR (C. M.), *Sun Yat-sen, Frustrated Patriot*, Columbia, 1976.
- WRIGHT (M.) (éd.), *China in Revolution : The First Phase*, Yale, 1968.

TABLE DES MATIÈRES

AVERTISSEMENT	3
INTRODUCTION. — L'évolution de la révolution	5
CHAPITRE PREMIER. — Un monde en crise	9
I. Le défi occidental, 9. — II. La fin de l'âge d'Or, 20. — III. Naissance et limites de la Chine moderne, 26. — IV. La crise politique, 33.	
CHAPITRE II. — La descente au chaos (1911-1927)	38
I. L'échec de la République (1911-1913), 38. — II. La dictature de Yuan Shikai (1913-1916), 41. — III. L'anarchie militaire (1916-1927), 42.	
CHAPITRE III. — Essor et révolution de la Chine urbaine (1915-1927)	52
I. La « prospérité dans le chaos », 52. — II. L'iconoclasme occidentaliste (1915-1919), 54. — III. Le Quatre Mai et ses conséquences (1919-1921), 57. — IV. L'essor du premier Front uni (1922 - printemps 1926), 64. — V. La révolution éclatée (juillet 1926 - juillet 1927), 70.	
CHAPITRE IV. — La réaction nationaliste (1927-1937)	76
I. Les limites de la restauration nationale, 76. — II. Le retour au passé, 79. — III. Une modernisation superficielle, 81. — IV. La crise et l'arriération du monde rural, 85.	
CHAPITRE V. — La migration rurale du communisme	93
I. L'agonie de la révolution urbaine (1927-1931), 93. — II. Les soviets du Jiangxi (1928-1934), 98. — III. Le communisme itinérant, 102.	
CHAPITRE VI. — Guerre et fondation du pouvoir maoïste (1937-1949)	105
I. La guerre sino-japonaise (1937-1945), 105. — II. La guerre civile (1946-1949), 115.	
RÉFÉRENCES	125

Imprimé en France
Imprimerie des Presses Universitaires de France
73, avenue Ronsard, 41100 Vendôme
Avril 1992 — N° 34 471

Que sais-je?

COLLECTION ENCYCLOPÉDIQUE

fondée par Paul Angoulvent

Derniers titres parus

- | | |
|--|--|
| 2626 Le MATIF
(F. AFTALION et P. PONCET) | 2644 Le media-planning
(T. FABRE) |
| 2627 L'économie des Temps modernes
(H. LEGOHÉREL) | 2645 L'inceste
(de LANNOY et FEYEREISEN) |
| 2628 Vocabulaire monétaire et financier
(F. TEULON) | 2646 La gestion des ressources humaines
(J.-M. LE GALL) |
| 2629 Texte, hypertexte, hypermédia
(R. LAUFER et D. SCAVETTA) | 2647 Le Conseil général
(J. BOURDON et J.-M. PONTIER) |
| 2630 Le marché de l'art
(E. et M. HOOG) | 2648 Hollywood
(D. ROYOT) |
| 2631 Averroès et l'averroïsme
(M.-R. HAYOUN et A. de LIBERA) | 2649 Introduction à l'économie
(F. TEULON) |
| 2632 L'agriculture biologique
(C. de SILGUY) | 2650 La philosophie des valeurs
(J.-P. RESWEBER) |
| 2633 La Contre-Révolution
(L.-M. CLÉNET) | 2651 Le Théâtre national de l'Opéra de Paris
(J.-P. SAINT-GEOURS) |
| 2634 La science de la communication
(J. LAZAR) | 2652 La communication politique
(J. GERSTLÉ) |
| 2635 Les procréations médicalement assistées
(R. FRYDMAN) | 2653 La négociation collective
(G. CAIRE) |
| 2636 La protection internationale de l'environnement
(J.-L. MATHIEU) | 2654 SICAV et fonds communs de placement, les OPCVM en France
(G. GALLAIS-HAMONNO) |
| 2637 Les options de change
(M. CHESNEY et H. LOUBERGÉ) | 2655 La détention provisoire
(B. CALLÉ) |
| 2638 La numismatique
(C. MORRISSON) | 2656 La didactique du français
(J.-F. HALTÉ) |
| 2639 L'Ecole de Chicago
(A. COULON) | 2657 Le patrimoine industriel
(J.-Y. ANDRIEUX) |
| 2640 Le ragtime
(J. B. HESS) | |
| 2641 Les politiques de l'emploi
(G. GRANGEAS et J.-M. LEPAGE) | |
| 2642 Les petites et moyennes entreprises
(A. BIZAGUET) | |
| 2643 Le droit des élections politiques
(J.-C. MASCLÉ) | |

